



COMITÉ
INTERNATIONAL
OLYMPIQUE

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ÉVALUATION 2016 DU CIO

JEUX DE LA XXXI^E OLYMPIADE



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
CHICAGO	9
TOKYO	29
RIO DE JANEIRO	49
MADRID	69
RÉSUMÉS	89
ANNEXES	95

INTRODUCTION

La commission d'évaluation du CIO (la commission) pour les Jeux de la XXXI^e Olympiade en 2016 a le plaisir de présenter les résultats de son évaluation des quatre villes candidates aux Jeux Olympiques de 2016 : Chicago, Tokyo, Rio de Janeiro et Madrid¹.

Sept villes avaient à l'origine soumis une demande de candidature à l'organisation des Jeux Olympiques de 2016 : les quatre villes candidates citées ci-dessus, ainsi que Prague (République tchèque), Bakou (Azerbaïdjan) et Doha (Qatar). Lors de sa réunion le 4 juin 2008 et sur la base d'une évaluation faite par un groupe de travail, la commission exécutive du CIO a choisi Chicago, Tokyo, Rio de Janeiro et Madrid comme villes candidates.

Les villes candidates 2016 ont pu bénéficier de services que le CIO s'emploie constamment à améliorer. Figuraient au nombre de ces services le séminaire pour les villes requérantes, la participation au programme des observateurs des Jeux Olympiques à Beijing, la séance bilan officielle sur les Jeux de Beijing, des séances d'information sur des sujets spécifiques et l'accès au programme de gestion des connaissances sur les Jeux Olympiques du CIO.

Le savoir-faire et les compétences mis à disposition des villes par le CIO se vérifient dans les projets présentés par les villes candidates 2016, lesquels sont tous d'un niveau extrêmement haut. La commission fait remarquer que cela se reflète également dans la planification détaillée et dans les stratégies complètes mises en œuvre par les villes candidates sur des questions telles que le développement durable, l'environnement, l'accessibilité et le développement intégré de la ville. Il a été clairement établi que les investissements réalisés tout au long de la procédure de candidature peuvent être considérés comme laissant un héritage positif, que la ville se voit attribuer ou non les Jeux en 2016.

La qualité des dossiers de candidature et des présentations faites lors des visites ont grandement contribué à l'évaluation par la commission de chaque proposition des villes et à la préparation de ce rapport.

Lors des visites, la commission a vraiment été ravie de rencontrer les membres du CIO dans les différents pays concernés et de nombreux olympiens et paralympiens. La présence et le soutien des représentants des plus hautes sphères du gouvernement et du secteur privé montrent l'importance des Jeux sur les plans régional et national et soulignent que, même dans le contexte économique mondial actuel, l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques reste un catalyseur de changement et une chance pour favoriser le développement social, économique et environnemental.

La mission de la commission consiste à effectuer une analyse technique détaillée des quatre villes candidates afin d'aider le CIO lors de l'importante décision que sera l'élection de la ville hôte des Jeux de 2016 en vérifiant les informations soumises dans le dossier de candidature et en déterminant si les plans proposés sont réalisables.

La commission a visité les villes aux dates suivantes :

- Chicago, États-Unis d'Amérique : 4–7 avril 2009
- Tokyo, Japon : 16–19 avril 2009
- Rio de Janeiro, Brésil : 29 avril–2 mai 2009
- Madrid, Espagne : 5–8 mai 2009

Ce rapport reflète l'opinion unanime de la commission et a été signé par tous ses membres. Il a pris en considération toutes les informations reçues jusqu'au départ de la commission de chaque ville.

¹ Les villes sont citées dans l'ordre du tirage au sort effectué par la commission exécutive du CIO le 12 décembre 2007.

INTRODUCTION

Généralités

Afin de compléter cette introduction, la section suivante contient des informations d'ordre général concernant le rapport ainsi qu'un certain nombre de points communs à toutes les villes candidates et qui ne sont donc pas couverts dans le rapport individuel de chaque ville.

1. Procédures de travail

La commission a suivi la même procédure de travail pour chaque ville candidate : des présentations ont eu lieu sur l'ensemble des thèmes figurant dans le document intitulé « Procédure de candidature et questionnaire » et des visites ont été effectuées sur chacun des sites – de compétition et autres – proposés.

2. Terminologie / langue

Tout au long du rapport, lorsque la commission se réfère aux « Jeux », ce terme comprend les Jeux Olympiques et Paralympiques, à moins que l'un ou l'autre ne soit spécifiquement défini.

Le terme « athlètes » se réfère aux athlètes olympiques et paralympiques.

La version originale du présent rapport a été rédigée en langue anglaise. En conséquence, en cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte anglais fait foi.

3. Jeux Paralympiques

Des éléments concernant les Jeux Paralympiques figurent non seulement sous la section Jeux Paralympiques, mais sont également insérés tout au long du rapport. Le budget paralympique a été intégré dans le budget des Jeux Olympiques.

4. Les chiffres concernant la population

Les chiffres concernant la population mentionnés au thème 3 sont des chiffres que les villes elles-mêmes ont soumis dans leurs dossiers au cours de la première étape de la procédure.

5. Finances

Pour la budgétisation (revenus du COJO), le CIO a conseillé aux villes candidates d'inclure les montants de USD 675 millions pour la contribution du CIO et de USD 335 millions pour le partenariat TOP (valeurs de 2016). En outre, le CIO a informé les villes candidates que le CIO assumerait la responsabilité et prendrait à sa charge le coût des opérations de l'Organisme de Radio-télévision Olympique (OBO) par le biais de sa filiale détenue à 100 %, OBS SA.

Il a été demandé aux villes candidates de fournir des chiffres en USD, valeur de 2008 et 2016, ainsi qu'en monnaie nationale. Tous les chiffres figurant dans le rapport (qui ne sont pas spécifiés ailleurs) sont en USD, valeur de 2008.

6. Hébergement

Le CIO demande que les villes candidates garantissent :

- 40 000 chambres dans diverses catégories d'hôtels ;
- un tarif en USD, valeur de 2016, pour les hôtels du CIO (1800 chambres) ;
- un tarif maximum en USD, valeur de 2016, pour les autres groupes constitutifs accrédités (avec la formule de calcul utilisée).

Le nombre total de chambres garanties comprend les chambres réservées dans les villes co-organisatrices.

7. Temps de trajet

Tous les temps de trajet mentionnés dans le rapport sont les temps de trajet moyens en bus en 2016, tels qu'indiqués par les villes dans leurs dossiers de candidature.

8. Arrondissement des chiffres

Les chiffres contenus dans le rapport ont été arrondis. Dans les cas où le pourcentage n'atteint pas 100 %, cela peut s'expliquer par cet arrondissement des chiffres.

9. Nombre de sites – méthodes de calcul

Pour chaque ville candidate, les sites ont été comptés selon les principes suivants :

- les épreuves sur route ne sont pas comprises dans le décompte des sites, à l'exception du triathlon ;
- dans le cas des sites fournissant plusieurs salles, chaque salle a été comptée séparément comme un site ;
- un site accueillant au moins deux sports, mais pas simultanément, est compté comme un seul site (par ex. aviron, course en ligne en canoë-kayak, etc.) ;
- à moins que cela ne soit spécifié ailleurs, le décompte total des sites comprend les sites pour les matchs éliminatoires de football.

10. Terrorisme

Le terrorisme est, par définition, une préoccupation mondiale et touche de la même façon toutes les villes candidates. La commission n'a pas fait de commentaires sur cet aspect de la sécurité dans les rapports sur les villes car elle considère que toutes les villes et les pays concernés ont fait preuve de leur engagement à maintenir un niveau élevé de vigilance et à appliquer des méthodes préventives.

11. Opinion publique

Afin d'obtenir des informations complémentaires, le CIO a fait réaliser un sondage d'opinion dans les villes candidates et les pays concernés en février 2009. Un résumé des résultats de ce sondage, qui a été mené par Sports Marketing Surveys, figure à l'annexe B.

12. Lettres exprimant des préoccupations

Comme pour chaque édition des Jeux Olympiques, des lettres exprimant des préoccupations ont été adressées à la commission. Des représentants de certains groupes ont demandé à rencontrer la commission lors de ses visites à Chicago et Tokyo, ce à quoi la commission a consenti. Leurs préoccupations portaient sur des sites particuliers ou étaient principalement axées sur des questions d'ordre environnemental, financier et social.

13. Cartes

Des cartes, prises dans les dossiers de candidature de chaque ville, figurent à l'annexe C et aideront les lecteurs à évaluer le projet global de chaque ville et à localiser les sites.

Annexes

- A. Composition de la commission
- B. Résultats du sondage d'opinion du CIO
- C. Cartes
- D. Abréviations

CHICAGO



CHICAGO 2016

CANDIDATE CITY



CHICAGO

VISION, HÉRITAGE, COMMUNICATION ET CONCEPT GÉNÉRAL DES JEUX

Chicago propose d'accueillir les Jeux Olympiques du 22 juillet au 7 août 2016.

Chicago aspire à réunir le monde entier pour partager avec lui une expérience spectaculaire à travers compétitions sportives et manifestations culturelles qui feraient corps avec un cadre constitué des parcs et jardins publics de la ville. Centré sur les rives du lac Michigan, le projet a aussi pour but de laisser un héritage durable à la communauté sur les plans urbain, sportif, social et environnemental.

Chicago présente un plan compact pour la tenue des Jeux avec 22 sites de compétition, le village olympique et de nombreux hôtels concentrés dans un rayon de 8 km du centre-ville. Les sports suivants seraient situés en dehors de ce rayon de 8 km : tennis (13 km), pentathlon moderne (29 km), tir (55 km) et sports équestres (84 km). Il y aurait en outre, et pour des raisons techniques propres à la FI, les épreuves de cyclisme sur route et de VTT qui auraient lieu à 256 km et 293 km respectivement, dans l'État du Wisconsin.

La vision de Chicago se définit par ces slogans : « Let Friendship Shine » (Que brille l'amitié) et une « Expérience spectaculaire en plein centre-ville ». Ceci correspond à la stratégie de planification à long terme de la ville fondée sur la vision de Daniel Burnham, principal architecte du Plan de Chicago de 1909 et organisateur de l'Exposition universelle de 1893, Exposition colombienne mise sur pied à l'aide d'installations temporaires.

Le concept des Jeux comprendrait également d'autres éléments tels que lieux de célébration et activités culturelles, transformant le centre de la ville en terrain de jeu olympique. L'implantation en front de lac des sites sportifs, sites en milieu ouvert, parcs, institutions et activités culturelles contribuerait à créer une ambiance de fête dans une ville qui possède une bonne expérience de l'organisation de festivals au bord du lac.

Suivant cet objectif, et comme la ville n'a pas besoin d'imposants sites sportifs supplémentaires, Chicago 2016 aspire à concevoir et réaliser un projet de construction qui soit durable, visant à doter la ville d'installations sportives accessibles à tous. Par conséquent, le concept des Jeux repose essentiellement sur l'utilisation d'installations temporaires dans le centre des expositions de la Place McCormick situé à côté du village olympique et devant accueillir 11 sports plus le CPP/CIRTV, et de 15 sites démontables ou dont la taille serait réduite après les Jeux tels que le stade olympique, la piscine principale, les installations de tennis, de volleyball de plage et de tir.

Consciente que les sites doivent être à la pointe de la modernité pour les 60 jours de la période des Jeux, Chicago 2016 a lancé une étude approfondie, tenant compte des implications financières, dans le but de démontrer que les Jeux pouvaient être organisés dans le respect des principes de durabilité.

Ce concept est conforme à la recommandation de la commission d'étude des Jeux du CIO qui préconise de « ne construire un nouveau site que celui-ci répond à un besoin post-olympique ». Cela aurait donc certainement un impact positif en termes d'héritage. En revanche, cela alourdirait la responsabilité financière du COJO qui devrait prendre lui-même en charge la réalisation d'une part significative du projet.

Dans sa vision, Chicago souhaite, durant les sept ans de préparation des Jeux Olympiques, réaliser les objectifs suivants :

- créer un programme culturel dans l'idée de faire des Jeux un festival du sport et de l'humanité : la diffusion et la promotion des valeurs olympiques ainsi que le rôle et les bienfaits du sport dans la société seraient intégrés dans les nombreux festivals existants et événements spéciaux de Chicago ;

- promouvoir le sport pour tous en offrant aux jeunes et à la population urbaine des manifestations encourageant la pratique sportive, à travers le calendrier d'activités de *Chicago Park District* (entité publique qui gère les parcs de la ville) et la toute nouvelle organisation *World Sport Chicago*, créée sous l'impulsion de la candidature ;
- préserver et améliorer le cadre naturel avec un concept de « Jeux bleus-verts » alliant éducation environnementale et initiatives de conservation de l'environnement.

Par ailleurs, un fonds de 10 millions de dollars (USD) a été réuni par sept fondations dans le but de promouvoir le développement économique et communautaire à Chicago, principalement dans les quartiers voisins des sites proposés.

À travers ces programmes, Chicago entend devenir un modèle pour d'autres villes et pour le Mouvement olympique. À ce titre, Chicago s'est engagée avec les maires d'autres villes des États-Unis et a l'intention d'étendre son réseau à d'autres villes du monde pour vanter les mérites de son programme urbain.

Le Comité National Olympique des États-Unis (USOC) dispose déjà d'un programme d'éducation aux valeurs olympiques destiné aux écoles et communautés nationales, lequel touche quatre millions d'enfants chaque année. Chicago 2016 viendrait compléter cette initiative en collaborant avec le groupe de travail olympique de la « US Conference of Mayors » (Conférence des maires) pour promouvoir l'éducation olympique auprès des jeunes gens de l'ensemble des États-Unis.

Chicago entend tirer parti des Jeux Olympiques pour mettre en avant et réaliser les programmes décrits ci-avant. Il serait toutefois nécessaire de clairement délimiter les rôles et responsabilités et d'assurer une bonne coopération entre toutes les parties prenantes afin d'éviter que ces programmes ne représentent une surcharge opérationnelle et financière pour le COJO.

Il est proposé d'organiser un camp de jeunesse pouvant accueillir 1000 personnes dont environ 800 viendraient de l'étranger.

Il y a eu une participation importante de l'USOC et des athlètes dans la planification du projet et la définition de ses objectifs en matière d'héritage.

Programme de communication

Chicago propose un plan de communication exhaustif s'étalant jusqu'en 2016. Ce plan vise à développer les thèmes clés du Mouvement olympique au cours des sept ans de préparation et à souligner les avantages que les Jeux procurent à une ville hôte.

CHICAGO

CLIMAT ET STRUCTURE POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Population

La population des États-Unis d'Amérique (USA) s'élève actuellement à 300 millions d'habitants. L'agglomération de Chicago compte 8 millions d'habitants et la ville de Chicago proprement dite 3 millions.

Structure / responsabilité politique

Les USA sont une république fédérale dont le pouvoir exécutif est exercé par le président en tant que chef de gouvernement. Le président est élu pour quatre ans et ne peut être réélu qu'une fois. La structure politique est définie par la Constitution des États-Unis d'Amérique.

En vertu de la Constitution des États-Unis, le pouvoir se répartit entre trois échelons de gouvernement : l'échelon fédéral, l'échelon des États fédérés et l'échelon municipal, la plupart des responsabilités décisionnelles en matière de services et d'infrastructure revenant aux États fédérés, dans le cas présent l'État de l'Illinois.

La municipalité de Chicago serait la principale autorité gouvernementale chargée de la livraison des Jeux, assurant la responsabilité financière première des Jeux, en coopération avec le COJO.

Le projet s'appuie en outre fortement sur les partenariats publics et privés pour le financement et l'organisation, modèle communément suivi aux États-Unis.

Économie

Première puissance économique du monde, les États-Unis affichaient en 2007 un PIB d'environ USD 13 800 milliards (source : Banque mondiale). Chicago 2016 indique qu'en 2006 le PIB de l'agglomération de Chicago s'élevait à environ USD 500 milliards et que le taux moyen d'inflation entre 2010 et 2016 est estimé à 2,5 % par an.

Soutien

La candidature de Chicago jouit du soutien des grands partis politiques à tous les échelons gouvernementaux, soit fédéral, régional (État fédéré) et local, et du secteur privé de Chicago. Le gouvernement fédéral, les États de l'Illinois et du Wisconsin (qui accueillera le cyclisme) et la municipalité de Chicago ont fourni des engagements de soutien à la candidature, comme l'ont fait les villes co-organisatrices.

La présence, lors de la visite de la commission, de hauts responsables du gouvernement témoigne de la volonté de coopération au niveau fédéral et de l'important soutien au projet d'organisation des Jeux, avec notamment la création d'un « bureau olympique » à la Maison blanche.

Le mouvement syndical de Chicago est favorable à la candidature et a signé avec le comité de candidature un protocole d'accord pour faciliter tous les travaux de construction et la prestation des autres services nécessaires pour accueillir les Jeux.

Sondage d'opinion

Le sondage d'opinion publique commandé par le CIO révèle une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques de 2016 de 67 % pour Chicago et de 61 % au niveau national.

Au cours de sa visite, la commission a rencontré un groupe local, à la demande de ce dernier, afin d'entendre ses préoccupations concernant la tenue des Jeux de 2016 à Chicago.

ASPECTS JURIDIQUES

Garanties

Toutes les garanties requises par le CIO ont été fournies, à l'exception de celle concernant le financement du village olympique. De plus, la garantie globale en cas de déficit comprend un plafond.

Chicago 2016, la Ville de Chicago et l'USOC ont adressé plusieurs requêtes d'ordre juridique au CIO concernant l'application du Contrat ville hôte, requêtes qui n'ont pas été acceptées par le CIO.

Législation

Les Jeux bénéficieraient du soutien de la législation existante. Les arrêtés d'approbation des Jeux adoptés par la Ville de Chicago en 2007 et 2009 précisent les engagements de la ville envers les Jeux, mais limitent la garantie prise pour couvrir d'éventuelles pertes financières à USD 500 millions.

La loi sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2016 votée par l'État de l'Illinois soutient l'organisation des Jeux et apporte une garantie financière supplémentaire de USD 250 millions. Elle stipule que la responsabilité première de l'organisation des Jeux incomberait à la Ville de Chicago, en coopération avec le COJO.

Structure du COJO et transition

Le COJO serait une association à but non lucratif en vertu de la législation de l'Illinois. Il aurait le statut d'organisation caritative. Le conseil d'administration du COJO serait composé de 32 membres, dont les membres du CIO aux États-Unis et des membres nommés par les principales parties concernées, à savoir le COJO, la Ville de Chicago et l'USOC. Il est proposé que dix membres soient désignés par le président du COJO et sept par le maire de Chicago, ces deux personnes siégeant également au conseil d'administration. Cette structure fait planer un doute quant à la responsabilité suprême en matière de livraison des Jeux.

Chicago 2016 a indiqué que l'actuel président-directeur général de la candidature serait le premier président-directeur général du COJO.

CHICAGO

IMMIGRATION ET FORMALITÉS DOUANIÈRES

Entrée dans le pays

L'entrée aux États-Unis d'Amérique se ferait sur présentation d'un passeport en cours de validité et de la carte d'identité et d'accréditation olympique, conformément aux exigences du CIO. Par ailleurs, les personnes accréditées atteintes du VIH/SIDA se verraient remettre une dérogation autorisant leur entrée aux États-Unis.

Les autorités américaines et le COJO savent que des athlètes et des officiels sportifs pourraient devoir se rendre aux États-Unis pour des compétitions sportives et des entraînements bien avant les Jeux. Ils sont également au courant du programme d'épreuves tests. Un programme existant, le programme de voyage des responsables olympiques (Olympic Leader Travel Program), créé par l'USOC en collaboration avec le gouvernement fédéral, faciliterait l'entrée aux États-Unis.

Permis de travail

Les systèmes utilisés pour les demandes de visa à l'occasion des Jeux Olympiques d'hiver de 2002 à Salt Lake City seraient à nouveau mis en place. Le secrétaire d'État nommerait des coordinateurs olympiques auprès des missions diplomatiques américaines à l'étranger afin d'améliorer les dispositifs concernant l'entrée sur le territoire américain et la délivrance des permis de travail au personnel lié aux Jeux Olympiques.

Importation de marchandises

La loi américaine sur le commerce et l'exonération des droits de douane votée en 2000 (Tariff Suspension and Trade Act) permettrait d'importer, d'utiliser et de réexporter, exempts de taxes et autres droits, les marchandises et produits de consommation requis pour les Jeux.

Cette réglementation s'appliquerait à l'occasion des épreuves tests et de toute autre entrée sur le territoire américain avant les Jeux.

ENVIRONNEMENT ET MÉTÉOROLOGIE

Plans et mesures

Les plans et mesures proposés par Chicago en matière d'environnement à l'occasion des Jeux Olympiques s'appuient sur un éventail de politiques et programmes efficaces adoptés par la ville, dont plusieurs projets de réduction des émissions. Les plans élaborés par la ville ont abouti à un développement important des espaces verts, à une rénovation des bâtiments dans un but d'efficacité énergétique et à l'application de normes écologiques pour la construction de toute nouvelle infrastructure.

À travers son concept de « Jeux bleus-verts », Chicago s'est fixé plusieurs objectifs : au niveau du climat, avec des Jeux à faible émission de carbone, le recours à des sources renouvelables pour répondre à tous les besoins en électricité et la mise en place d'un système pour compenser les émissions de carbone dues au trafic aérien par exemple ; au niveau de la préservation des ressources, avec l'adoption de programmes d'approvisionnement écologiques ; et en termes d'héritage durable, avec la mise sur pied d'initiatives pédagogiques sur le plan environnemental et la création d'un institut des sports et de l'environnement pour le partage des innovations, des idées et des programmes avec d'autres villes et organisations sportives.

Il existe également des projets pour la conservation et l'accès à l'eau, dont une initiative mondiale destinée à apporter de l'eau aux pays en développement. La commission a noté que la participation du COJO à ce projet et les partenariats y afférents doivent encore être finalisés et qu'ils devraient l'être d'entente avec le CIO et d'autres membres du Mouvement olympique.

Certains parcs existants serviraient de cadres permanents à des activités de sport et de loisirs. La construction pour les Jeux de six nouvelles installations permanentes uniquement et le large recours à des infrastructures temporaires réduiraient l'impact sur l'environnement.

Bien que les projets environnementaux liés aux Jeux soient bien intégrés dans les stratégies à long terme arrêtées par la ville pour l'amélioration de l'environnement urbain et de la durabilité, il conviendrait de délimiter clairement les rôles et responsabilités quant à la mise en œuvre et au suivi des mesures prises en matière d'environnement et de développement durable par le COJO, les agences gouvernementales et d'autres entités.

Les États-Unis n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto, mais la ville de Chicago a officiellement adopté les objectifs de ce traité et s'est engagée à réduire de 25 % les émissions de carbone d'ici à 2020 (sous les niveaux de 1990).

Qualité de l'air et de l'eau

La qualité de l'air est conforme aux valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'eau potable répond elle aussi aux normes de l'OMS.

Météorologie

Les conditions météorologiques moyennes (températures, humidité, vent et précipitations) sont satisfaisantes. Si la commission s'est dite quelque peu préoccupée par le fait que la force moyenne des vents, qui augmente l'après-midi (environ 18 km/h à 15 h 00 dans la zone centrale des Jeux), risque de perturber le déroulement de plusieurs sports ou disciplines – tir à l'arc, aviron/course en ligne en canoë-kayak, tennis et natation en eaux libres – sur des sites particulièrement exposés, il convient de noter que les FI concernées ont approuvé les sites en question.

FINANCES

Budget du COJO

Chicago propose un budget du COJO équilibré, avec des recettes et des dépenses d'environ USD 3,8 milliards. Celui-ci comprend des dépenses en capital de USD 162,2 millions, principalement pour les sites de compétition et d'entraînement.

La contribution du CIO et les revenus des parrainages TOP représentent 27 % du revenu total de Chicago.

Le programme de parrainage national pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, géré en commun par le COJO et le CNO, devrait totaliser USD 1,83 milliard en revenus bruts, générant USD 1,31 milliard dans le budget du COJO (35 % des revenus).

Les recettes tirées de la billetterie et des licences totalisent USD 876 millions (23 % des revenus) tandis que les dons s'élèvent à USD 246 millions, soit 6 % des revenus.

Les plus grosses dépenses sont les opérations sur les sites, qui s'élèvent à USD 1,06 milliard (28 % des dépenses), la main-d'œuvre des Jeux – USD 509 millions (13 %), la technologie – USD 463 millions (12 %), l'administration – USD 273 millions (7 %) et le transport – USD 226 millions (6 %).

Le budget dépenses comprend une réserve pour imprévus de USD 450 millions (12 % des dépenses).

Budget hors COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 1,03 milliard et comprend USD 977 millions pour le village olympique et USD 54 millions pour les sites de compétition.

CHICAGO

Comme la candidature ne prévoit pas d'investissements supplémentaires pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, aucun chiffre n'a été fourni sur les autres postes qui suivent une courbe de croissance naturelle (aéroport, routes et voies ferrées, hébergement, services médicaux, etc.). La commission fait toutefois remarquer qu'un investissement important dans la modernisation de l'infrastructure de transport et du matériel roulant serait requis pour les Jeux, ce qui n'a pas été identifié dans le budget hors COJO.

À l'exception des systèmes de gestion environnementale (USD 6,4 millions), les postes du budget de fonctionnement hors COJO ne sont pas indiqués mais les agences ou institutions gouvernementales respectives se sont engagées à le faire.

Garanties financières

La Ville de Chicago, par l'Accord de coopération gouvernementale pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2016, et l'État de l'Illinois, par la Loi sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2016, ont garanti qu'ils fourniraient gratuitement au COJO tous les services de sécurité, de santé et autres services gouvernementaux.

Au niveau national, les Jeux seraient déclarés « National Special Security Event » (manifestation spéciale touchant à la sécurité nationale), garantissant ainsi que le personnel, l'équipement et les ressources nécessaires pour assurer la sécurité des Jeux seraient fournis gratuitement au COJO.

Le Chicago Park District a accepté de fournir gratuitement ses parcs et sites pour les Jeux.

Lors de la visite de la commission d'évaluation, contrairement aux exigences du CIO, Chicago 2016 n'avait pas fourni de garantie totale couvrant un éventuel déficit budgétaire du COJO, garantie qui comprend un remboursement au CIO des acomptes ou autres contributions que ce dernier a versés au COJO et qu'il pourrait devoir rembourser à des tiers en cas d'imprévu comme l'annulation totale ou partielle des Jeux Olympiques.

À la place, la Ville de Chicago et l'État de l'Illinois ont apporté respectivement pour les Jeux des garanties de USD 500 millions et USD 250 millions au maximum en cas de déficit.

Remarques complémentaires

Un important budget dépenses du COJO de USD 3,8 milliards est proposé en raison d'un vaste programme de construction de sites permanents et temporaires, lequel est soutenu par un ambitieux programme de marketing. Chicago 2016 est convaincu que la solidité des entreprises locales et nationales lui permettra d'atteindre son objectif commercial.

Le budget a été bien préparé, de manière très détaillée. Les prévisions budgétaires sont bien étayées et documentées.

De par la structure des responsabilités et le fait que l'on compte beaucoup sur le COJO financièrement pour livrer l'infrastructure, ce dernier devra générer d'importants revenus et établir une trésorerie à un stade précoce. La commission reconnaît toutefois les engagements pris par les entreprises et la forte capacité de ces dernières à générer des revenus.

Le budget est ambitieux mais réalisable.

MARKETING

Accord sur le programme de marketing conjoint

La ville de Chicago et l'USOC sont convenus d'un accord sur le programme de marketing conjoint, dont le contenu, au moment de la visite de la commission, ne répondait pas entièrement aux exigences du CIO.

Panneaux d'affichage et publicité

Des garanties ont été obtenues concernant 95 % des espaces publicitaires extérieurs jusqu'à mi-2015. La formule incluse dans les options exécutoires avec les publicitaires est généralement basée sur le tarif moyen pour la période 2010-2012, plus une inflation de 7 % pour chaque année entre 2013 et 2016, ce qui ne répond pas entièrement aux exigences du CIO.

Protection des droits

Les États-Unis disposent d'une législation existante étendue qui protège les droits de propriété intellectuelle olympique.

La Ville de Chicago dispose également d'une législation existante qui protégerait contre le marketing sauvage durant les Jeux. La ville s'est engagée à créer une commission de protection de la marque olympique pour aider le COJO à cet égard. Par ailleurs, l'accord de coopération gouvernementale pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2016 comprend un engagement des partenaires gouvernementaux de la ville à coopérer pour empêcher le marketing sauvage et d'autres activités illégales de vente à la sauvette avant et pendant les Jeux.

La Loi de l'État de l'Illinois sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2016 serait également utile en ce qui concerne les processus de protection de la marque.

Billetterie

Avec un total de 8,9 millions de billets, la billetterie de Chicago fournirait 51 % de tous les billets pour les compétitions à moins de USD 50. Le prix moyen du billet, toutes épreuves confondues, serait de USD 71.

Les recettes générées par la billetterie sont estimées à USD 705 millions pour les Jeux Olympiques et USD 30 millions pour les Jeux Paralympiques, sur la base d'un pourcentage de vente de 85 % pour les Jeux Olympiques. Compte tenu de l'expérience passée et en comparaison avec la tarification des billets de manifestations sportives appliquée à Chicago et aux États-Unis, ces objectifs de revenus sont jugés réalisables.

Parrainage local et licences

Le programme de parrainage national serait géré conjointement par le COJO et le CNO.

La candidature s'est fixé l'objectif ambitieux de USD 1,83 milliard de revenus bruts tirés du parrainage local, soit USD 1,31 milliard net après le prélèvement de la part de l'USOC, des dépenses liées au marketing et aux ventes, ainsi que des redevances du CIO.

Les recettes générées par la vente de marchandises sous licence sont estimées à USD 152 millions. Par ailleurs, la candidature projette USD 17 millions de recettes supplémentaires issues d'un programme numismatique.

Le parrainage et la vente sous licence sont des pratiques très solidement établies sur les marchés de Chicago et des États-Unis. Étant donné l'étendue du marché et la concentration et l'engagement des entreprises à Chicago, le plan de marketing et les objectifs de revenus semblent ambitieux mais réalisables. Néanmoins, le vaste programme de marketing devrait être mis en œuvre efficacement pour soutenir l'important budget dépenses du COJO.

CHICAGO

SPORTS ET SITES

Concept sportif

Chicago propose un concept compact des Jeux Olympiques avec 20 sites dans un rayon de 10 km du village olympique. Dix-neuf sites seraient à moins de 10 minutes du village et quatre entre 10 et 20 minutes. La majorité des 31 sites proposés seraient situés au bord du lac, à proximité du centre-ville.

Distances du village olympique	Nombre de sites de compétition
< 10 km	20
11 – 20 km	3
21 – 30 km	1
31 – 40 km	0
41 – 50 km	0
51 – 100 km	2 (sports équestres et tir*)
> 100 km	1 (cyclisme)
TOTAL (n'inclut pas quatre sites pour les matchs préliminaires de football)	27

* Note : lors de la visite de la commission, un nouveau site a été proposé pour le tir, à 55 km du village olympique.

Les sites sont répartis en cinq zones : complexe sportif du Lac Michigan, parc olympique de la rive sud, district du parc Douglas, parc Lincoln et rivage olympique.

Les sites les plus éloignés du village olympique et situés en dehors de la ville de Chicago seraient ceux des sports équestres (Tempel Farm – 84 km) ainsi que du cyclisme sur route (256 km) et du VTT (293 km), tous les deux dans le Wisconsin. Ces deux épreuves de cyclisme se dérouleraient en dehors de la ville pour répondre aux exigences techniques de la FI. Lors de la visite de la commission, une nouvelle proposition a été présentée pour le site du tir, proposition qui a été approuvée par la FI. Ce site serait à 55 km (45 minutes) du village olympique.

Trente sites d'entraînement sont proposés – 17 nouveaux et 13 existants, dont la plupart se trouvent dans un rayon de 8 km du centre-ville.

État des constructions

Chicago propose en tout 31 sites : 15 sites existants ne nécessitant pas de travaux de constructions permanentes (dont huit dans le centre des congrès McCormick Place), un à construire indépendamment des Jeux, six nouveaux sites permanents supplémentaires (construits uniquement si Chicago est élue ville hôte et dont les aménagements seraient revus à la baisse après les Jeux), et neuf sites temporaires.

État des constructions	Nombre de sites de compétition
Sites existants (pas de travaux de constructions permanentes nécessaires)	15
Sites existants (travaux de constructions permanentes nécessaires)	0
Sites prévus (indépendamment des Jeux)	1
Sites supplémentaires permanents (dépendants des Jeux) dont les aménagements seraient revus à la baisse après les Jeux	6
Sites supplémentaires temporaires (dépendants des Jeux)	9*
TOTAL (comprend quatre sites pour les matchs préliminaires de football)	31

* Note : le nouveau site du tir est un site temporaire.

Quatre nouveaux sites permanents seraient achevés d'ici à 2015 et deux d'ici à avril 2016. La plupart des sites temporaires seraient terminés pour 2015 au plus tard et deux en 2016, ce qui pourrait présenter un risque accru en ce qui concerne l'organisation des épreuves tests.

Caractéristiques des sites / Points particuliers

Le nouveau stade olympique aurait une capacité de 80 000 places assises. Après les Jeux, cette capacité serait réduite à 10 000 places environ.

Le plan en matière d'héritage sportif comprend des sites de compétition construits spécialement pour les Jeux, qui pourraient être transformés par la suite en installations sportives pour les jeunes. Les sites permanents ont été planifiés en fonction des besoins de la population locale. Les installations seraient également liées aux initiatives de World Sport Chicago en matière de développement, qui visent notamment à inciter les jeunes à prendre part à divers programmes de sport et de loisirs.

Expérience sportive

Au cours des dix dernières années, Chicago a organisé des compétitions internationales dans six des 26 sports olympiques d'été et les États-Unis en ont organisé dans les 26 sports.

JEU PARALYMPIQUES

Concept

Chicago 2016 propose d'accueillir les Jeux Paralympiques du 17 au 28 août.

Chicago a soumis une proposition consistant en « deux Jeux, une célébration ». La ville promet en effet la même expérience de qualité pour tous les athlètes, olympiques et paralympiques confondus.

Le concept entreprend de :

- mieux faire connaître les athlètes paralympiques et promouvoir la marque paralympique ;
- intensifier la promotion afin d'inciter les personnes handicapées à prendre part au sport ;
- relier le centre-ville de Chicago aux sites de compétition, aux services culturels, aux parcs naturels et au village olympique, le tout en noyaux compacts et accessibles le long du lac ;
- créer un thème « Jeux dans le parc » qui tire parti de l'emplacement du village olympique et des nombreux sites près des rives du lac Michigan.

Budget

Le budget présenté pour les Jeux Paralympiques est de USD 187,7 millions, y compris une subvention du gouvernement fédéral qui devrait être de USD 74,6 millions, établie sur la base des précédents Jeux Paralympiques qui ont eu lieu aux États-Unis.

CHICAGO

Comité d'organisation

Parmi les atouts majeurs :

- un comité d'organisation conjoint avec une planification, une organisation et une livraison intégrée des Jeux Paralympiques au sein du COJO ;
- une représentation paralympique au conseil d'administration du COJO ;
- un comité consultatif paralympique, l'un des nombreux comités consultatifs du conseil d'administration du COJO ;
- une représentation paralympique incluse dans le projet de bureau olympique à la Maison-Blanche.

Sports et sites

Le plan des sites est satisfaisant et optimise l'utilisation des sites olympiques concernés en cinq zones. Tous les sites de compétition seraient situés à Chicago, y compris le cyclisme.

Chicago 2016 a assuré que tous les sites et le village paralympique seraient accessibles. Cette initiative est soutenue par la ville de Chicago, qui encourage le handisport et les droits des personnes handicapées et a fait de l'accessibilité, une priorité. La ville a pour objectif de devenir la plus grande ville des États-Unis en termes d'accessibilité.

L'emplacement du village paralympique serait central, avec 17 sites de compétition sur les 20, dans un rayon de 8 km du village paralympique. La majorité des athlètes se trouveraient au maximum à 15 minutes des sites de compétition. Il est prévu que le village paralympique ouvre ses portes le jour même de la fermeture du village olympique, laissant peu de temps pour la transition.

Chicago 2016 envisage un certain nombre d'épreuves tests paralympiques, dont quelques-unes auraient lieu en parallèle aux épreuves tests olympiques.

Le village olympique s'adapterait également aux besoins des athlètes paralympiques en termes d'espace supplémentaire dans les chambres des résidences, dans les salles de bain et les ascenseurs. Les paralympiens seraient logés dans les étages inférieurs du village.

Les normes d'accessibilité semblent avoir bien été prises en compte, notamment dans le cadre de la planification des bâtiments, du village paralympique et des transports, ce qui devrait laisser un héritage positif.

Services aux Jeux

Les services prévus pour le village comprennent un site en milieu ouvert avec des concerts et un accès aux magasins et cafés, ainsi que des installations dans le parc le long d'une « Promenade du lac », qui relierait la zone résidentielle aux rives du lac.

Chicago 2016 s'est engagé à fournir la même qualité en termes de services de transport aux athlètes et officiels d'équipe aux Jeux Paralympiques qu'aux Jeux Olympiques, avec une flotte de véhicules accessibles fournissant des services spécifiques entre le village et chaque site de compétition et d'entraînement. En outre, les transports publics seraient gratuits pour tous les membres de la famille paralympique.

Médias et communication

Les installations olympiques du CPP/CIRTV seraient également utilisées pour les Jeux Paralympiques. Situé sur McCormick Place, le CPP/CIRTV serait bien placé, près de huit sites de sports paralympiques avec quelque neuf autres sites au sein de l'anneau paralympique.

Le personnel accrédité des médias serait hébergé dans des hôtels et dans des logements de type universitaire.

Chicago 2016 s'est engagé à travailler de pair avec les fournisseurs médias, notamment les chaînes de télévision en ligne et les diffuseurs, afin d'assurer la plus large couverture possible à toutes les compétitions, ainsi qu'aux cérémonies d'ouverture et de clôture.

Remarques complémentaires

Chicago 2016 collaborerait avec le Comité National Paralympique (CNP) afin de continuer à mettre en place des programmes paralympiques à travers les États-Unis. Le CNP a pour mission d'établir des clubs de sport paralympiques dans 250 villes sur tout le territoire américain d'ici à 2012. De plus, un centre de développement paralympique serait créé afin de découvrir des athlètes et de former les entraîneurs de sports paralympiques.

VILLAGE(S) OLYMPIQUE(S)

Emplacement/concept

Chicago 2016 propose un village olympique bien pensé et compact, situé au cœur des Jeux sur un terrain de 52 hectares. Le plan comprend une zone de loisirs avec un parc sur les rives du lac ainsi qu'une plage privée pour les résidents, le tout dans un périmètre sécurisé. La commission pense, à ce titre, que cette initiative représenterait une expérience singulière pour les athlètes. Un long pont piéton relierait la zone résidentielle principale à la zone de loisirs et au parc sur les rives du lac, passant au-dessus de la rue principale de Chicago, Lake Shore Drive. La zone de loisirs comprendrait un sentier de jogging de 1500 mètres, une piste olympique, des terrains de volleyball de plage, une piscine, des courts de tennis et des terrains de basketball ainsi que d'autres espaces récréatifs.

Le plan du village consisterait en 21 bâtiments résidentiels d'environ 12 étages. Toutes les unités seraient dotées d'une isolation phonique supplémentaire horizontale et verticale.

Quatre-vingt-dix pour cent des athlètes vivraient à 15 minutes au maximum de leurs sites de compétition. Le temps de trajet maximum depuis le village olympique pour chaque athlète serait de 60 minutes.

Les villes co-organisatrices du football hébergeraient les athlètes et officiels dans des hôtels près des sites de compétition.

Un village annexe pour le cyclisme de route et le VTT a été proposé à proximité du parcours cycliste et hébergerait 700 athlètes et officiels. Un hébergement journalier serait également proposé aux athlètes du site équestre. Les palefreniers et les vétérinaires seraient également logés sur ce site.

CHICAGO

Aménagement du village

La ville de Chicago a d'ores et déjà fait l'acquisition du terrain du futur village olympique et les travaux de réhabilitation doivent commencer en juillet 2009.

Le village olympique et paralympique constituerait un nouvel ensemble résidentiel, durable, construit dans le respect des normes du référentiel américain LEED (système de notation des programmes de constructions écologiques).

Chicago 2016 a reçu des lettres d'intérêt pour le financement de son projet de la part de six grands investisseurs institutionnels, de banques commerciales et des fonds de pension des syndicats. La ville de Chicago a confirmé que des travaux auraient lieu sur le site proposé pour le village olympique et ce, indépendamment des Jeux.

Aucune garantie de financement intégral n'a pu être donnée au moment de la visite de la commission. Chicago 2016 reste toutefois confiant quant à la levée du financement nécessaire (avec un rapport de 40 % en fonds propres et 60 % par la dette).

Le COJO louerait les bâtiments résidentiels à des promoteurs privés pour 11 mois ; sept mois avant les Jeux Olympiques et quatre mois pendant et après les Jeux Olympiques et Paralympiques. Un terrain supplémentaire adjacent et trois bâtiments existants seraient également loués à leurs propriétaires.

Organisation du village

Au total, 16 800 lits seraient disponibles pendant les Jeux Olympiques et 8 000 lits pendant les Jeux Paralympiques, avec un espace moyen de 17 m² par résident pour les Jeux Olympiques et de 34 m² pour les Jeux Paralympiques, respectant ainsi les exigences imposées par le CIO.

Le restaurant principal (5 000 places) serait situé à proximité immédiate de l'esplanade des transports, et quatre cafés accueilleraient également les athlètes dans toute la zone résidentielle.

Le transport interne serait assuré par des véhicules à faibles émissions de dioxyde de carbone. Le parking réservé aux CNO et CNP serait situé à proximité immédiate du village.

Usage post-olympique

Le village olympique serait transformé en un ensemble résidentiel socialement diversifié, avec des unités reconverties en copropriétés et appartements. Le promoteur du projet devrait construire au moins 20 % des résidences avec des loyers abordables, destinés en priorité aux retraités et aux étudiants.

Lors de sa visite, la commission a rencontré, à leur demande, les organisations de la communauté locale afin d'entendre leurs préoccupations quant aux conséquences de logements d'un plus grand standing dans la zone, ce qui provoquerait un changement de la structure sociale et obligerait les familles les plus modestes à déménager. La ville de Chicago a affirmé que personne ne serait déplacé.

Après les Jeux, les zones de plage et le parc près des rives du lac, qui auraient fait l'objet d'améliorations, seraient à nouveau accessibles pour les résidents et les communautés voisines.

Subventions de voyage pour les délégations des CNO

Chicago 2016 garantit que le COJO prendrait à sa charge le coût des billets d'avion en classe économique pour les athlètes et officiels d'équipe autorisés à séjourner dans le village olympique.

SERVICES MÉDICAUX ET CONTRÔLE DU DOPAGE

Généralités

La commission a noté avec satisfaction que Chicago serait en mesure d'offrir à tous les visiteurs des soins de santé de haut niveau.

Soins de santé olympiques

Le village olympique disposerait d'une polyclinique multidisciplinaire fournissant aux résidents une gamme complète de soins médicaux de base.

Chicago 2016 propose un plan et des services étendus pour la famille olympique et paralympique, avec un hôpital comptant 901 lits pour les athlètes et un deuxième hôpital avec 897 lits prévus pour les FI, les CNO et le CIO.

Les soins médicaux seraient gratuits pour toutes les personnes accréditées à travers le programme des services médicaux du COJO. Chicago 2016 a également confirmé que tous les hôpitaux privés et publics offriraient des services médicaux d'urgence gratuits pendant les Jeux pour toutes les personnes accréditées.

Les médecins d'équipe seraient autorisés à fournir des services médicaux à leurs délégations.

Les spectateurs recevraient les premiers secours et des services médicaux d'urgence gratuitement sur les sites des Jeux.

Contrôle du dopage

Les États-Unis ont signé la déclaration de Copenhague de l'AMA et ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport.

Les États-Unis disposent actuellement de deux laboratoires accrédités par l'AMA à Los Angeles et Salt Lake City. Le COJO établirait un laboratoire temporaire accrédité par l'AMA à Chicago pour toute la durée des Jeux. L'USOC a désigné USADA comme agence nationale antidopage aux États-Unis.

Le dopage dans le sport n'est pas considéré comme une infraction criminelle aux États-Unis. La législation américaine permet aux autorités concernées de coopérer dans le cadre d'enquêtes portant sur certains aspects du dopage dans le sport.

Chevaux

Le laboratoire accrédité par la FEI pour les chevaux est situé à Ithaca (New York). Tous les chevaux entrant aux États-Unis, à l'exception de ceux en provenance du Canada, doivent être mis en quarantaine, condition exigée par le Ministère de l'Agriculture des États-Unis ou être admis dans une installation temporaire approuvée par le Ministère. La mise en quarantaine oscille entre trois et sept jours, selon le pays d'origine du cheval. Cette procédure serait gratuite pour les Jeux.

CHICAGO

SÉCURITÉ

Responsabilité et structure de commandement

Les Jeux seraient considérés comme une « manifestation spéciale touchant à la sécurité nationale » (National Special Security Event ou NSSE). Le gouvernement fédéral assumerait l'ultime responsabilité financière et opérationnelle de la sécurité des Jeux.

Le chef du département de police de Chicago prendrait le commandement de la sécurité publique olympique de Chicago (Chicago Olympic Public Safety Command ou COPSC). Le COJO ferait partie intégrante de la structure de commandement.

Dans le cadre de cette structure de commandement unifiée et intégrée, la planification globale de la sécurité et les procédures de sécurité spécifiques sur les sites seraient le fruit d'efforts conjoints du COPSC et du COJO qui, point important à noter, auraient leurs bureaux dans le même bâtiment, aussi bien lors de la phase de préparation que lors des Jeux.

Personnel de sûreté et de sécurité

Chicago et les États-Unis ont une excellente infrastructure en matière de sécurité ainsi qu'un bon système de sûreté publique et des forces de sécurité bien entraînées et équipées. Chicago est en mesure de fournir le niveau de sécurité et de sûreté nécessaire aux Jeux.

Remarques complémentaires

Chicago 2016 a reconnu que les efforts de toutes les agences de maintien de l'ordre devraient être complètement intégrés et associer le COJO afin d'assurer la réussite de la planification et le bon déroulement des opérations de sécurité des Jeux.

HÉBERGEMENT

Généralités

Le plan d'hébergement de Chicago offre un inventaire total de plus de 57 000 chambres garanties, respectant ainsi les exigences imposées par le CIO. Cela comprend 44 500 chambres d'hôtel et 12 500 autres chambres.

Les chambres garanties sont d'une manière générale concentrées à proximité de la plupart des sites. En tout, environ 34 000 chambres seraient situées dans un rayon de 10 km du centre des Jeux et 19 000 dans un rayon de 10–50 km. Les chambres garanties restantes se trouvent dans les autres villes qui accueillent des compétitions.

Il n'y a pas de séjour minimal requis.

Il y a environ 109 000 chambres d'hôtel existantes ou prévues dans un rayon de 50 km du centre des Jeux.

Tarifs des chambres

Le tarif des chambres 2016 pour le CIO serait de USD 300 pour une chambre simple/double, taxes et petit-déjeuner inclus. Les tarifs des suites seraient de USD 2500 et 4500.

Les tarifs des chambres (en dollars 2016) pour les autres groupes de clients, taxes et petit-déjeuner exclus, seraient les suivants :

	Chambre simple/double	Suite
Luxe	900	5000
5 étoiles	575	4300
4 étoiles	360	1500
3 étoiles	320	750
2 étoiles	120	250

La formule d'indexation est basée sur le tarif moyen d'une chambre en 2013 plus la hausse des prix jusqu'en 2016 et une majoration olympique de 5 %.

Le calcul des tarifs pour les suites est différent de celui appliqué pour les chambres et comprend des charges plus élevées.

Hébergement des médias

Il y aurait 18 800 chambres disponibles pour les médias dans des hôtels essentiellement quatre et cinq étoiles (dont un hôtel situé à côté du CPP/CIRTV). Quelque 12 500 lits seraient également disponibles dans une résidence universitaire à un coût allant de USD 69 à 108 par nuit et par personne (tarif 2016).

Il n'y a pas de séjour minimal requis pour les médias.

Attribution des chambres

L'attribution des chambres aux différents groupes de clients repose sur l'emplacement des sites ainsi que sur les besoins des clients et semble appropriée.

Remarques complémentaires

Chicago 2016 propose gratuitement des salles de réunion / espaces d'accueil pour certains groupes de clients (CIO, IPC, FI, sponsors TOP et diffuseurs) dans les 12 hôtels attribués à ces groupes. Cette offre est soumise à la condition qu'il y ait un taux d'occupation de 85 %. Elle pourrait être difficile à gérer.

Il semble qu'il y ait suffisamment de logements pour les spectateurs.

TRANSPORT

Concept

Chicago est la plus grande plateforme de transport du Midwest des États-Unis, avec six autoroutes inter-états, de multiples liaisons ferroviaires et l'aéroport international d'O'Hare, l'un des plus fréquentés du pays.

Le plan directeur de 1909 de la ville de Burnham comprenait de nombreux parcs le long de la rive ouest du lac Michigan, tous desservis par le Lake Shore Drive, la route du lac. Cette grande artère serait l'épine dorsale du plan de transport olympique de Chicago 2016.

En outre, le concept compact des Jeux, avec 22 des 31 sites de compétition et tous les autres sites clés situés dans un rayon de 8 km du centre-ville, apporte une bonne base pour un système de transport efficace.

D'autres sites, ainsi que l'aéroport principal (O'Hare), sont situés sur des autoroutes radiales et des lignes ferroviaires qui convergent au centre-ville et au Lake Shore Drive.

Accès depuis l'étranger

L'accès à Chicago depuis l'étranger et le reste des États-Unis se ferait essentiellement par voie aérienne. L'aéroport d'O'Hare fait actuellement l'objet d'un programme d'extension de USD 8,3 milliards, avec l'ajout de pistes et l'accroissement du nombre de portes d'embarquement pour permettre à l'aéroport de gérer plus de 27 400 passagers par heure. L'aéroport est relié à la ville par une autoroute et une ligne ferroviaire directe. Plus proche de la ville, l'aéroport de Midway offre également un accès aérien pratique à Chicago. Ces aéroports ont le potentiel pour absorber tout le trafic généré par les Jeux Olympiques.

Le temps de trajet entre l'aéroport d'O'Hare et le centre des Jeux serait d'approximativement 35 minutes.

CHICAGO

Infrastructure

Environ USD 9 milliards seront investis entre 2008 et 2016 pour améliorer l'infrastructure de transport, en particulier ferroviaire. Par ailleurs, USD 3,6 milliards ont été affectés au remplacement et au renforcement du matériel roulant.

Opérations olympiques de transport

Le système de transport olympique proposé par Chicago 2016 comprend :

- un vaste réseau de voies olympiques ;
- un système novateur de réduction du trafic ;
- un ambitieux programme de développement des transports publics visant à s'assurer que tous les spectateurs utilisent ces derniers pour se rendre sur les sites ;
- un transport public gratuit pour toutes les personnes accréditées et les spectateurs munis d'un billet.

Environ 170 km des routes principales disposeraient de voies olympiques en partie réservées (à certaines heures de la journée) ou totalement réservées dans chaque direction. Par ailleurs, 60 km de routes, dont le Lake Shore Drive, comprendraient plusieurs voies olympiques dans chaque direction, ce qui porterait à plus de 590 le nombre total de kilomètres de voies réservées à l'utilisation olympique.

Le système proposé pour baisser de 25% le trafic à Chicago, avec une réduction du trafic de 50% autour du CPP/CIRTV et du village olympique, serait essentiel pour assurer des conditions de circulation appropriées et un accès aux zones encombrées.

Étant donné que les plans de transport de Chicago ne comprennent aucun parking pour les spectateurs ou la main-d'œuvre, un service de navettes relierait tous les sites olympiques aux gares ferroviaires de la ville et de la banlieue. Par ailleurs, plus de 90 000 parkings relais temporaires dans un rayon de 100 km seraient reliés au réseau ferroviaire radial de Chicago.

Ces mesures intégrées feraient plus que doubler le nombre de passagers sur le réseau ferroviaire de banlieue « Metra », ce dernier étant supposé absorber environ deux tiers du trafic ferroviaire généré par les Jeux Olympiques en 2016. Une telle augmentation du nombre de passagers représenterait un défi majeur étant donné l'ampleur de l'infrastructure ferroviaire générale de Chicago et les besoins en nouveau matériel roulant.

Le vaste réseau de voies olympiques, le système novateur de réduction du trafic et les efforts visant à accroître l'utilisation des transports publics à Chicago nécessiteraient de solides programmes de communication et d'information publiques ainsi que des stratégies de mise en œuvre appropriées.

Le budget de USD 226 millions affecté aux opérations de transport du COJO semble raisonnable.

TECHNOLOGIE

Télécommunications

L'infrastructure des télécommunications est bien développée aux États-Unis et est à même de répondre aux besoins des Jeux. Le marché américain des télécommunications est ouvert et concurrentiel.

Chicago possède un important réseau commercial de télécommunications, y compris de vastes réseaux câblés et sans fil (Wi-Fi). Le marché de la téléphonie fixe et mobile est lui aussi étendu.

Contrôle des fréquences

La Commission fédérale des communications (Federal Communications Commission) est l'organisme de régulation chargé de délivrer les licences pour les fréquences. Elle a fourni la garantie requise concernant l'attribution à titre gratuit des fréquences.

Le COJO constituerait une équipe chargée de coordonner les fréquences nécessaires aux Jeux et apporterait un soutien technique gratuit.

Remarques complémentaires

McCormick Place fournirait gratuitement des connexions par câble pour le CPP/CIRTV ainsi que pour les installations sportives situées dans le complexe.

Le village olympique et le CPP/CIRTV seraient équipés gratuitement en Wi-Fi. Cette technologie serait également disponible sur les sites de compétition.

En vertu de l'Accord sur le programme de marketing conjoint conclu par l'USOC et Chicago 2016, l'USOC a demandé à conserver la catégorie « télécommunications » jusqu'en 2012. La commission relève qu'une compagnie de télécommunications est un important partenaire sur le plan opérationnel pour un COJO. Aussi est-elle préoccupée par le fait que, si la catégorie « télécommunications » n'était pas disponible, des difficultés d'ordre opérationnel pourraient surgir.

OPÉRATIONS MÉDIAS

Projet

Le CPP/CIRTV serait situé dans McCormick Place, un centre des congrès existant. Cet ensemble accueillerait également le complexe sportif du lac Michigan (où éliraient domicile 11 sports/disciplines olympiques et huit sports/disciplines paralympiques, à l'intérieur d'un seul périmètre de sécurité).

Cette installation, qui occupe un emplacement central, proche d'un grand nombre de sites de compétition, offrirait aux médias un espace modulable et une capacité suffisante pour répondre à toutes leurs demandes.

Les exigences du CIO en matière d'espace sont satisfaites : 78 000 m² seraient alloués au CIRTV et 65 000 m² d'espace modulable au CPP.

Le CIRTV possède des plafonds pouvant atteindre 15,2 m de hauteur et de larges espaces ouverts adaptés aux studios de télévision.

Durant la visite de la commission, une garantie a été fournie autorisant l'accès requis au CIRTV un an avant les Jeux.

Le centre des congrès McCormick Place est le plus grand complexe polyvalent d'Amérique du Nord, d'une superficie de 297 300 m² répartis dans quatre halles contiguës. La capacité actuelle du site en énergie semblerait suffisante pour couvrir les besoins des Jeux. Six générateurs de secours sont disponibles pour garantir une alimentation continue en électricité.

Transport des médias

Les opérations de transport débuteraient 14 jours avant la cérémonie d'ouverture.

Qui plus est, le centre propose à titre gratuit 800 places de stationnement au CIRTV et 300 au CPP, des places supplémentaires étant disponibles via la carte tarifaire.

CHICAGO

Législation et taxes

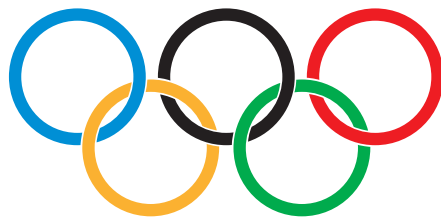
Le protocole d'accord conclu entre Chicago 2016 et les organisations syndicales précise que celles-ci réserveraient un bon accueil aux services olympiques de radio-télévision (OBS), répondraient à leurs besoins et mettraient à leur disposition leur propre main-d'œuvre hautement qualifiée pour aider et faire face aux opérations d'OBS conformément aux accords négociés au niveau local. La commission ignore cependant si le personnel d'OBS serait à même d'accomplir ses tâches librement.

Chicago 2016 a indiqué que le travail des diffuseurs ne serait soumis à aucune taxe particulière et que les marchandises importées pour les Jeux seraient exemptes de droits de douane.

TOKYO



TOKYO ● 2016
CANDIDATE CITY TM



TOKYO

VISION, HÉRITAGE, COMMUNICATION ET CONCEPT GÉNÉRAL DES JEUX

Tokyo propose d'organiser les Jeux Olympiques du 29 juillet au 14 août 2016.

Tokyo a pour vision de « Relier nos mondes » en associant vitalité et durabilité, héritage et innovation dans le cadre de la stratégie de planification urbaine de la ville s'étalant sur 10 ans (2007-2016) et baptisée « La grande transformation de Tokyo – Plan de développement sur 10 ans ». Ce plan, établi par le Gouvernement métropolitain de Tokyo (TMG), a trois principaux objectifs : verdier la ville ; créer un modèle urbain pour une société vieillissante ; et promouvoir le sport pour donner des rêves aux enfants.

Tokyo souhaite accueillir les Jeux parce qu'elle entend s'engager à jouer un rôle clé dans la promotion d'une vision contemporaine des Jeux Olympiques en organisant des Jeux durables d'un point de vue social, économique et environnemental.

Projetant d'organiser des Jeux durables au cœur de la ville pour garantir des temps de déplacement minimes pour tous les participants et spectateurs, Tokyo met en avant un concept extrêmement concentré avec tous les sites de compétition (à l'exception du tir), le CPP/CIRTV et le village olympique situés dans un rayon de 8 km du centre-ville.

Ce concept comprend également d'autres activités telles que programmes culturels, « stades de rue » (sports dans les rues) et places des fêtes, faisant des Jeux un festival au cœur même de la ville.

Tokyo 2016 entend démontrer l'héritage positif des Jeux Olympiques de 1964 en réutilisant certains sites de ces Jeux, tout en faisant construire de nouvelles installations permanentes et un certain nombre d'installations provisoires. Tokyo 2016 voit les Jeux comme une occasion de créer un « héritage olympique sur 100 ans ».

De nouveaux projets d'aménagement urbain et de redynamisation à long terme proposés en vue des Jeux

permettraient également d'établir de nouvelles liaisons entre la ville et la mer.

Au cours de sa visite, la commission a jugé que les plans d'utilisation post-olympique de certains sites permanents manquaient de clarté. Tokyo 2016 a déclaré que si les Jeux lui étaient attribués, le plan d'aménagement urbain serait développé pour inclure la réalisation de ces installations sportives.

Comme contribution au Mouvement olympique et pour célébrer son héritage olympique sur 100 ans, Tokyo 2016 a créé l'Institut international pour l'Olympisme en coopération avec le Comité olympique japonais (JOC). Cet institut s'engagera dans trois catégories d'initiatives : l'éducation et la recherche sur l'Olympisme, le renforcement de la lutte contre le dopage au Japon et dans toute l'Asie, et une campagne mondiale de promotion en faveur du développement du sport.

Tokyo 2016 entend faire en sorte que l'Olympisme soit introduit aux jeunes très tôt et le TMG a lancé une série de manuels scolaires intitulés « Recueil olympique ». Un million d'élèves d'écoles primaires et secondaires étudient actuellement l'Olympisme et ses valeurs à travers les textes de ce recueil.

Tokyo propose d'organiser pendant la période des Jeux un camp de jeunesse pouvant accueillir 600 personnes ainsi que des camps de jeunesse régionaux plus restreints durant les trois années précédant les Jeux.

Au cours de la visite de la commission, Tokyo 2016 a confirmé que le TMG financerait le programme culturel, éducatif (fonctionnement de l'institut compris) et de promotion du sport, et qu'il serait l'autorité chargée de sa réalisation. Un fonds spécial d'USD 200 millions a déjà été réservé par le TMG pour promouvoir le sport par les échanges, le repérage de talents et la formation de futurs athlètes et entraîneurs.

CLIMAT ET STRUCTURE POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Le TMG serait responsable de la réalisation des Jeux avec la participation du JOC et du gouvernement japonais. Comme preuve de sa détermination et pour assurer la mise en œuvre de son projet ainsi que la transition en douceur de la candidature à la constitution du COJO, le TMG a créé le «Fonds de réserve olympique de Tokyo» doté d'un capital d'USD 3,7 milliards.

Il y a eu une participation importante des athlètes japonais et du JOC dans l'élaboration des plans pour 2016.

Programme de communication

À travers son plan de communication, Tokyo 2016 veut «offrir une formidable histoire au monde» et faire la promotion d'une vision contemporaine de l'événement olympique en livrant dans une grande métropole des Jeux durables sur le plan social, environnemental et économique. Tokyo estime qu'olympiens et paralympiens peuvent jouer un rôle actif dans la diffusion des valeurs olympiques sur l'ensemble du territoire japonais lors de manifestations telles que les «stades de rue» et les camps de jeunesse, et par la participation à des programmes d'éducation conçus par Tokyo 2016 et le TMG.

Tokyo démontre à travers son plan de communication une réelle motivation et définit clairement sa vision pour les Jeux de 2016, laquelle semble correspondre aux objectifs nationaux. Toutefois, compte tenu de la portée limitée du plan proposé, la commission estime que la communication poserait un défi.

Population

La population du Japon s'élève à 128 millions d'habitants. L'agglomération de Tokyo (le Grand Tokyo) compte 35 millions d'habitants et la ville de Tokyo proprement dite 13 millions.

Structure / responsabilité politique

Le Japon est une démocratie parlementaire. La Diète (parlement) est l'unique organe législatif du pays et se compose de membres élus directement par le peuple.

Tokyo, capitale du Japon, est également l'une des 47 préfectures du pays. L'Assemblée métropolitaine de Tokyo est l'organe de décision du Gouvernement métropolitain de Tokyo (TMG). Au cours de sa visite, Tokyo 2016 a bien précisé que les garanties signées par le TMG engageaient les maires des quartiers, cités, villes et villages de l'agglomération de Tokyo.

Économie

Le Japon est la deuxième puissance économique mondiale avec un PIB s'élevant en 2007 à USD 4400 milliards (source : Banque mondiale). Tokyo 2016 a déclaré que le PIB de l'Aire métropolitaine de Tokyo en 2008, d'un montant d'environ USD 850 milliards, représentait 18 % du PIB national.

Le taux d'inflation pour la période de 2009 à 2016 est estimé de 0 à 2 % par an (Source : Banque du Japon).

Soutien

La candidature jouit du solide soutien du gouvernement japonais qui comprend un certain nombre d'olympiens.

Les deux chambres de la Diète ont adopté une résolution en soutien aux Jeux et il y a engagement de la part des principaux partis politiques en faveur de Tokyo 2016. Le gouverneur et l'Assemblée métropolitaine de Tokyo soutiennent également la candidature. Le TMG a créé un «Fonds de réserve olympique de Tokyo» doté d'un capital d'USD 3,7 milliards.

Le gouvernement japonais établirait, au niveau du Cabinet, un Conseil des Jeux Olympiques de Tokyo pour apporter l'appui nécessaire aux plans et opérations liés aux Jeux.

La Chambre de commerce et d'industrie du Japon a fait part de son soutien unanime à la candidature. Tokyo 2016 a informé la commission que le risque de mouvements de grève touchant les Jeux était faible compte tenu des bonnes relations avec les syndicats assurées grâce à l'augmentation des accords portant sur les primes au rendement et la participation aux bénéfices.

Sondage d'opinion

Le sondage d'opinion publique commandé par le CIO montre une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques de 2016 de 56 % pour Tokyo et de 55 % au niveau national.

Au cours de sa visite, la commission a rencontré des représentants d'organisations locales, à leur demande, pour entendre leurs préoccupations relatives aux niveaux de soutien public et à l'usage des fonds publics pour financer les Jeux.

ASPECTS JURIDIQUES

Garanties

Toutes les garanties requises par le CIO ont été fournies.

Il convient de noter qu'au moment de la visite de la commission, Tokyo 2016 s'efforçait encore d'obtenir le contrôle du nom de domaine «tokyo2016.com», actuellement détenu par un particulier.

Législation

La législation japonaise existante serait suffisante pour soutenir l'organisation des Jeux. De nouvelles lois d'habilitation seraient votées en cas de besoin.

Structure du COJO et transition

Il existe un organigramme détaillé du COJO. Si Tokyo se voyait attribuer l'organisation des Jeux, il serait nécessaire d'obtenir des éclaircissements concernant l'interaction officielle ainsi que le partage des responsabilités et de l'autorité suprême entre le COJO, les agences externes, le gouvernement métropolitain de Tokyo et les autorités nationales. Le rôle que jouerait le conseil de coordination olympique sur le plan des opérations exigerait des précisions. La commission a cru comprendre que la responsabilité suprême appartiendrait au gouvernement métropolitain de Tokyo qui garantit le financement et la livraison des Jeux.

IMMIGRATION ET FORMALITÉS DOUANIÈRES

Entrée dans le pays

L'entrée au Japon se ferait sur la base d'un passeport en cours de validité et de la carte d'identité et d'accréditation olympique, conformément aux exigences du CIO.

Permis de travail

Il n'existe pas de système de permis de travail au Japon, aussi les personnes se rendant dans ce pays afin de travailler pour les Jeux n'auraient-elles pas besoin de permis. Le personnel devant se rendre au Japon avant la « période des Jeux » de 90 jours recevrait le statut de résident et toutes les autorisations nécessaires seraient délivrées par les consulats japonais.

Durant la visite de la commission, Tokyo 2016 a précisé que le Ministère des Affaires étrangères envisageait de supprimer les frais d'établissement des visas pour le personnel lié aux Jeux.

Tokyo 2016 a indiqué que les diffuseurs ne seraient pas soumis à des taxes spéciales pour leurs activités de diffusion.

Importation de marchandises

Confirmation a été obtenue que les marchandises requises pour les Jeux pourraient être importées, utilisées et réexportées exemptes de taxes et autres droits. Des procédures spéciales s'appliqueraient pour les armes à feu.

ENVIRONNEMENT ET MÉTÉOROLOGIE

Plans et mesures

Les plans environnementaux exhaustifs proposés par Tokyo 2016 et sa stratégie détaillée en matière de développement durable reposeraient sur un ensemble de normes et principes efficaces appliqués par la ville, parmi lesquels le recours généralisé à de nouvelles technologies et l'application de modèles en faveur de la durabilité urbaine.

La ville a fait des progrès considérables en ce qui concerne la qualité de l'air, le recyclage des eaux usées, les espaces verts et les transports publics.

Le programme intitulé « La Grande Transformation de Tokyo – Plan de développement sur dix ans » s'emploie à améliorer encore davantage la qualité de l'air et de l'eau, à créer des espaces verts urbains et à réduire, de façon significative, les émissions de carbone.

Tokyo 2016 entend avoir un impact positif sur l'environnement, notamment en réduisant ou en compensant les émissions de carbone dues aux Jeux dans des proportions supérieures aux émissions produites par les travaux de construction, le transport (y compris le transport aérien) et les opérations liés aux Jeux, en construisant des sites durables et en utilisant des installations existantes, des sources d'énergie renouvelable et des transports publics écologiques. La commission estime qu'il s'agirait là d'un enjeu majeur, difficile à évaluer correctement et à relever.

Le plan de développement durable de Tokyo 2016 comprend également un programme d'éco-urbanisme prévoyant la création de 1000 hectares d'espaces verts. L'aménagement en site olympique de bord de mer, sur un terrain gagné sur l'eau, d'une zone baptisée « Sea-Forest » est en cours. Tokyo disposerait ensuite d'une forêt de 88 hectares et d'autres espaces pour le sport et les loisirs.

Tokyo 2016 prévoit également le lancement d'un projet de développement durable par le sport comprenant des programmes d'éducation olympique menés en collaboration avec des agences gouvernementales, des entreprises du secteur privé et des associations communautaires.

La participation directe du gouvernement métropolitain de Tokyo et l'intégration de ses politiques et stratégies environnementales dans la planification et les opérations Jeux font que les plans et mesures proposés pour les sites olympiques semblent s'inscrire parfaitement dans la stratégie à long terme de la ville.

Le Japon a connu de graves séismes par le passé. Tokyo dispose de plans et de politiques efficaces, parmi lesquels un renforcement des mesures dans le cadre de son plan de développement sur dix ans, pour la construction et l'aménagement des bâtiments afin que ceux-ci résistent aux tremblements de terre. Tokyo a confirmé que tous les sites seraient bâtis ou aménagés selon des normes antisismiques.

Le Japon a ratifié le Protocole de Kyoto.

Qualité de l'air et de l'eau

La qualité de l'air répond aux valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'eau potable répond elle aussi aux normes de l'OMS.

Météorologie

Les conditions météorologiques moyennes (températures, humidité, vent et précipitations) sont satisfaisantes dans l'ensemble.

Le niveau élevé des températures moyennes aux dates proposées pour les Jeux exigerait que le calendrier des compétitions soit adapté en conséquence.

La force moyenne des vents est relativement élevée à Tokyo l'après-midi. Cela étant, les Fédérations Internationales concernées ont approuvé tous les sites et parcours pour les sports où le vent a une incidence, à savoir l'aviron, la course en ligne en canoë/kayak, la voile, le tir à l'arc, le tir et le tennis.

Des typhons traversent la région, mais ils sont peu fréquents en août et en septembre dans les environs de Tokyo. Qui plus est, au cours des cinquante dernières années, ils n'ont causé aucun dommage matériel dans la région.

FINANCES

Budget du COJO

Tokyo propose un budget du COJO équilibré, avec des recettes et des dépenses d'environ USD 2,86 milliards. Conformément aux directives du CIO, aucune dépense en capital n'est comprise dans le budget du COJO.

La contribution du CIO et les revenus des parrainages TOP représentent 35 % du revenu total de Tokyo.

Le programme de parrainage national pour les Jeux Olympiques et Paralympiques est budgétisé à USD 708 millions (25 % des revenus).

Les recettes tirées de la billetterie et des licences totalisent USD 833 millions (29 % des revenus) tandis que les dons s'élèvent à USD 76 millions, soit 3 % des revenus.

Les plus grosses dépenses sont les opérations sur les sites, qui s'élèvent à USD 856 millions (30 % des dépenses), la main-d'œuvre des Jeux – USD 207 millions (7 %), la technologie – USD 444 millions (16 %), l'administration – USD 192 millions (7 %) et le transport – USD 212 millions (7 %).

Le budget dépenses comprend une réserve pour imprévus de USD 144 millions (5 % des dépenses).

Budget hors COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 3,09 milliards et comprend USD 2,1 milliards pour les sites de compétition, USD 832 millions pour le village olympique et USD 139 millions pour le CPP/CIRTV.

Le gouvernement métropolitain de Tokyo, qui serait responsable de la livraison de l'infrastructure susmentionnée, a déjà mis en place le « fonds de réserve pour l'accueil des Jeux Olympiques à Tokyo » d'un montant de USD 3,7 milliards pour garantir le financement et la livraison. Par ailleurs, le gouvernement japonais s'est engagé à financer jusqu'à 50 % du coût des principaux sites de compétition.

Aucun chiffre n'a été fourni concernant les autres postes qui suivent une courbe de croissance naturelle (aéroport, routes et voies ferrées, hébergement, services médicaux, etc.), car Tokyo 2016 ne prévoit pas d'investissements supplémentaires pour les Jeux dans ces secteurs. La commission fait toutefois remarquer qu'une nouvelle ligne rapide de bus pour le village olympique et le stade olympique serait essentielle.

Les postes du budget de fonctionnement hors COJO ont été identifiés et l'engagement a été pris qu'ils seraient fournis par les agences ou institutions gouvernementales respectives.

Garanties financières

Le gouvernement japonais et le gouvernement métropolitain de Tokyo ont tous deux garanti qu'ils fourniraient gratuitement au COJO tous les services de sécurité, de santé et autres services gouvernementaux ainsi que les services de douane et d'immigration. Par ailleurs, le gouvernement métropolitain de Tokyo fournirait gratuitement au COJO des installations détenues par la ville.

Comme demandé par le CIO, le gouvernement métropolitain de Tokyo a apporté une garantie couvrant un éventuel déficit budgétaire du COJO. Celle-ci est étayée par une garantie supplémentaire fournie par le gouvernement japonais.

Remarques complémentaires

Le COJO présente un budget équilibré et garanti de USD 2,86 milliards.

Même si le budget du COJO ne comprend aucune dépense d'investissement, USD 764 millions (qui représentent la part importante de 27 % des dépenses) seraient consacrés à la construction de sites temporaires et d'aménagements olympiques en raison des coûts de construction relativement élevés au Japon. Tokyo 2016 a indiqué que si le COJO

devait rencontrer des difficultés financières, le gouvernement métropolitain de Tokyo serait prêt à apporter un soutien financier au COJO.

Bien que le fonds de réserve (5 %) soit relativement peu élevé par rapport aux éditions précédentes des Jeux, la commission pense que des marges financières confortables existent grâce à des estimations prudentes des recettes marketing.

Le budget a été bien préparé, de manière très détaillée. Les prévisions budgétaires sont bien étayées et documentées.

Le budget semble raisonnable et réalisable.

MARKETING

Accord sur le programme de marketing conjoint

L'accord sur le programme de marketing conjoint signé par la ville de Tokyo et le Comité Olympique Japonais est conforme aux exigences du CIO.

Panneaux d'affichage et publicité

Les garanties concernant les espaces publicitaires extérieurs et les tarifs y afférents ont été fournis par toutes les parties concernées, conformément aux exigences du CIO.

Protection des droits

Le Japon dispose d'une législation existante étendue qui protège les droits de propriété intellectuelle olympique.

La loi routière et la loi sur la circulation routière contrôlent strictement la vente à la sauvette et les autorités compétentes se sont engagées à mettre un terme au marketing sauvage et autres activités illégales de vente à la sauvette durant les Jeux.

Billetterie

Avec un total de 8,6 millions de billets, la billetterie de Tokyo fournirait 50 % de tous les billets pour les compétitions à moins de USD 50. Le prix moyen du billet, toutes épreuves confondues, serait de USD 87. Des tarifs réduits seraient proposés aux enfants de moins de 12 ans.

Les recettes générées par la billetterie sont estimées à USD 719 millions pour les Jeux Olympiques et à USD 25,7 millions pour les Jeux Paralympiques, sur la base d'un pourcentage de vente de 85 % pour les Jeux Olympiques et de 65 % pour les Jeux Paralympiques. Compte tenu de l'expérience passée et en comparaison avec la tarification des billets de manifestations sportives appliquée à Tokyo et au Japon, ces objectifs de revenus sont jugés réalisables.

Parrainage local et licences

La candidature s'est fixé l'objectif prudent de USD 708 millions de revenus tirés du parrainage local.

Les recettes générées par la vente de marchandises sous licence sont estimées à USD 111 millions. Par ailleurs, la candidature projette USD 2,8 millions de recettes supplémentaires issues d'un programme philatélique.

Le parrainage et la vente sous licence sont des pratiques solidement établies sur les marchés de Tokyo et du Japon. Étant donné l'étendue du marché et la concentration d'entreprises à Tokyo et au Japon, ainsi que l'expérience satisfaisante de la vente de billets pour de grandes manifestations sportives, le plan de marketing et les objectifs de revenus semblent très raisonnables et réalisables.

SPORTS ET SITES

Concept sportif

Tokyo propose un concept des Jeux Olympiques hautement compact, avec tous les sites dans un rayon de 8 km du stade olympique (lequel est situé à 1 km du village olympique), à l'exception de celui du tir (38 km).

Distances du village olympique	Nombre de sites de compétition
< 10 km	16
11 – 20 km	9
21 – 30 km	2
31 – 40 km	1 (tir)
41 – 50 km	0
51 – 100 km	0
> 100 km	0
TOTAL (n'inclut pas six sites pour les matches préliminaires de football)	28

Les sites sont regroupés dans deux zones qui se chevauchent: la zone Héritage (qui comprend les sites des Jeux Olympiques de 1964) et la zone de la Baie de Tokyo. Il y a cinq noyaux de sites: le noyau « Musubi » (six sites), le noyau « Dream Island » (six sites), le noyau « Yoyogi » (quatre sites), le noyau du Palais (deux sites) et le noyau « Sea Forest » (quatre sites).

En dehors de ces noyaux, il y a 12 sites dont cinq pour les matches préliminaires de football.

Il y aurait 63 sites d'entraînement – neuf nouveaux et 54 existants, la plupart situés dans un rayon de 8 km.

État des constructions

Sur le total de 34 sites, 23 seraient la propriété du gouvernement métropolitain de Tokyo.

Les sites de la natation, du tir à l'arc, du hockey, du badminton, du pentathlon moderne (escrime), du basketball et de la gymnastique sont mentionnés comme « sites existants, travaux de constructions permanentes nécessaires » par Tokyo 2016 dans son dossier de candidature. Or, suite aux visites effectuées sur les sites proposés, la commission a jugé qu'il s'agissait de nouveaux sites, qui requièrent d'importants travaux de construction afin de fournir les bâtiments et les installations nécessaires pour les Jeux.

Le décompte révisé des sites serait le suivant : 15 sites existants ne nécessitant pas de travaux de constructions permanentes, deux sites existants nécessitant des travaux de constructions permanentes, dix nouveaux sites permanents à construire uniquement si Tokyo se voyait décerner les Jeux et sept nouveaux sites temporaires. Aucun site ne serait construit indépendamment de la tenue des Jeux à Tokyo. Par conséquent, la commission est d'avis que la moitié des sites existe et non pas les deux tiers comme indiqué par Tokyo 2016.

Les nouveaux sites permanents seraient achevés pour mai 2015 et les sites temporaires pour juin 2016, ce qui pourrait présenter un risque accru en ce qui concerne l'organisation des épreuves tests.

État des constructions	Nombre de sites de compétition
Sites existants (pas de travaux de constructions permanentes nécessaires)	15
Sites existants (travaux de constructions permanentes nécessaires)	2
Sites prévus (indépendamment des Jeux)	0
Sites supplémentaires permanents (dépendants des Jeux)	10
Sites supplémentaires temporaires (dépendants des Jeux)	7
TOTAL (comprend six sites pour les matchs préliminaires de football)	34

Dans le cadre du plan décennal de Tokyo, le gouvernement métropolitain de Tokyo serait responsable de tous les travaux de constructions permanentes nécessaires sur les sites existants dont il est propriétaire. Le COJO serait quant à lui responsable de tous les sites temporaires ainsi que des aménagements olympiques.

Caractéristiques des sites / Points particuliers

La rénovation et l'utilisation de sites des Jeux Olympiques de 1964 seraient optimisées dans le cadre du concept de l'« héritage centenaire ». Les sports moins populaires au Japon bénéficieraient de nouveaux sites qui leur seraient propres au cœur de la ville.

Le nouveau stade olympique aurait une capacité de 100 000 places assises. Après les Jeux, cette capacité serait réduite à 80 000 places.

S'agissant de l'héritage sportif, le gouvernement métropolitain de Tokyo prévoit d'élaborer un programme d'identification des talents qui offrirait des perspectives aux sports populaires, ferait la promotion de l'excellence sportive et ouvrirait de nouvelles voies aux jeunes dans le domaine du sport. Par ailleurs, il y aurait dix nouvelles installations sportives permanentes.

Expérience sportive

Au cours des dix dernières années, Tokyo a organisé des compétitions internationales dans 15 des 26 sports olympiques d'été et le Japon dans 24.

JEUX PARALYMPIQUES

Concept

Tokyo propose d'accueillir les Jeux Paralympiques du 30 août au 11 septembre.

La vision de Tokyo – « Relier nos mondes » réunit le passé et le présent et correspond bien à l'héritage des Jeux Olympiques de 1964 qui, selon la candidature, ont été un catalyseur de changement social positif dans les vies des personnes handicapées au Japon. Le concept de Tokyo 2016 lie l'expérience de 1964 à sa candidature olympique et paralympique actuelle et au-delà, par des améliorations dans la construction et dans les normes en termes d'accessibilité des transports.

Tokyo 2016 s'est engagé à proposer un concept de Jeux compacts et la même expérience pour les athlètes olympiques et paralympiques en termes de qualité de service, support et sites de compétition.

Le plan de développement à 10 ans du gouvernement métropolitain de Tokyo expose la stratégie de la ville liée aux améliorations sociales et commerciales que Tokyo 2016 et l'État de Tokyo offrirait aux athlètes et aux spectateurs.

Budget

Le budget présenté pour les Jeux Paralympiques est de USD 126 millions, avec notamment une subvention de 50% garantie par le gouvernement japonais et le gouvernement métropolitain de Tokyo.

Comité d'organisation

La structure du COJO consisterait en une seule entité responsable de la planification et de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, avec le président du Comité National Paralympique (CNP) du Japon siégeant à son conseil d'administration. Un département paralympique travaillerait au sein du COJO.

Sports et sites

Le concept des Jeux Paralympiques offre les éléments suivants : les mêmes sites de compétition et d'entraînement que pour les Jeux Olympiques, avec tous les sites de compétition, à l'exception du tir, dans un rayon de 8 km. Tous les sites de compétition, à l'exception du tir, seraient à 25 minutes du village, en utilisant les voies paralympiques spécifiques.

Toutes les épreuves paralympiques, à l'exception du tir, se dérouleraient sur les sites des Jeux Olympiques dans les zones Héritage et Baie de Tokyo. Tous les nouveaux bâtiments ainsi que les modifications apportées aux sites existants seraient réalisés en accord avec les principes universels d'accessibilité en termes de conception.

Le gouvernement japonais et le gouvernement métropolitain de Tokyo ont rédigé des lois exigeant un haut niveau d'accessibilité dans la conception des constructions, notamment en matière de transports en bus et en train et de zones publiques telles que des parcs.

Six des neuf étages de chaque bâtiment du village seraient utilisés pour héberger les athlètes paralympiques et quelques chambres à deux lits seraient transformées en chambres simples. Le village disposerait d'un système d'ascenseurs à grande capacité.

Services aux Jeux

La mise à disposition de fauteuils roulants pour les équipes s'appuierait sur les besoins de chaque délégation.

Pendant les Jeux Paralympiques, les spectateurs munis de billets de compétition ainsi que la main-d'œuvre des Jeux, disposeraient d'un accès gratuit aux transports publics de Tokyo.

Médias et communications

Tokyo 2016 déclare que travailler avec les diffuseurs et la presse afin de promouvoir le sport paralympique et de mieux le faire connaître serait un défi. Il a été confirmé que la stratégie envisagée exigerait de nouvelles technologies avec l'utilisation de différentes plateformes pour promouvoir les Jeux et que le COJO devrait coopérer avec les médias afin d'étendre la publicité faite autour du sport et des athlètes paralympiques.

Le CPP/CIRTV serait utilisé pour les Jeux Paralympiques comme pour les Jeux Olympiques. Le personnel accrédité des médias serait logé dans des hôtels.

Remarques complémentaires

Le Japon détient un record de participation au sport paralympique dans la région et gagnera en expérience grâce à l'accueil des Jeux Paralympiques de la Jeunesse d'Asie en 2009.

VILLAGE(S) OLYMPIQUE(S)

Emplacement / concept

Le village olympique serait construit sur 31 hectares au bord de l'eau, avec des bâtiments d'une hauteur allant jusqu'à neuf étages. Tous les bâtiments du village seraient constitués d'éléments de conception respectueux de l'environnement tels que des toits végétalisés et seraient efficaces du point de vue énergétique.

Une piscine de 50 mètres, un gymnase et une piste de jogging longue d'un kilomètre sont prévus. Lors de la visite de la commission, Tokyo 2016 s'est également engagé à ce que le village contienne une piste d'athlétisme de 400 m dans le cadre des installations d'entraînement pour les athlètes.

Quatre-vingt-dix pour cent des athlètes vivraient à 20 minutes au maximum de leurs sites de compétition et 70 % à 10 minutes. Le temps maximum de trajet depuis le village olympique pour chaque athlète serait de 50 minutes.

Des logements supplémentaires seraient disponibles pour les palefreniers et les vétérinaires sur le site équestre. L'hébergement dans des hôtels à proximité immédiate des sites serait assuré par les villes co-organisatrices du football.

Aménagement du village

Le gouvernement métropolitain de Tokyo est le propriétaire du terrain du village olympique et serait chargé de la planification du village, qui serait construit par des entrepreneurs privés sous la direction du gouvernement métropolitain de Tokyo et du COJO.

Le terrain serait vendu aux entrepreneurs privés et Tokyo 2016 louerait le village olympique pour une durée de dix mois précédent les Jeux et deux mois pendant et après les Jeux.

Lors de la visite de la commission, le gouvernement métropolitain de Tokyo a garanti qu'il assumerait l'entière responsabilité de l'achèvement du village olympique, en prenant à sa charge tous les frais nécessaires dans le cas où le secteur privé ne réussissait pas à le livrer ou s'il n'y avait plus de budget.

Organisation du village

La capacité prévue pour le village olympique est de 17 000 lits (1000 pour les officiels supplémentaires des CNO) avec 16,1 m² par résident pour les Jeux Olympiques. Quant aux Jeux Paralympiques, il y aurait 9000 lits avec 19,1 m² par personne. Ces deux prévisions sont conformes aux exigences du CIO.

Le restaurant principal compterait quelque 5000 places, avec 700 places assises supplémentaires réparties dans cinq points de restauration à travers le village.

Il existerait un service de transport interne au village, y compris un service de bus. Des trottoirs permettraient aux athlètes de se déplacer sur une voie hors du trafic routier. Des zones de parking spécifiques pour les CNO et les CNP seraient situées à chaque extrémité du village.

Utilisation post-olympique

Après les Jeux, les résidences du village seraient vendues comme logements résidentiels, de grande qualité, situés sur les rives de la Baie de Tokyo dans la partie intérieure de la ville.

Subventions de voyage pour les délégations des CNO

Tokyo 2016 garantit que le COJO prendrait en charge le coût des billets d'avion en classe économique pour tous les athlètes olympiques et paralympiques et les officiels des équipes autorisés à séjourner dans le village olympique. Il existe une disposition dans le budget du COJO pour les coûts de fret liés à l'équipement des CNO.

Remarques complémentaires

La commission a fait part des inquiétudes suivantes quant au village olympique : la taille de la zone disponible pour la construction du village et la capacité à fournir tous les services demandés dans cette zone, le trafic et le bruit découlant de la proximité immédiate d'un grand marché de poissons.

SERVICES MÉDICAUX ET CONTRÔLE DU DOPAGE

Généralités

La commission a noté avec satisfaction que Tokyo serait en mesure d'offrir à tous les visiteurs des soins de santé de haut niveau.

Soins de santé olympiques

Le village olympique disposerait d'une polyclinique multidisciplinaire fournissant aux résidents une gamme complète de soins médicaux de base.

Six hôpitaux ont été prévus avec plus de 4500 lits et offrirait des soins médicaux gratuits aux membres de la famille olympique et paralympique pendant les Jeux.

Les spectateurs recevraient les premiers secours et des services médicaux d'urgence gratuitement sur les sites des Jeux.

Le COJO devrait fournir au préalable certaines informations afin de faciliter l'entrée des médecins autorisés à fournir des soins à leurs délégations.

Contrôle du dopage

Le Japon a signé la déclaration de Copenhague de l'AMA et ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport. Le gouvernement japonais a désigné l'Agence japonaise antidopage (JADA) comme l'organe officiel en charge de toutes les activités antidopage au Japon. Il existe un laboratoire accrédité par l'AMA à Tokyo.

Le dopage dans le sport n'est pas considéré comme une infraction criminelle au Japon. La législation japonaise permet aux autorités concernées de coopérer dans le cadre d'enquêtes portant sur certains aspects du dopage dans le sport.

Chevaux

Dix jours de quarantaine seraient obligatoires pour tous les chevaux entrant au Japon pour les Jeux Olympiques. Cette procédure de quarantaine serait gratuite. Le contrôle des échantillons équins serait réalisé dans un laboratoire accrédité par la FEI et situé à Hong Kong.

SÉCURITÉ

Responsabilité et structure de commandement

Le gouvernement japonais assumerait l'ultime responsabilité financière et opérationnelle de la sécurité des Jeux.

Un Conseil des Jeux Olympiques de Tokyo serait créé pour la planification stratégique. Pendant les Jeux, la préfecture de police de Tokyo, par le biais du centre de commandement de la sécurité olympique, serait chargée de la sécurité des Jeux sous la direction du responsable de la préfecture de police. Ce centre serait complètement intégré au COJO.

Personnel de sûreté et de sécurité

Tokyo et le Japon ont une excellente infrastructure en matière de sécurité ainsi qu'un bon système de sûreté publique et des forces de sécurité bien entraînées et équipées. Tokyo est en mesure de fournir le niveau de sécurité et de sûreté nécessaire aux Jeux.

HÉBERGEMENT

Généralités

Le plan d'hébergement de Tokyo offre un inventaire total de plus de 45 000 chambres d'hôtel garanties, conformément aux exigences du CIO.

Il y a environ 38 000 chambres garanties dans un rayon de 10 km et 4000 chambres dans un rayon de 10 à 50 km du centre des Jeux. Les chambres garanties restantes se trouvent dans les autres villes co-organisatrices.

Il n'y a pas de séjour minimal requis.

Il y a environ 137 000 chambres d'hôtel existantes ou prévues dans un rayon de 50 km du centre des Jeux.

Tarifs des chambres

Le tarif des chambres 2016 pour le CIO est de USD 390 pour une chambre simple, une chambre double ou une suite (taxes et petit-déjeuner inclus).

Les tarifs des chambres (en dollars 2016) pour les autres groupes de clients, taxes et petit-déjeuner inclus, sont les suivants :

	Simple	Double	Suite
5 étoiles	200 – 690	289 – 1138	678 – 4217
4 étoiles	90 – 410	180 – 745	269 – 1558
3 étoiles	89 – 260	119 – 387	296 – 629
2 étoiles	77 – 128	148	N/A

Les tarifs susmentionnés sont donnés sur la base d'une formule d'indexation elle-même basée sur une augmentation de l'indice des prix à la consommation de 2,5 % par an plus une majoration olympique de 5 %. Si la formule appliquée pour 2008 devait produire un tarif plus bas que le tarif maximal indiqué pour 2016, Tokyo 2016 a confirmé que le tarif le plus bas serait appliqué.

Hébergement des médias

Les médias seraient logés dans plusieurs hôtels, essentiellement trois étoiles, qui leur seraient réservés et qui offriraient 19 000 chambres sans séjour minimal requis et aux tarifs garantis susmentionnés. En outre, Tokyo 2016 a indiqué que 3 000 chambres supplémentaires dans des hôtels deux étoiles pourraient être mises à disposition. Il serait possible de se rendre à pied au CPP/CIRTV depuis environ 1 900 chambres.

Attribution des chambres

L'attribution des chambres à chaque groupe de clients tient compte des différents noyaux de sites et des besoins des clients.

Remarques complémentaires

Il semble qu'il y ait suffisamment de logements pour les spectateurs. Les tarifs hôteliers pour les spectateurs seraient soumis à la même formule d'indexation que les autres hébergements.

La commission exprime sa préoccupation quant au fait que les garanties d'hébergement des hôtels ne s'appliquent que durant la période allant de la cérémonie d'ouverture à celle de la clôture. Tokyo 2016 a assuré à la commission qu'une période plus longue (14 jours avant les Jeux et deux jours après les Jeux) pouvait être garantie si nécessaire. Cela pourrait présenter un risque car la majorité des groupes de clients a besoin d'arriver plus tôt.

TRANSPORT

Concept

La ville de Tokyo est desservie par un métro et un réseau ferroviaire parmi les plus vastes et les plus efficaces du monde.

Le concept compact des Jeux tire pleinement parti de la forte densité des stations de métro et gares ferroviaires dans la zone Héritage, où se trouveraient six sites de compétition.

La zone de la Baie de Tokyo, qui comprend 21 sites de compétition, le village olympique, le stade olympique et le CPP/CIRTV, est située sur un groupe d'îles artificielles reliées entre elles par des tunnels, de nouveaux ponts et de nouvelles liaisons de transport public.

Le concept des Jeux, qui consiste en un noyau central et quatre noyaux périphériques, devrait se traduire par un transport hautement efficace pour la famille olympique et des temps de trajet minimums, en particulier pour les athlètes et les médias accrédités, car le village olympique, le stade olympique et le CPP/CIRTV seraient situés près du centre d'un rayon de 8 km.

Accès depuis l'étranger

La ville de Tokyo est desservie par deux aéroports internationaux de grande capacité : Narita (45 minutes du village olympique) et Haneda (15 minutes). Ces aéroports ont le potentiel pour absorber tout le trafic généré par les Jeux Olympiques. Une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse partant de l'aéroport de Narita réduirait encore davantage les temps de trajet pour le centre de Tokyo.

Infrastructure

Le plan intitulé « La Grande Transformation de Tokyo – Plan de développement sur 10 ans » comprend une série de projets de développement des transports, outre ceux proposés pour le système de transport olympique.

Le réseau de transport public ferroviaire tkyoïte, vaste, efficace et en constante amélioration, et qui transporte actuellement 24 millions de passagers par jour, ne changera pas beaucoup d'ici à 2016, à l'exception d'une nouvelle ligne rapide de bus reliant la gare centrale de Tokyo à la zone du stade olympique et du village olympique.

La rocade express de Tokyo ainsi que d'autres infrastructures routières transportent huit millions de véhicules par jour et seront renforcées par 35 km de nouvelles liaisons routières pour un investissement total de USD 10,5 milliards. Parmi ces nouvelles liaisons : une nouvelle route et un nouveau pont sont en cours de construction pour mieux desservir les îles artificielles de la Baie de Tokyo, où se trouveraient de nombreux sites olympiques.

Opérations olympiques de transport

Les quatre caractéristiques les plus importantes des opérations olympiques de transport proposées par Tokyo 2016 et le gouvernement métropolitain de Tokyo sont les suivantes :

- un vaste réseau routier olympique ;
- un système de réduction du trafic ;
- un transport entièrement public pour les spectateurs, sans parking sur les sites, et
- un transport public gratuit pour tous les membres de la famille olympique et les spectateurs munis d'un billet.

Le réseau routier olympique proposé comprendrait 40 km de routes express à deux voies réservées aux véhicules olympiques et reliant les sites olympiques proposés dans la zone Héritage de Tokyo avec la zone de la Baie de Tokyo. Il y aurait également 210 km de voies réservées à la circulation olympique et 240 km de voies express (routes prioritaires) que pourront emprunter certains véhicules olympiques.

Un système de réduction du trafic de 30 % serait mis en œuvre dans le centre de Tokyo pour faciliter la circulation générale et olympique.

Tous les sites de compétition seraient desservis par une ou plusieurs stations de métro ou gares ferroviaires, à l'exception du noyau « Sea Forest » qui ne serait desservi que par des bus et des voies olympiques empruntant un nouveau pont traversant la baie. L'accès au stade olympique serait assuré par une station de métro dont la capacité serait renforcée, la ligne rapide de bus depuis la gare centrale de Tokyo et un réseau de lignes de bus supplémentaires. Étant donné la taille du site, la commission estime que la circulation autour du stade olympique pourrait constituer un enjeu.

Tokyo 2016 propose un système de transport particulièrement solide avec des temps de trajet courts pour tous les groupes de clients olympiques. Par ailleurs, les spectateurs munis d'un billet bénéficieraient d'un transport public gratuit pour tous les sites olympiques.

Le budget de USD 212 millions affecté aux opérations de transport semble raisonnable.

TECHNOLOGIE

Télécommunications

L'infrastructure des télécommunications est bien développée au Japon et est à même de répondre aux besoins des Jeux. Le marché des télécommunications est ouvert et concurrentiel.

Le Japon fait partie des chefs de file en matière de technologies de l'information et de la communication. La connectabilité est élevée et des investissements considérables sont réalisés dans la recherche et la mise au point de nouvelles technologies. Le taux de pénétration de la fibre optique est de 100 % à Tokyo.

La commission a été informée que d'ici à 2016, le Japon aurait adopté les normes internationales et que ses réseaux seraient compatibles avec le reste du monde.

Contrôle des fréquences

Le Ministère des Affaires intérieures et des Communications allouerait les fréquences nécessaires aux transmissions radio et le gouvernement métropolitain de Tokyo s'est engagé à ce que celles-ci soient attribuées gratuitement.

Le Wi-Fi serait disponible sur les sites de compétition. Cette technologie serait également proposée à titre gratuit au village olympique, au CPP/CIRTV et dans tous les hôtels des médias.

OPÉRATIONS MÉDIAS

Projet

Le CPP et le CIRTV seraient situés au Tokyo Big Sight, le plus grand centre international des congrès du Japon, qui accueillerait également deux sites de compétitions et serait commodément situé par rapport à plusieurs autres installations, dont le stade olympique (à 4 km de distance) et le village olympique (2 km).

Tokyo Big Sight est détenu par le gouvernement métropolitain de Tokyo, qui le mettrait gratuitement à la disposition du COJO.

Le CIRTV aurait une superficie de 100 000 m², comprenant également les espaces partagés avec le CPP. Il occuperait un hall d'exposition existant et ses installations seraient réparties sur deux niveaux principalement. Le complexe Tokyo Big Sight serait agrandi de 45 000 m² pour accueillir le CPP, la construction étant garantie par le gouvernement métropolitain de Tokyo. La superficie du CPP/CIRTV répond aux exigences du CIO. Qui plus est, durant la visite de la commission, Tokyo 2016 a remis des garanties satisfaisant aux conditions requises par le CIO quant à l'accès au CPP et au CIRTV avant les Jeux.

Transport des médias

Un système de transport serait réservé aux médias, lesquels auraient par ailleurs accès gratuitement aux transports publics.

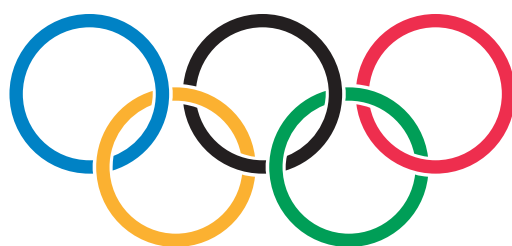
Le comité de candidature Tokyo 2016 s'est engagé à faire preuve de souplesse ; aussi des aménagements seraient-ils apportés aux services de transport afin de tenir compte du calendrier des compétitions et de répondre pleinement à la demande de transport.

Tokyo Big Sight possède une aire de stationnement à proximité pouvant accueillir 1100 véhicules.

Législation et taxes

Le comité de candidature Tokyo 2016 s'est engagé à lever tous les droits de douane sur l'importation et la réexportation du matériel utilisé à l'occasion des Jeux et à ne pas soumettre les médias étrangers et leur personnel d'assistance à la législation japonaise du travail.

RIO DE JANEIRO



RIO DE JANEIRO

VISION, HÉRITAGE, COMMUNICATION ET CONCEPT GÉNÉRAL DES JEUX

Rio de Janeiro propose d'organiser les Jeux Olympiques du 5 au 21 août 2016.

La candidature de Rio 2016 s'inscrit dans le cadre du projet plus large du gouvernement brésilien d'investir dans le sport comme catalyseur de l'intégration sociale, selon quatre axes principaux :

- l'insertion sociale à travers le sport et les loisirs ;
- le sport d'élite ;
- l'expansion de l'infrastructure sportive ;
- l'accueil de grandes manifestations sportives.

S'appuyant sur ce principe et consciente du potentiel des Jeux de transformer une ville, une région et un pays, Rio de Janeiro développe sa vision autour du slogan « *Vivez votre passion* », évoquant des Jeux festifs et transformateurs. Le concept proposé par Rio tient compte à la fois de l'utilisation post-olympique de l'infrastructure des Jeux et de la topographie du site géographique et de sa beauté naturelle.

Le concept des Jeux comprend quatre zones dotées de caractéristiques socio-économiques différentes qui ont été sélectionnées de manière stratégique :

- Barra, le cœur des Jeux, dans un quartier en expansion qui nécessite des aménagements considérables en matière d'infrastructure et de logement. La construction du village olympique, du village des médias, du CPP/CIRTV et des sites sportifs qu'il est proposé de regrouper dans le Parc olympique, correspond tout à fait à ce besoin ;
- Copacabana, important centre d'intérêt touristique, accueillerait les sports extérieurs sur des sites temporaires, pour la plupart sur sa célèbre plage ;

- Maracanã, la zone la plus densément peuplée, avec le stade d'athlétisme et le stade de Maracanã qui abriterait les cérémonies d'ouverture et de clôture. Le plan prévoit le vaste réaménagement du port de Rio de Janeiro et la redynamisation de toute la zone ;
- Deodoro, dépourvu d'infrastructure et comptant la plus forte proportion de jeunes. La construction de nouveaux sites pour les Jeux ouvrirait d'importantes perspectives d'avancées sociales.

Le concept proposé par Rio de Janeiro comprend un excellent plan d'héritage, même s'il y aurait des conséquences sur les temps de déplacement des athlètes et autres groupes de clients.

Les autorités brésiliennes estiment que la candidature de Rio de Janeiro constitue « l'auto-affirmation » du peuple brésilien et se font un point d'honneur d'amener les Jeux dans le pays et en Amérique du Sud, un continent qui compte 400 millions d'habitants dont 180 millions de jeunes. De fait, les autorités ont affirmé devant la commission qu'elles considéraient les investissements en infrastructure requis pour les Jeux comme étant un placement intéressant pour l'avenir du pays. Tous les aspects ont été soigneusement étudiés et Rio 2016 considère que les Jeux laisseraient un héritage durable que la ville peut s'offrir. Le financement du projet est entièrement garanti dans le cadre du Programme fédéral pour l'accélération de la croissance (PAC) doté d'un budget de 240 milliards de dollars (USD).

La commission reconnaît que la candidature de Rio 2016 bénéficie de l'expérience et des connaissances d'ores et déjà acquises lors de l'organisation des Jeux Panaméricains et du travail d'équipe réalisé à cette occasion. Cette expérience serait par ailleurs mise à profit lors de la transition de la candidature à la constitution du COJO, en termes de structure et de personnel.

CLIMAT ET STRUCTURE POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

La stratégie de Rio 2016, qui s'aligne sur la vision du Brésil en matière de politique sportive, a déjà apporté certains progrès, dont la création du centre d'entraînement olympique et la mise en place de bourses pour les jeunes de la région.

Un programme éducatif couvrant un éventail de thèmes liés au sport sera mis à la disposition des écoles en vue de promouvoir la pratique du sport et un mode de vie sain, conçu pour différents groupes d'âges et publics cibles.

Rio 2016 prévoit d'organiser un camp de jeunesse pouvant accueillir 470 jeunes gens.

Les trois échelons du gouvernement (district fédéral, État fédéré et ville) se rangent totalement derrière ce projet et la candidature bénéficie du fort engagement du Comité National Olympique qui en tient les rênes, ainsi que des athlètes.

Plan de communication

Rio 2016 propose un calendrier détaillé pour la mise en œuvre de son plan de communication, lequel nécessiterait un important financement, particulièrement du fait que l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 pourrait avoir des répercussions sur la promotion des Jeux de 2016 à Rio. Le plan illustrerait le caractère unique du Brésil, la passion de son peuple ainsi que la conviction que les Jeux sont une force motrice de changement social. Il reposerait sur le dialogue avec les diverses communautés brésiliennes par le biais de programmes d'action sociale et d'éducation.

Population

Le Brésil compte une population de près de 190 millions d'habitants. L'agglomération de Rio de Janeiro en compte 12 millions et la ville de Rio de Janeiro 6 millions.

Structure / responsabilité politique

Le Brésil est une république fédérative présidentielle. Le président est élu par la nation pour un mandat de quatre ans et ne peut être réélu qu'une fois.

En vertu de la constitution fédérale, il y a trois échelons gouvernementaux, soit district fédéral, État fédéré et ville, qui sont soumis aux élections directes. Les trois échelons disposent de juridictions et pouvoirs législatifs spécifiques et jouissent d'une relative autonomie financière.

Dans chaque État fédéré ou chaque ville, le chef de gouvernement (soit le gouverneur ou le maire respectivement) est élu au suffrage direct pour un mandat de quatre ans, renouvelable une seule fois.

Économie

Le Brésil est la dixième puissance économique mondiale avec un PIB en 2007 d'environ USD 1300 milliards (source : Banque mondiale). Rio 2016 déclare un PIB d'USD 202 milliards pour l'État de Rio de Janeiro en 2008.

Au cours de l'exposé à la commission sur la partie économique, le président de la Banque centrale du Brésil a donné un aperçu de l'économie brésilienne et expliqué les raisons de la politique menée par la Banque centrale du Brésil en matière d'inflation, ses objectifs étant fixés à 4,5 % pour 2009 et 2010, puis 3,5 % pour les années 2011 à 2016.

RIO DE JANEIRO

Soutien

La candidature bénéficie du total soutien des trois échelons du gouvernement (district fédéral, État fédéré et ville), tous partis politiques confondus, ainsi que de celui du secteur privé.

Les Jeux profiteraient du Programme fédéral d'accélération de la croissance (PAC), doté d'un budget d'USD 240 milliards, prévoyant des investissements en infrastructure dans tout le pays qui auront un impact significatif sur le plan social.

Rio 2016 a informé la commission que le risque de mouvements de grève touchant les Jeux serait faible en raison des bonnes relations qu'entretient l'actuel gouvernement avec les syndicats. Trois grandes organisations syndicales ont apporté l'assurance écrite de leur soutien à l'organisation des Jeux.

Sondage d'opinion

Le sondage d'opinion publique commandé par le CIO révèle une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques de 2016 de 85 % pour Rio de Janeiro et de 69 % au niveau national.

ASPECTS JURIDIQUES

Garanties

Toutes les garanties requises par le CIO ont été fournies.

Législation

La législation brésilienne existante serait suffisante pour organiser les Jeux.

L'État et la Ville de Rio de Janeiro ont déjà voté des lois olympiques visant à faciliter le financement et les opérations des Jeux. Le gouvernement fédéral et les autorités des villes co-organisatrices sont en train d'adopter des lois olympiques similaires.

Structure du COJO et transition

La structure du COJO est expliquée en détail. La direction de l'organisme serait assurée par le Comité National Olympique. Le COJO serait une association civile non gouvernementale à but non lucratif. Il aurait son propre conseil, dont feraient partie au moins les membres du CIO au Brésil ainsi que des représentants du CNO, des athlètes et de la ville. Un conseil olympique, au sein duquel les trois niveaux de gouvernement seraient représentés, serait constitué pour superviser la coordination et les questions stratégiques de haut niveau. Une agence pour le développement olympique (ODA) serait créée par les trois niveaux de gouvernement afin d'assurer l'exécution des grands travaux, la livraison des infrastructures et la prestation des services gouvernementaux. D'autres agences, chargées du transport, du développement durable et de la sécurité, seraient rattachées à l'ODA.

Pour ce qui est de la transition entre le comité de candidature et le COJO, les enseignements des Jeux Panaméricains de 2007 seraient mis à profit.

IMMIGRATION ET FORMALITÉS DOUANIÈRES

Entrée dans le pays

L'entrée au Brésil se ferait sur la base d'un passeport en cours de validité et de la carte d'identité et d'accréditation olympique, conformément aux exigences du CIO.

Il existe un solide soutien de la part du gouvernement pour faciliter l'entrée au Brésil aussi bien avant que pendant les Jeux. L'entrée au Brésil pour les épreuves tests a été confirmée, des dispositions spéciales s'appliquant pour la délivrance des visas.

Permis de travail

Des permis seraient nécessaires pour tout le personnel des Jeux commençant à travailler à Rio de Janeiro plus d'un mois avant les Jeux. Il est prévu de délivrer gratuitement les permis de travail dans un délai de cinq jours.

Rio 2016 recruterait auprès des Ministères des Affaires étrangères et du Travail des fonctionnaires qui feraient office d'interlocuteurs uniques pour répondre aux demandes des différents groupes de clients concernant les visas et les formalités de travail au Brésil pour la durée des Jeux.

Importation de marchandises

Confirmation a été obtenue que l'importation, l'utilisation et la réexportation de toutes les marchandises requises pour les Jeux seraient exemptes de taxes. Le gouvernement fédéral allégerait les restrictions d'entrée concernant certains produits afin de garantir cette exonération de taxes. Cette réglementation s'appliquerait à l'occasion des épreuves tests et de toute autre entrée sur le territoire brésilien avant les Jeux.

ENVIRONNEMENT ET MÉTÉOROLOGIE

Plans et mesures

Rio de Janeiro élaborerait un plan de gestion de la durabilité (SMP) novateur pour les Jeux de 2016, intégrant des éléments économiques, environnementaux et sociaux dans son concept de « Jeux verts pour une planète bleue ». Ce plan serait étroitement lié au large éventail de programmes à long terme actuellement mis sur pied par les autorités municipales de Rio avec l'aide de l'État de Rio et du gouvernement fédéral.

Parmi les caractéristiques du plan de Rio, à noter l'assainissement et la régénération des cours d'eau et lacs de Rio dans le cadre de projets gouvernementaux pour la construction de nouvelles stations d'épuration et de traitement des eaux et le lancement de campagnes de sensibilisation.

L'héritage post-olympique prévoit également le reboisement de certains quartiers de la ville, une amélioration des normes relatives à la qualité de l'air, des transports publics plus performants et le lancement d'initiatives pilotes prévoyant notamment le recours à des techniques et matériaux de construction respectueux de l'environnement ainsi que la conduite de travaux de recherche au Centre d'entraînement olympique.

Le SMP propose des mesures en rapport avec les énergies renouvelables et les économies d'énergie : chauffage et piles solaires, carburants propres, Jeux neutres en carbone et directives pour des constructions et un approvisionnement écologiques.

Un projet serait également lancé pour aider financièrement les communautés défavorisées moyennant des programmes pour le recyclage des déchets solides, des plans de reboisement (avec trois millions d'arbres plantés) et l'utilisation des revenus provenant du marché des crédits carbone. La totalité (100 %) des déchets solides produits par les Jeux serait traitée et recyclée, ce qui profiterait directement aux communautés locales associées à ces projets.

RIO DE JANEIRO

Un vaste plan a été mis sur pied pour chaque zone des Jeux ainsi que pour les sites autres que de compétition et les infrastructures de liaison afin de maintenir à un minimum l'impact de la manifestation sur l'environnement.

Le niveau de production et d'utilisation des énergies propres est élevé à Rio : la majeure partie de l'électricité consommée provient de sources renouvelables ; la plupart des petits véhicules roulent à l'éthanol ; et tous les taxis de Rio utilisent le gaz naturel. La qualité de l'air s'en trouve ainsi grandement améliorée et les émissions de carbone réduites.

Bon nombre des programmes environnementaux liés aux Jeux étant rattachés à des actions gouvernementales plus vastes, l'efficacité de leur mise en œuvre reposerait sur une coopération étroite et une définition claire des rôles et responsabilités entre les trois niveaux de gouvernement, le COJO, l'Agence pour le développement olympique et sa division spéciale, l'Agence olympique pour le développement durable.

Le Brésil a ratifié le Protocole de Kyoto.

Qualité de l'air et de l'eau

La qualité de l'air satisfait aux valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) si ce n'est pour certains niveaux de particules dans certains quartiers de la ville. Ainsi qu'il en a informé la commission, le comité Rio 2016 est persuadé qu'avant 2016, grâce à des pratiques exigeant le recours à des carburants plus propres, les niveaux enregistrés seraient conformes aux valeurs guides de l'OMS.

L'eau potable répond aux normes de l'OMS.

Météorologie

Les conditions météorologiques moyennes aux dates proposées pour les Jeux sont satisfaisantes.

FINANCES

Budget du COJO

Rio de Janeiro propose un budget du COJO équilibré, avec des recettes et des dépenses d'environ USD 2,82 milliards. Conformément aux directives du CIO, aucune dépense en capital n'est comprise dans le budget du COJO.

La contribution du CIO et les revenus des parrainages TOP représentent 31 % du revenu total de Rio de Janeiro.

Le programme de parrainage national pour les Jeux Olympiques et Paralympiques est budgétisé à USD 570 millions (20 % des revenus).

Les recettes tirées de la billetterie et des licences totalisent USD 406 millions (14,4 % des revenus) tandis que les dons s'élèvent à USD 30 millions, soit 1,1 % des revenus.

Pour tenir la promesse de billets à des prix raisonnables et atténuer les pressions qui pèsent sur le programme de marketing, les autorités publiques ont décidé d'apporter USD 692 millions au budget du COJO (25 %) sous la forme de subventions. Ces subventions, qui généreraient une trésorerie positive, pourraient varier pour équilibrer le budget entre les recettes et les dépenses prévues.

Les plus grosses dépenses sont les opérations sur les sites, qui s'élèvent à USD 685 millions (24 % des dépenses), la main-d'œuvre des Jeux – USD 342 millions (12 %), la technologie – USD 488 millions (17 %), l'administration – USD 169 millions (6 %) et le transport – USD 165 millions (6 %).

Le budget dépenses comprend une réserve pour imprévus de USD 244 millions (9 % des dépenses).

Budget hors COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 11,1 milliards et comprend USD 5,5 milliards pour l'infrastructure de transport (aéroport, routes et voies ferrées), USD 1,2 milliard pour les systèmes de gestion environnementale, USD 770 millions pour l'alimentation et l'infrastructure électriques et USD 813 millions pour l'équipement de sécurité. Ce montant comprend également USD 479 millions pour les sites de compétition, USD 427 millions pour le village olympique, USD 812 millions pour le village des médias de Barra et USD 203 millions pour le CPP/CIRTV. Les coûts supplémentaires liés aux Jeux représentent USD 3,1 milliards.

Les représentants du gouvernement et Rio 2016 ont souligné que l'accueil des Jeux de 2016 accélérerait la transformation de la ville et que les Jeux bénéficieraient d'investissements d'infrastructure majeurs déjà prévus pour le développement à long terme de Rio et l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014.

Les trois niveaux du gouvernement (fédéral, État, Ville) ont garanti le financement et la livraison de l'infrastructure susmentionnée, sous l'autorité suprême du gouvernement fédéral.

Les postes du budget de fonctionnement hors COJO ont été identifiés et l'engagement a été pris qu'ils seraient fournis par les agences ou institutions gouvernementales respectives.

Garanties financières

Les trois niveaux du gouvernement ont garanti qu'ils fourniraient gratuitement au COJO tous les services de sécurité, de santé, de douane, d'immigration et autres services gouvernementaux, conformément à leurs responsabilités juridictionnelles. Par ailleurs, ils fourniraient gratuitement au COJO des sites détenus par le secteur public.

Une garantie couvrant un éventuel déficit budgétaire du COJO a été apportée par les trois niveaux du gouvernement, chacun couvrant un tiers de l'éventuel déficit.

Remarques complémentaires

Le COJO présente un budget équilibré et garanti de USD 2,82 milliards.

Même si le budget du COJO ne comprend aucune dépense d'investissement, USD 685 millions (représentant 24 % des dépenses) seraient nécessaires pour livrer les constructions temporaires sur les sites, les aménagements olympiques et les opérations, y compris les coûts de gestion des trois villages pour les médias et les officiels techniques (plus de 25 000 personnes).

Le budget a été bien préparé, de manière très détaillée. Les prévisions budgétaires sont bien étayées et documentées.

La commission est convaincue que l'économie brésilienne en pleine croissance sera en mesure de soutenir le développement de l'infrastructure nécessaire à la livraison des Jeux de 2016.

Le budget semble raisonnable et réalisable.

RIO DE JANEIRO

MARKETING

Accord sur le programme de marketing conjoint

L'accord sur le programme de marketing conjoint signé par la ville de Rio et le Comité Olympique Brésilien est conforme aux exigences du CIO.

Panneaux d'affichage et publicité

Conformément aux exigences du CIO, les garanties concernant les espaces publicitaires extérieurs et les tarifs y afférents ont été fournis par toutes les parties concernées.

S'agissant des espaces publicitaires à l'aéroport, des rénovations sont en cours à l'aéroport et un nouvel appel d'offres de concessions sera émis. La commission a reçu une garantie de Rio 2016 selon laquelle les exigences du CIO seraient remplies et qu'en cas de majoration, celle-ci serait absorbée par le COJO.

Protection des droits

Le Brésil dispose d'une législation existante qui protège les droits de propriété intellectuelle olympique, législation qui serait renforcée pour améliorer la rapidité des décisions et des réactions afin de soutenir la lutte contre le marketing sauvage.

Les autorités compétentes se sont engagées à mettre un terme au marketing sauvage et autres activités illégales de vente à la sauvette durant les Jeux.

Billetterie

Avec un total de 7,1 millions de billets, la billetterie de Rio fournirait 31 % de tous les billets pour les compétitions à moins de USD 20. Le prix moyen du billet, toutes épreuves confondues, serait de USD 36.

Les recettes générées par la billetterie sont estimées à USD 361 millions pour les Jeux Olympiques et USD 19 millions pour les Jeux Paralympiques, sur la base d'un pourcentage de vente de 81 % pour les Jeux Olympiques et de 74 % pour les Jeux Paralympiques. Compte tenu de l'expérience passée et en comparaison avec la tarification des billets de manifestations sportives appliquée à Rio et au Brésil, ces objectifs de revenus sont jugés réalisables.

Parrainage local et licences

La commission estime prudent l'objectif de revenus de USD 570 millions tirés du parrainage local pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, même en prenant en considération l'impact de la Coupe du monde du football 2014.

Les recettes générées par la vente de marchandises sous licence sont estimées à USD 45 millions, dont USD 5 millions provenant de programmes numismatiques et philatéliques.

Rio 2016 a indiqué que le marché publicitaire brésilien est le sixième plus important du monde, ce qui représente un marché potentiel important pour les parrainages et les licences à Rio de Janeiro et au Brésil.

D'un point de vue des parrainages, la commission se dit quelque peu préoccupée par la capacité des sponsors des Jeux à activer pleinement leurs programmes au Brésil durant une période de quatre ans, vu l'activité marketing autour de la Coupe du monde de football 2014.

Étant donné le potentiel du marché brésilien en pleine croissance, la hausse du revenu moyen des ménages et les ventes de billets satisfaisantes pour de grandes manifestations sportives, le plan de marketing et les objectifs de revenus sont jugés réalisables.

SPORTS ET SITES

Concept sportif

Le concept des Jeux repose sur l'utilisation des sites des Jeux Panaméricains de 2007, situés dans les quatre principales zones de sites et secteurs de développement de la ville. Il tient compte de la topographie et des prévisions de croissance de la ville et renforce l'idée d'offrir les Jeux à la communauté tout entière. Bon nombre des projets figurant dans le plan de développement de la ville seraient accélérés pour les Jeux Olympiques de 2016.

Le plan comprend plusieurs critères clés, dont l'excellence technique, l'utilisation de sites et infrastructures de transport existants, en faisant partager chaque fois que possible les sites entre les sports/disciplines, la garantie d'un héritage et d'un développement durable pour les nouveaux sites et la présentation de la beauté de la ville.

Distances du village olympique	Nombre de sites de compétition
< 10 km	14
11 – 20 km	4
21 – 30 km	5
31 – 40 km	5
41 – 50 km	1 (voile)
51 – 100 km	0
> 100 km	0
TOTAL (n'inclut pas quatre sites pour les matchs préliminaires de football)	29

Quatorze sites de compétition seraient à moins de 10 minutes du village olympique et sept sites entre 10 et 20 minutes. Le parc olympique serait à moins de cinq minutes du village et tous les sites à moins de 50 minutes.

Les quatre zones de sites sont les suivantes : la zone de Barra (14 sites), la zone de Copacabana (4 sites), la zone de Maracanã (4 sites) et la zone de Deodoro (7 sites).

Le cœur du projet de Rio 2016 est la zone de Barra qui verrait concourir près de 50 % des athlètes et qui comprend le parc olympique de 90 hectares avec dix sites olympiques. Il y a trois sites existants : l'arène olympique de Rio et le centre aquatique Maria Lenk, construits pour les Jeux Panaméricains, ainsi que le vélodrome qui serait largement rénové pour répondre aux normes olympiques. Par ailleurs, en adaptant et agrandissant les installations permanentes au centre d'entraînement olympique, Rio 2016 offrirait six sites supplémentaires et un site temporaire pour le hockey.

Pour construire le parc olympique, environ 300 familles qui, selon Rio 2016, vivent dans des installations illégales, seraient relogées.

Le stade João Havelange accueillerait les compétitions d'athlétisme et le stade Maracanã de 90 000 places assises les cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi que les finales du football. Ces deux stades existent déjà. L'idée d'avoir deux sites différents pour les cérémonies et l'athlétisme permettrait d'éviter de devoir faire une transition très rapide entre la cérémonie d'ouverture et l'athlétisme.

Les quatre zones seraient reliées entre elles par un réseau de transport de grande capacité, avec un métro, des lignes ferroviaires de banlieue, un système de transport rapide par bus et un réseau de voies olympiques.

Les seuls sites situés en dehors de Rio de Janeiro sont ceux du football dans les villes co-organisatrices, à savoir Brasília, Belo Horizonte, Salvador et São Paulo.

Il y aurait 29 sites d'entraînement (27 existants, un nouveau et un temporaire) commodément situés à moins de 15 minutes du village olympique pour 68 % des athlètes.

RIO DE JANEIRO

État des constructions

Il y aurait en tout 33 sites : 10 sites existants ne nécessitant pas de travaux de constructions permanentes, huit existants nécessitant des travaux de constructions permanentes, sept prévus et à construire indépendamment des Jeux, deux nouveaux sites permanents supplémentaires à construire si Rio de Janeiro se voyait décerner les Jeux Olympiques, et six sites temporaires.

État des constructions	Nombre de sites de compétition
Sites existants (pas de travaux de constructions permanentes nécessaires)	10
Sites existants (travaux de constructions permanentes nécessaires)	8
Sites prévus (indépendamment des Jeux)	7
Sites supplémentaires permanents (dépendants des Jeux)	2
Sites supplémentaires temporaires (dépendants des Jeux)	6
TOTAL (comprend quatre sites pour les matchs préliminaires de football)	33

Le stade João Havelange (athlétisme) verrait sa capacité accrue de manière permanente de 45 000 à 60 000 spectateurs.

Caractéristiques des sites / Points particuliers

Le Brésil tirerait de solides avantages sur le plan de l'héritage sportif avec les initiatives suivantes : bourses pour athlètes, bourses du centre d'entraînement olympique, nouvelles installations d'entraînement et formation des officiels techniques nationaux. Il y aurait également des projets novateurs en termes d'héritage pour la jeunesse avec le X Park (nouveaux sites pour le VTT, le BMX et le slalom en canoë-kayak).

Expérience sportive

Au cours des dix dernières années, Rio de Janeiro a organisé des compétitions internationales dans 18 des 26 sports olympiques d'été et le Brésil dans 22.

Rio de Janeiro a organisé des événements multisportifs de grande envergure (deux éditions des Jeux continentaux) et organisera les Jeux militaires mondiaux en 2011 ainsi que la Coupe du monde de football en 2014.

JEUX PARALYMPIQUES

Concept

Les Jeux Paralympiques se dérouleraient du 7 au 18 septembre. Ils débuteraient le jour de l'indépendance, jour de fête nationale afin de marquer cet événement et d'optimiser la fréquentation des Jeux.

Rio de Janeiro a développé son concept autour du thème « *Vivez votre passion* » et utiliserait les Jeux pour instiller un changement au sein de l'environnement social, physique et urbain du pays. Ces Jeux seraient le catalyseur du développement du sport paralympique, non seulement dans la ville même, mais aussi à travers tout le Brésil et auraient une influence positive sur la naissance d'aspirations paralympiques dans toute l'Amérique du Sud. Les Jeux seraient présentés comme faisant partie d'un festival de 60 jours et promus comme une célébration de la communauté toute entière, reflétant la personnalité et le style de vie de la ville et de ses habitants. Le but est de tirer parti des Jeux Paralympiques pour créer une société plus inclusive, érigeant le sport et les athlètes paralympiques en modèles. En outre, une bourse d'un montant de USD 7,5 millions serait créée pour soutenir les athlètes brésiliens handicapés ainsi que les athlètes originaires d'autres pays sud-américains.

Budget

Le budget présenté pour les Jeux Paralympiques est de USD 170 millions, la ville et les gouvernements fédéral et national s'engageant à couvrir tout éventuel déficit. Dans le cadre des revenus globaux, USD 73 millions proviendraient de subventions publiques.

Comité d'organisation

Rio 2016 mettrait en place une structure de gestion olympique/paralympique complètement intégrée, avec une représentation au conseil d'administration du Comité National Paralympique. Un département paralympique serait créé afin de superviser l'intégration structurelle et un responsable en charge de l'accessibilité serait engagé pour s'assurer de la conformité avec toutes les exigences

dans ce domaine. La ville de Rio tirerait également partie de son expérience suite à l'organisation et l'accueil des Jeux Paralympiques Panaméricains en 2007.

Sports et sites

Les Jeux Paralympiques utiliseraient les sites des Jeux Olympiques dans les quatre zones de Barra, Copacabana, Maracanã et Deodoro. Onze sports/disciplines se dérouleraient au Parc olympique, qui serait le centre névralgique des Jeux dans la zone de Barra et à 10 minutes du village paralympique. Un site d'entraînement au sein de la zone et adjacent au village serait également disponible comme centre d'entraînement pour huit sports paralympiques. Le Centre Principal de Presse (CPP) et le Centre International de Radio-télévision (CIRTV) se trouveraient également dans cette zone.

Un anneau de transport relierait toutes les zones, avec des voies paralympiques spécifiques qui fonctionneraient pendant les Jeux et lors de la transition pour les Jeux Paralympiques.

Le stade de Maracanã comprenant 90 000 places assises accueillerait les cérémonies d'ouverture et de clôture. Les épreuves d'athlétisme se dérouleraient au stade João Havelange, également situé dans la zone Maracanã.

Rio 2016 s'est engagé à organiser des épreuves tests pour 20 sports paralympiques.

Services aux Jeux

Les organisateurs se sont mis d'accord avec le Comité International Paralympique sur les exigences pour la conception et l'accessibilité des sièges du site. Ils se sont également engagés à fournir le même niveau de service aux clients paralympiques qu'aux clients olympiques. Les transports publics seraient gratuits pour toutes les personnes accréditées aux Jeux.

RIO DE JANEIRO

Des plans seraient élaborés pour transformer l'excédent d'espace sur le site utilisé par les médias diffuseurs pendant les Jeux Paralympiques en plateformes assises accessibles additionnelles pendant les Jeux Paralympiques.

Les athlètes paralympiques seraient hébergés aux six premiers étages des appartements du village qui en compteraient 12. Chaque bâtiment serait desservi par quatre ascenseurs, deux d'entre eux seraient agrandis pour permettre l'accès des fauteuils roulants. Les appartements du village ont été pensés pour permettre un bon espace de circulation pour les athlètes et chacun d'entre eux dispose d'une salle de bain complètement accessible.

Médias et communications

Le CPP/CIRTV des Jeux Olympiques serait également utilisé pour les Jeux Paralympiques. Il serait bien situé, dans la zone de Barra et proche d'un certain nombre de sites de compétition. Rio 2016 a confirmé que les médias paralympiques seraient logés dans des hôtels plutôt que dans le village des médias utilisés lors des Jeux Olympiques, à un prix fixe de USD 150 par chambre et par nuit.

Remarques complémentaires

Les projets les plus significatifs en matière d'héritage sont le centre d'entraînement olympique, un centre d'entraînement et de compétition très performant au service des athlètes dans toutes les disciplines olympiques et paralympiques, et les programmes dans les communautés voisines visant à encourager la participation au sport et un mode de vie sain.

VILLAGE(S) OLYMPIQUE(S)

Emplacement / concept

Rio 2016 propose un plan bien pensé pour le village olympique. Le site occupe 75 hectares et comprendrait 34 blocs d'appartements, chacun haut de 12 étages.

Il y aurait un centre d'entraînement au village olympique proposant des zones d'entraînement pour 11 sports olympiques et huit sports paralympiques, y compris une piste d'athlétisme de 400 m, une piscine et des installations intérieures toutes situées au sein du périmètre de sécurité du village.

En outre, le Parc du village olympique, à 600 m du village et relié par un pont sécurisé, disposerait de courts de tennis, de terrains de volleyball de plage et de football et permettrait les activités aquatiques, notamment la planche à voile et le canoë/kayak.

Une plage, à dix minutes en bus navette, serait exclusivement à la disposition des résidents du village olympique.

Soixante-treize pour cent des athlètes vivraient à 25 minutes au maximum de leurs sites de compétition, et 46 % d'entre eux à dix minutes. Le temps maximum de trajet depuis le village olympique pour chaque athlète serait de 50 minutes.

Les palefreniers et les vétérinaires seraient logés sur le site équestre. Les villes co-organisatrices du football ont prévu un hébergement pour les athlètes et officiels dans des hôtels à proximité immédiate des sites de compétition.

Aménagement du village

Le terrain du village olympique est détenu par l'un des plus grands promoteurs immobiliers du Brésil, lequel s'est engagé à construire le village.

Le propriétaire/promoteur immobilier du site proposé pour le village olympique a garanti que les représentants du COJO seraient engagés dans la supervision du développement global et de l'héritage du village afin de veiller à sa conformité avec les exigences olympiques.

Le financement de l'aménagement est complètement garanti par la Federal Savings Bank du Brésil (propriété du gouvernement fédéral), le gouvernement fédéral faisant office de « réassureur ». Le village serait à la disposition du COJO un an avant les Jeux.

Organisation du village

Près de 17 700 lits seraient disponibles pendant les Jeux Olympiques avec un espace moyen de 22 m² par résident et 8 000 lits pour les Jeux Paralympiques. Ces deux capacités d'hébergement répondent aux exigences du CIO.

Le restaurant principal pourrait accueillir quelque 5 500 athlètes et serait situé près du centre de transport. Des points de restauration supplémentaires seraient situés tout le long d'une rue piétonne.

Les véhicules pour le transport dans le village olympique seraient non polluants. Une zone de parking réservée aux CNO et CNP serait également disponible près du centre de transport, à proximité immédiate du restaurant principal.

Utilisation post-olympique

Le village olympique serait par la suite transformé en quartier résidentiel fondé sur le modèle utilisé pour les Jeux Panaméricains de 2007, permettant des habitations de moyen et haut standing dans une zone en rapide expansion de la ville.

Subventions de voyage pour les délégations des CNO

Rio 2016 s'est engagé à prendre à sa charge le coût des billets d'avion en classe économique pour les athlètes et officiels d'équipe autorisés à séjourner dans le village olympique.

En outre, Rio 2016 participerait aux coûts de fret des chevaux, bateaux, coques d'aviron, canoë/kayak, pistolets, armes et munitions pour les épreuves de tir.

RIO DE JANEIRO

SERVICES MÉDICAUX ET CONTRÔLE DU DOPAGE

Généralités

La commission a noté avec satisfaction que Rio de Janeiro serait en mesure d'offrir à tous les visiteurs des soins de santé de haut niveau.

Soins de santé olympiques

Le village olympique disposerait d'une polyclinique multidisciplinaire fournissant aux résidents une gamme complète de soins médicaux de base.

Des soins médicaux gratuits seraient offerts à la famille olympique et paralympique pendant les Jeux dans 30 hôpitaux publics et privés. Rio 2016 a désigné cinq hôpitaux avec 730 lits pour les athlètes, les FI, les CNO/CNP et le CIO/IPC, tous situés dans un rayon de 25 km au maximum du village olympique.

Les spectateurs recevraient les premiers secours et des services médicaux d'urgence gratuitement sur les sites des Jeux.

Les médecins d'équipe seraient autorisés à fournir des services médicaux à leurs délégations.

Contrôle du dopage

Le Brésil a signé la déclaration de Copenhague de l'AMA et ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport. Le gouvernement brésilien a pris une résolution en mai 2004 afin d'établir des réglementations de base pour le contrôle du dopage au Brésil.

L'agence brésilienne antidopage (ABA) a été créée en 2008. Le Brésil dispose d'un laboratoire accrédité par l'AMA situé au sein de l'Université fédérale de Rio de Janeiro.

Le dopage dans le sport n'est pas considéré comme une infraction criminelle au Brésil. La législation brésilienne permet aux autorités concernées de coopérer dans le cadre d'enquêtes portant sur certains aspects du dopage dans le sport.

Chevaux

Tous les chevaux doivent être mis en quarantaine pendant 14 jours dans leur pays d'origine. Des exceptions peuvent être accordées, sous certaines conditions, afin de permettre une mise en quarantaine gratuite sur le site équestre. Un laboratoire reconnu par la FEI est situé au Jockey Club de São Paulo.

L'accueil des Jeux Panaméricains de 2007 à Rio a permis des améliorations significatives dans les procédures d'importation, de soins et d'exportation des chevaux.

SÉCURITÉ

Responsabilité et structure de commandement

Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du Ministère de la Justice, assumerait l'ultime responsabilité financière et opérationnelle de la sécurité des Jeux.

Le Secrétariat national chargé de la sécurité publique (SENASP) du Ministère de la Justice serait responsable de la sécurité. Si Rio de Janeiro obtenait les Jeux Olympiques, une direction de la sécurité serait créée au sein de Rio 2016 et travaillerait en coopération avec le SENASP et d'autres agences du gouvernement afin de mener à bien les opérations de sécurité pendant les Jeux.

Personnel de sûreté et de sécurité

Le personnel de sécurité des Jeux serait recruté parmi les différentes agences et organisations gouvernementales. L'effectif du personnel semble suffisant. La ville de Rio a acquis une expérience supplémentaire grâce à l'organisation des Jeux Panaméricains en 2007, expérience qui sera renforcée par l'organisation de la Coupe du monde du football en 2014 et les Jeux militaires mondiaux en 2011.

Remarques complémentaires

La ville de Rio reconnaît qu'elle doit faire face à des enjeux sécuritaires et se lance dans un projet ambitieux afin d'améliorer les ressources, la technologie et la formation de ses forces de police d'ici à 2012.

Une présentation complète, faisant intervenir le SENASP, a démontré à quel point une sécurité publique accrue et une réduction de la criminalité ont pu être atteintes à Rio ces dernières années. Ce résultat a été obtenu grâce à un changement d'approche, à des programmes de politique communautaire et à des programmes sociaux comprenant des activités sportives afin de mieux intégrer les zones défavorisées de Rio, réduire le crime et faire davantage participer les jeunes au sport. Rio a mené des opérations de sécurité réussies pour de grands événements et accueille chaque année quelque deux millions de personnes lors de son Carnaval et lors des célébrations de la Saint-Sylvestre.

RIO DE JANEIRO

HÉBERGEMENT

Généralités

Le plan d'hébergement de Rio offre un inventaire total de plus de 48 000 chambres garanties, respectant ainsi les exigences imposées par le CIO, et repose sur une analyse des besoins futurs de la ville. Comme la ville n'a pas besoin d'un nombre important d'hébergements supplémentaires en hôtel, le plan comprend environ 13 000 chambres d'hôtel garanties, 25 000 chambres dans des villages nouvellement construits, 8 500 chambres sur des bateaux de croisière et 1 700 chambres dans des résidences hôtelières.

En tout, environ 20 000 chambres garanties sont situées dans un rayon de 10 km du centre des Jeux et 25 000 dans un rayon de 10–50 km. Les chambres garanties restantes se trouvent dans les autres villes co-organisatrices.

Il n'y a pas de séjour minimal requis.

Il y a environ 22 000 chambres d'hôtel existantes ou prévues dans un rayon de 50 km du centre des Jeux.

Tarifs des chambres

Le tarif des chambres 2016 pour le CIO serait de USD 320 pour une chambre simple ou double dans les hôtels cinq étoiles SL (super-luxe) ou cinq étoiles et de USD 280 dans les hôtels quatre étoiles. Dix hôtels répartis sur 5 km à Copacabana et Ipanema fourniraient les 1 800 chambres requises. Les tarifs des chambres dans les hôtels et les villages pour tous les groupes de clients comprennent le petit-déjeuner et les taxes.

Les tarifs maximums des chambres (en dollars 2016) pour les autres groupes de clients, taxes et petit-déjeuner inclus, seraient les suivants :

5 étoiles SL	590
5 étoiles	499
4 étoiles	333
3 étoiles	250
2 étoiles	166

Une formule avec un taux d'indexation de 5 % par an a été utilisée pour obtenir le tarif maximum garanti en 2016. Si le tarif 2016 devait être inférieur au tarif maximal indiqué ci-dessus, Rio 2016 a garanti que le tarif le plus bas serait appliqué.

Soixante pour cent des hôtels qui ont fourni des garanties ont inclus une clause de renégociation en ce qui concerne les tarifs. Cela pourrait présenter un risque.

Les tarifs des chambres sur les bateaux de croisière seraient conformes aux tarifs maximums des chambres d'hôtel dans les différentes catégories. S'ils devaient être plus élevés, le COJO s'est engagé à apporter les subventions nécessaires.

Hébergement des médias

Les médias seraient logés dans trois villages nouvellement construits dans les zones de Barra, Maracanã et Deodoro, à proximité immédiate des sites sportifs. Les villages seraient de la qualité d'un hôtel trois étoiles. Un tarif de USD 150 par chambre et par nuit, taxes et petit-déjeuner inclus, est garanti. Il y aurait un service de restauration et un service en chambre 24 heures sur 24 et Rio 2016 a indiqué qu'il y aurait un personnel suffisant pour faire fonctionner les villages.

Le village des médias de Barra hébergerait 85 % des représentants accrédités des médias pour les Jeux Olympiques dans approximativement 15 000 chambres. Tous les médias seraient logés dans des appartements comprenant deux chambres. Certains appartements disposeraient également d'une pièce supplémentaire faisant office de bureau. Une partie du village de Barra serait segmentée afin d'héberger d'autres groupes de clients (tels que les officiels supplémentaires des CNO, le personnel d'assistance aux sponsors et la main-d'œuvre).

Outre le village des médias de Barra, un hôtel situé dans le complexe du CPP/CIRTV offrirait 400 chambres de niveau quatre étoiles.

Par ailleurs, 2700 chambres supplémentaires seraient disponibles dans des hôtels réservés aux médias dans les zones de Barra, Copacabana et Maracanã.

Les représentants des médias aux Jeux Paralympiques seraient logés au même tarif de USD 150 dans des hôtels plutôt que dans le village des médias.

Si l'emplacement du village des médias de Barra est commode pour le CPP/CIRTV, la commission pense toutefois qu'il sera difficile de gérer le plan d'hébergement des médias, en particulier pour fournir efficacement tous les services nécessaires à une telle concentration de médias dans ce village.

Attribution des chambres

Avec une telle diversité d'hébergements, l'attribution des chambres dans les hôtels et les villages a été conçue pour loger les différents groupes de clients près des sites et de leurs lieux de travail. Les bateaux de croisière seraient principalement utilisés pour les partenaires TOP, les sponsors des CNO et du COJO, ainsi que pour certains diffuseurs.

Remarques complémentaires

Les lettres fournies par les compagnies de croisière concernant la mise à disposition de navires montrent uniquement l'intérêt de ces dernières à participer au projet, mais la procédure de réservation standard pour les paquebots et la situation actuelle du marché font qu'il est difficile à ce stade d'obtenir des garanties pour 2016.

Les lettres d'intention concernant les résidences hôtelières proviennent des opérateurs car les appartements dans ces résidences appartiennent à différents propriétaires.

RIO DE JANEIRO

TRANSPORT

Concept

Le concept de l'infrastructure de transport olympique de Rio de Janeiro 2016 repose sur un projet visant à créer d'ici à 2016 un « anneau de transport à haute performance » reliant les quatre zones de la ville de part et d'autre du parc national de Tijuca : depuis les zones très peuplées de Maracanã au centre et de Deodoro au nord-ouest jusqu'à la zone en forte croissance de Barra au sud-ouest et Copacabana.

Tous les moyens de transport public seraient utilisés pour desservir au mieux les quatre zones olympiques et leurs environs : métro, réseau ferroviaire de banlieue rénové et trois nouvelles lignes rapides d'autobus totalisant 70 km.

Cette nouvelle infrastructure moderne ainsi que les quelque 300 km de voies olympiques testées durant les Jeux Panaméricains de 2007 assureraient durant les Jeux des temps de trajet rapides vers les sites pour la famille olympique et les spectateurs.

Accès depuis l'étranger

Les plans d'extension nécessaires de l'aéroport international de Rio porteront la capacité actuelle de celui-ci, qui est de 15 millions de passagers par an, à 25 millions d'ici à 2014. L'aéroport national Santos Dumont est situé près du centre-ville et assure des liaisons aériennes très fréquentes avec São Paulo. Ces deux aéroports auraient la capacité nécessaire pour absorber le trafic généré par les Jeux Olympiques.

L'aéroport international de São Paulo serait aussi une porte d'accès aux Jeux depuis l'étranger, les transferts sur Rio étant facilités pour la famille olympique et les spectateurs internationaux.

Des voies olympiques entre l'aéroport international de Rio et les quatre zones olympiques contribueraient à maintenir les temps de trajet à destination et en provenance de ces zones en dessous de 40 minutes.

Infrastructure

Le développement de l'infrastructure de transport, dont l'achèvement est prévu pour 2016, est vaste. Il comprend cinq projets de transport :

- l'extension et la rénovation de l'aéroport international de Rio (USD 400 millions) ;
- l'achèvement de l'autoroute de contournement de Rio et d'autres projets routiers dans la zone de Barra et autour du stade João Havelange (USD 600 millions) ;
- l'extension et le renforcement de la capacité du réseau ferroviaire de banlieue et du métro (USD 1,31 milliard) ;
- la création de trois lignes rapides d'autobus d'une longueur totale de 70 km reliant les quatre zones olympiques au parc olympique de Barra (USD 1,23 milliard) ;
- un nouveau matériel roulant pour le réseau ferroviaire de banlieue (70 %), le métro (15 %) et les lignes rapides d'autobus (15 %) – USD 1,35 milliard.

Tous les projets prévus et les investissements y afférents sont totalement garantis, avec un financement apporté par les trois niveaux du gouvernement.

Opérations olympiques de transport

Les quatre caractéristiques les plus importantes des opérations olympiques de transport proposées par Rio 2016 sont les suivantes :

- le nouvel anneau de transport public de Rio, intégrant le métro, le réseau ferroviaire de banlieue et les lignes rapides d'autobus, serait l'épine dorsale du système de transport de Rio 2016 pour les spectateurs, la main-d'œuvre accréditée et les volontaires ;
- un réseau de voies olympiques de 300 km, reliant l'aéroport aux quatre zones olympiques ainsi qu'à tous les sites de compétition et autres, garantirait des temps de trajet raisonnables pour les personnes accréditées ;

- un ensemble de mesures de gestion du trafic est prévu, dont un système de restriction journalière des véhicules en fonction des plaques d'immatriculation, pour réduire jusqu'à 30 % le trafic régulier ;
- un transport public gratuit dans tout Rio pour tous les membres de la famille olympique, la main-d'œuvre accréditée et les spectateurs munis d'un billet.

Il est noté que les plus gros pôles générateurs de trafic aux Jeux – les stades Maracanã et João Havelange – sont déjà desservis par le rail et que les lignes et les gares ferroviaires seraient rénovées avant les Jeux de 2016.

Le budget de USD 165 millions affecté aux opérations de transport semble raisonnable.

Remarques complémentaires

L'anneau de transport public de Rio de Janeiro serait une infrastructure importante qui laisserait un solide héritage social à la ville, en améliorant les liaisons entre les zones défavorisées de la ville et les secteurs qui offrent des perspectives d'emplois et de loisirs.

Le réseau de lignes rapides d'autobus reliant Ipanema à la zone de Barra serait la seule infrastructure de transport importante dépendante des Jeux et serait essentiel aux opérations Jeux.

TECHNOLOGIE

Télécommunications

Les télécommunications au Brésil sont un marché en plein essor, ouvert et concurrentiel. Le secteur privé envisage d'investir USD 85 milliards dans ce domaine d'activité. La commission estime que Rio de Janeiro serait à même de répondre aux besoins des Jeux.

Contrôle des fréquences

Le Ministère des Communications est chargé, à travers l'agence nationale des télécommunications (ANATEL), d'allouer et de contrôler les fréquences, qu'il s'est engagé à fournir gratuitement. ANATEL a acquis de l'expérience en la matière lors des Jeux Panaméricains de 2007.

Remarques complémentaires

Grâce au programme « Rio, une ville connectée – en tout temps, en tout lieu » actuellement mis en place par les autorités municipales, toute la ville sera équipée en Wi-Fi d'ici à 2010, avec des points d'accès gratuit dans les lieux publics et les quartiers à bas revenus.

Des services Wi-Fi seraient proposés gratuitement au CPP/CIRTV, au village olympique et sur tous les sites.

RIO DE JANEIRO

OPÉRATIONS MÉDIAS

Projet

Le CPP et le CIRTV seraient installés dans un bâtiment neuf situé au cœur du Parc olympique, à dix minutes à pied du village principal des médias, dans le même périmètre de sécurité, et à proximité de dix sites de compétition. Le CIRTV serait séparé du CPP, mais les deux centres partageraient néanmoins certains services et installations : aire de stationnement, plateforme de transport, certains restaurants et zones commerciales.

Le CIRTV aurait une superficie de 85 000 m². Il serait adjacent au CPP. Les deux centres disposeraient d'une aire de stationnement de 1300 places. Le CPP aurait une superficie de 55 000 m². La taille des bâtiments abritant le CPP et le CIRTV ainsi que les conditions d'accès avant les Jeux répondent aux exigences du CIO.

Rio 2016 a précisé que la conception et la construction du complexe où seraient situés le CPP et le CIRTV tiendraient compte des besoins et technologies des nouveaux médias. Ce complexe serait équipé de générateurs électriques et de sous-stations supplémentaires.

Transport des médias

Rio 2016 mettrait à la disposition des médias accrédités un réseau complet de bus reliant tous les sites, notamment le CPP/CIRTV, le village principal des médias à Barra ainsi que tous les autres hôtels et villages réservés aux médias.

Les services de transport des médias entreraient en fonction 15 jours avant la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques et s'arrêteraient quatre jours après la clôture des Jeux Paralympiques.

La principale plateforme de transport pour les médias serait située dans le complexe abritant le CPP/CIRTV.

Un accès de site sécurisé à site sécurisé permettrait aux médias d'accéder au CPP/CIRTV depuis leurs villages – ce qui réduirait les contrôles de sécurité nécessaires.

Législation et taxes

Rio 2016 a déclaré que la législation du travail serait amendée ou ferait l'objet d'une dérogation afin que les médias et diffuseurs travaillant pour les Jeux ne soient pas pénalisés avant et pendant les Jeux.

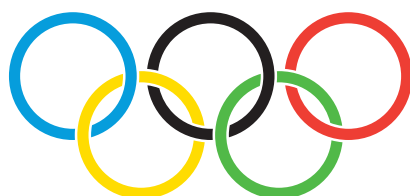
Le comité de candidature s'est engagé à lever les droits de douane sur l'importation et la réexportation du matériel utilisé à l'occasion des Jeux.

MADRID



MADRID2016

CANDIDATE CITY



MADRID

VISION, HÉRITAGE, COMMUNICATION ET CONCEPT GÉNÉRAL DES JEUX

Madrid propose d'organiser les Jeux Olympiques du 5 au 21 août 2016.

La vision de Madrid 2016 est axée sur la régénération sociale et physique – une vision mise en relief par la devise «*des Jeux avec une touche humaine*» et un emblème constitué d'une main ouverte, représentant le « caractère ouvert de la ville et de sa population ». Le plan d'héritage durable couvre cinq domaines clés – sportif, social, économique, culturel et environnemental – ce qui, comme le déclare Madrid 2016, est conforme aux tout derniers travaux réalisés dans le cadre des Nations Unies qui placent l'individu au centre du développement.

La motivation de Madrid pour accueillir les Jeux est ancrée dans sa volonté d'amener au peuple d'Espagne, voire au-delà, les valeurs du sport et de l'Olympisme parallèlement aux autres avantages à long terme, en adoptant une approche bidimensionnelle de l'héritage sportif : l'aménagement concret d'installations et des mesures plus générales en faveur du développement des sports afin d'encourager la communauté à pratiquer un sport et promouvoir l'excellence.

Madrid 2016 déclare que l'accueil des Jeux permettra de mettre en avant les cultures hispanique et méditerranéenne.

La réalisation, la gestion et le suivi du « Plan sur l'héritage » au cours des 20 prochaines années seraient assurés par la « Commission pour l'héritage », une société à but non lucratif issue d'un partenariat mixte entre gouvernement et secteur privé. Le contrôle serait effectué selon des points de référence liés aux indicateurs d'impact des Jeux Olympiques (OGI).

Le concept des Jeux repose sur l'emplacement des principales installations olympiques, dont une bonne partie existe déjà comme le centre de tennis (la « Boîte magique ») et le stade de football Santiago Bernabéu. Madrid 2016 propose un projet extrêmement compact, avec un accès aisé aux transports publics et des villages à proximité des

installations existantes. Il est fait bon usage de pratiques de construction et de réhabilitation à la fois économiquement viables et respectueuses de l'environnement.

Le concept comprend deux zones : la zone principale (ou noyau), soit « le cœur » des Jeux, à l'est de la ville, à proximité de l'aéroport, regroupant le village olympique, le CPP/CIRTV et 13 sites accueillant 18 sports/disciplines ; et la zone de la rivière, soit « les poumons » des Jeux, à l'ouest, regroupant 10 sites qui accueilleraient 12 sports/disciplines. La zone de la rivière fait l'objet d'un vaste projet de régénération visant à créer de nouveaux espaces verts sur une bande de 20 km pour en faire une zone naturelle de détente et de loisirs sportifs dont la ville a bien besoin.

Tous les sites de compétition (à l'exception du tir et de la voile), le village olympique et le CPP/CIRTV se situeraient dans un rayon de 10 km du centre-ville, ce qui n'entraînerait que de brefs trajets pour les athlètes. Les épreuves de voile se dérouleraient à Valence, à 361 km de distance.

Le concept engloberait en outre d'autres éléments tels que le programme culturel de Madrid 2016 tirant parti de la richesse culturelle existante de la ville, sans oublier les lieux de festivités et autres occasions de faire la fiesta dans le but de transformer Madrid en « village olympique ». Le concept général et les activités spécifiques mériteraient d'être développés.

Le programme éducatif de Madrid 2016 repose sur la très bonne initiative « Génération 16 » lancée par le Comité olympique espagnol. Axée sur la promotion de l'Olympisme et du sport, cette initiative se compose de quatre volets destinés chacun à des tranches d'âge différentes : « Débute dans le sport (0-16 ans) », « Joue au sport » (17-32), « Travaille pour le sport » (33-65) et « Encore plus de sport » (les plus âgés). L'intention de Madrid 2016 à travers ce programme est d'amener le sport dans la vie quotidienne des Madrilènes.

CLIMAT ET STRUCTURE POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Le plan, la vision et le concept sportif de Madrid 2016 sont bien construits, très compacts, le tout étayé par l'expérience de la ville en matière de manifestations sportives et l'existence d'une infrastructure et de sites sportifs. L'impact au niveau social, à travers les programmes sportifs communautaires et l'utilisation post-olympique du village olympique, appartenant à la ville et qui serait entièrement reconverti en logements sociaux, constitue un point fort du projet de Madrid 2016.

Les trois échelons du gouvernement – national, régional et municipal – ont tous apporté leur solide soutien ainsi que des engagements financiers et couvriraient un éventuel déficit budgétaire du COJO.

Toutefois, le dossier de candidature et la documentation annexée, de même que la structure administrative proposée pour des Jeux à Madrid en 2016, n'apportent pas la preuve d'une totale compréhension de la nécessité de délimiter clairement les rôles et responsabilités, sur le plan financier entre autres, entre les différentes parties prenantes pour assurer en temps voulu une transition efficace vers la constitution du COJO, ni des exigences en termes de gestion des opérations pour concrétiser la vision, le concept et les plans de ces Jeux.

Il y a eu une participation importante du Comité Olympique Espagnol et des athlètes dans la planification du projet de Madrid 2016.

Programme de communication

Madrid 2016 propose un plan de communication sur 15 ans qui durerait jusqu'en 2024, estimant que les avantages et l'héritage induits par les Jeux devraient faire l'objet d'un suivi complet et être communiqués à la collectivité. Le plan vise à promouvoir les valeurs olympiques et la compréhension des Jeux et à intégrer ces valeurs dans la vie courante des citoyens.

Population

La population espagnole se monte à 45 millions d'habitants au total. L'agglomération de Madrid compte 6 millions d'habitants et la ville de Madrid proprement dite environ 3 millions.

Structure / responsabilité politique

L'Espagne est une monarchie parlementaire, le souverain étant le chef de l'État. Le Premier ministre est le chef du gouvernement, en tant que dirigeant du parti majoritaire au parlement.

L'Espagne est divisée en régions dont fait partie la Communauté autonome de Madrid. La Municipalité de Madrid, moteur de la candidature, est l'autorité chargée de gérer et d'administrer la ville de Madrid.

Pays membre de l'Union européenne (UE), l'Espagne est soumise à la législation européenne, ce qui aurait un impact sur l'organisation des Jeux.

Économie

L'Espagne est la huitième puissance économique mondiale avec un PIB qui s'élevait en 2007 à USD 1400 milliards environ (source : Banque mondiale). Madrid 2016 indique que le PIB 2008 de la ville s'élève à EUR 133 milliards.

Le taux moyen d'inflation entre 2010 et 2016 est estimé à 1,1–2,2 % par an.

Soutien

Le gouvernement espagnol, le gouvernement régional de Madrid et la municipalité de Madrid soutiennent tous la candidature, de même que les gouvernements respectifs des villes co-organisatrices. Le projet inspire une forte unité politique et jouit d'un solide soutien de la part de tous les partis.

MADRID

La Chambre de commerce et les syndicats sont représentés au sein de la «Fondation Madrid 16», dirigée par le maire de Madrid.

Sondage d'opinion du CIO

Le sondage d'opinion publique commandé par le CIO révèle une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques de 2016 de 85 % pour Madrid et de 86 % au niveau national.

ASPECTS JURIDIQUES

Garanties

Toutes les garanties requises par le CIO ont été fournies. Dans certains des documents remis par les autorités nationales et régionales, il était stipulé que les garanties s'appliqueraient « dans le cadre de leurs pouvoirs ». Cette restriction risque de limiter l'efficacité de ces garanties.

Législation

Le cadre législatif espagnol serait suffisant pour soutenir l'organisation des Jeux. Une ordonnance spéciale permettant le financement et le déroulement des Jeux serait adoptée.

Structure du COJO et transition

Un groupement d'intérêt public chargé d'organiser et de livrer les Jeux serait constitué. Il aurait la même structure que celle mise en place à l'occasion des Jeux Olympiques de 1992 à Barcelone et d'autres grands événements sportifs organisés en Espagne.

Madrid 2016 a déclaré que la forme de coopération actuelle qui prévaut entre le CNO et les trois niveaux de gouvernement associés à la candidature de Madrid s'appliquerait également au COJO.

Les rôles et responsabilités au sein du groupement d'intérêt public devraient être clairement définis afin d'appuyer la transition et les opérations Jeux. Cette question devrait être approfondie afin que le groupement d'intérêt public puisse commencer à travailler rapidement.

IMMIGRATION ET FORMALITÉS DOUANIÈRES

Entrée dans le pays

L'entrée en Espagne pour les citoyens de l'Union européenne (UE) se ferait sur la base d'un passeport en cours de validité et d'une carte d'identité, comme c'est le cas actuellement.

L'entrée sur le territoire espagnol pour les citoyens hors UE se ferait sur la base d'un passeport en cours de validité et de la carte d'identité et d'accréditation olympique. Bien que l'Espagne soit soumise à la législation européenne, la commission est convaincue, sur la base des déclarations du gouvernement espagnol, que les précédents d'Athènes et de Turin s'appliqueraient et que toutes les dispositions nécessaires seraient prises pour permettre l'entrée des citoyens hors UE.

Pour les épreuves tests, la réglementation habituelle en matière de visa serait appliquée, mais aucun frais d'établissement ne serait prélevé. Un bureau au sein du COJO faciliterait la procédure d'obtention des visas pour les CNO.

Permis de travail

Les citoyens de l'UE n'ont pas besoin de permis de travail. Ils devraient néanmoins s'inscrire auprès des autorités compétentes.

Les citoyens hors UE devraient demander un permis de travail par l'intermédiaire du COJO. Les demandes pour des séjours de plus de 90 jours seraient traitées selon une procédure accélérée.

Importation de marchandises

Les marchandises requises pour les Jeux pourraient être importées, utilisées et réexportées exemptes de taxes et autres droits, pour autant que la réglementation douanière européenne soit respectée.

Remarques complémentaires

Les demandes pour le dédouanement et les autorisations nécessaires en matière d'immigration seraient adressées à l'UE. Sur la base de l'expérience d'Athènes et de Turin, les agréments devraient être obtenus 12 mois avant les Jeux Olympiques de 2016.

MADRID

ENVIRONNEMENT ET MÉTÉOROLOGIE

Plans et mesures

Madrid 2016 prévoit un programme complet consacré à l'environnement et à la durabilité, associant des paramètres d'ordre économique, social et environnemental. Le comité de candidature a élaboré un guide environnemental détaillé afin de s'assurer que les questions écologiques sont pleinement prises en compte, d'optimiser la protection de l'environnement et de minimiser l'impact des Jeux sur le milieu naturel.

La ville de Madrid dispose d'un éventail de politiques et mesures environnementales efficaces, destinées notamment à réduire les émissions de carbone et à diminuer la pollution atmosphérique, sans oublier un vaste réseau de recyclage et de traitement poussé de l'eau. Plusieurs programmes communautaires regroupant des mesures environnementales et des campagnes de sensibilisation en relation avec la pratique sportive sont également en place.

Le concept des Jeux repose sur un important programme de rénovation et de revitalisation urbaines, avec une intégration du projet d'infrastructure olympique et des zones prévues pour les Jeux dans les stratégies de planification municipales et régionales.

Un pour cent du budget alloué par les autorités publiques à chaque projet de construction olympique serait versé à un Fonds olympique destiné à financer l'insertion sociale, la protection de la biodiversité et les programmes sportifs de la communauté. Qui plus est, quatre pour cent des fonds serviraient au financement de mesures écologiques dans le cadre des projets de construction pour les Jeux.

À noter au nombre des initiatives prises en matière d'environnement et de développement durable, et en relation avec l'héritage post-olympique : un village olympique qui serait transformé en logements sociaux appartenant à la

ville, bâtis et aménagés selon des normes de durabilité ; et la régénération de 780 hectares d'espaces verts pour le sport et les loisirs. 100 % de l'énergie consommée sur les sites olympiques proviendrait de sources renouvelables. Le COJO entend recycler 100 % des déchets produits par les Jeux.

Madrid 2016 vise l'organisation de Jeux neutres en carbone moyennant des émissions réduites à leur minimum et la mise sur pied d'un programme pour le calcul et la compensation du volume total des émissions.

Les opérations Jeux se dérouleraient dans le respect de la Charte verte du sport espagnol et conformément au programme « Pour de grands événements plus verts » adopté par plusieurs villes européennes, programme auquel la ville de Madrid participe.

L'Espagne a ratifié le Protocole de Kyoto.

Qualité de l'air et de l'eau

La qualité de l'air est conforme aux valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'eau potable répond elle aussi aux normes de l'OMS.

Météorologie

Les conditions météorologiques moyennes sont satisfaisantes dans l'ensemble.

Madrid 2016 a déclaré que les éventuels effets préjudiciables dus au niveau élevé des températures moyennes aux dates proposées pour les Jeux seraient compensés par les faibles niveaux d'humidité. Le calendrier des compétitions devrait être adapté en conséquence.

FINANCES

Budget du COJO

Madrid propose un budget du COJO équilibré, avec des recettes et des dépenses d'environ USD 2,67 milliards. Conformément aux directives du CIO, aucune dépense en capital n'est comprise dans le budget du COJO.

La contribution du CIO et les revenus des parrainages TOP représentent 38 % du revenu total de Madrid.

Le programme de parrainage national pour les Jeux Olympiques et Paralympiques est budgétisé à USD 659 millions (25 % des revenus).

Les recettes tirées de la billetterie et des licences totalisent USD 630 millions (24 % des revenus) tandis que les dons s'élèvent à USD 4,2 millions, soit 0,2 % des revenus.

Les plus grosses dépenses sont les opérations sur les sites, qui s'élèvent à USD 514 millions (19 % des dépenses), la main-d'œuvre – USD 326 millions (12 %), la technologie – USD 492 millions (18 %), l'administration – USD 271 millions (10 %), les cérémonies et la culture – USD 207 millions (8 %). Les dépenses de transport sont estimées à USD 94 millions (3,5 %).

Le budget dépenses comprend une réserve pour imprévus de USD 98 millions (4 % des dépenses).

Budget hors COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 3,44 milliards, dont USD 2,36 milliards représentent des coûts supplémentaires liés aux Jeux. Ces coûts supplémentaires comprennent USD 464 millions pour les sites de compétition, USD 314 millions pour les routes et voies ferrées, USD 1,22 milliard pour le village olympique, USD 132 millions pour le village des médias et USD 226 millions pour l'hébergement.

À l'exception d'une part limitée des coûts liés à la sécurité, à la santé et aux systèmes de gestion environnementale, les postes du budget de fonctionnement hors COJO ne sont pas indiqués mais les agences ou institutions gouvernementales respectives se sont engagées à le faire.

Garanties financières

Les trois niveaux du gouvernement (national, État, Ville) ont garanti qu'ils fourniraient gratuitement au COJO tous les services de sécurité, de santé, de douane, d'immigration et autres services gouvernementaux, conformément à leurs responsabilités juridictionnelles.

Par ailleurs, les trois niveaux du gouvernement fourniraient gratuitement au COJO des sites de compétition et autres détenus par le secteur public.

Madrid 2016 a également confirmé que les sites du parc des expositions IFEMA et les deux sites détenus par le Real Madrid (basketball et football) seraient fournis gratuitement au COJO.

Comme demandé par le CIO, une garantie couvrant un éventuel déficit budgétaire du COJO a été apportée par les trois niveaux du gouvernement, chacun couvrant un tiers de l'éventuel déficit.

Remarques complémentaires

Madrid 2016 présente un budget COJO équilibré et garanti de USD 2,67 milliards. Les trois niveaux du gouvernement se sont engagés à apporter une subvention de USD 120 millions pour les Jeux Paralympiques, chacun garantissant un tiers.

MADRID

Dans un certain nombre de secteurs opérationnels complexes spécifiques aux Jeux Olympiques tels que le transport, le dossier de candidature manque de clarté concernant le budget et montre une compréhension limitée des exigences olympiques. Cependant, le budget global présenté devrait permettre à Madrid 2016 de livrer les Jeux en adéquation avec sa vision.

Le fonds de réserve est peu élevé par rapport aux éditions précédentes des Jeux, mais la commission pense que des marges financières confortables existent grâce à des estimations prudentes des recettes marketing.

Dans l'ensemble, le budget semble raisonnable et réalisable.

MARKETING

Accord sur le programme de marketing conjoint

L'accord sur le programme de marketing conjoint signé par la ville de Madrid et le Comité Olympique Espagnol est conforme aux exigences du CIO.

Panneaux d'affichage et publicité

Conformément aux exigences du CIO, les garanties concernant les espaces publicitaires extérieurs et les tarifs y afférents ont été fournis par toutes les parties concernées.

Protection des droits

L'Espagne dispose d'une législation existante qui protège les droits de propriété intellectuelle olympique, législation qui serait renforcée pour soutenir la lutte contre le marketing sauvage en améliorant la rapidité des décisions et des réactions dans ce domaine.

Les autorités compétentes se sont engagées à mettre un terme au marketing sauvage et autres activités illégales de vente à la sauvette durant les Jeux.

Billetterie

Avec un total de 7,9 millions de billets, Madrid fournirait 50 % de tous les billets pour les compétitions à moins de USD 50. Le prix moyen du billet, toutes épreuves confondues, serait de USD 83.

Les recettes générées par la billetterie sont estimées à USD 507 millions pour les Jeux Olympiques et USD 55 millions pour les Jeux Paralympiques, sur la base d'un pourcentage de vente de 76,5 % pour les Jeux Olympiques et de 74 % pour les Jeux Paralympiques. En comparaison avec la tarification des billets d'un grand nombre de manifestations sportives tenues précédemment à Madrid et en Espagne, ces objectifs de revenus sont jugés réalisables.

Parrainage local et licences

Madrid 2016 s'est fixé l'objectif prudent de USD 659 de revenus tirés du parrainage local.

Les recettes générées par la vente de marchandises sous licence sont estimées à USD 105 millions. Par ailleurs, USD 17 millions de recettes supplémentaires seraient issues des programmes numismatiques et philatéliques et USD 24 millions de deux loteries spéciales, dont les revenus sont garantis par le gouvernement national.

Étant donné l'étendue du marché et reconnaissant le nombre de manifestations sportives tenues ces dernières années à Madrid et en Espagne, la commission juge le plan de marketing local et les objectifs de revenus réalisables.

SPORTS ET SITES

Concept sportif

Le concept compact des Jeux repose sur deux zones, la zone centrale et la zone de la rivière. Tous les sites de compétition à l'exception de ceux du tir et de la voile seraient à moins de 10 km du centre-ville, avec un accès facile à l'aéroport par la route et les transports publics. Le plan s'aligne sur les plans stratégiques à long terme de la ville, laissant de nouveaux sites sportifs en héritage.

Les sites de compétition seraient répartis en deux zones :

- la zone centrale à l'est de la ville : noyau IFEMA (sept sites) et noyau du parc olympique (Promenade) (six sites) ;
- la zone de la rivière à l'ouest de la ville : noyau du Club de Campo – Villa de Madrid (trois sites) et noyau de Casa de Campo (quatre sites). La zone de la rivière comprend également trois sites indépendants.

En dehors de ces zones, il y a quatre sites.

Distances du village olympique	Nombre de sites de compétition
< 10 km	14
11 – 20 km	13
21 – 30 km	0
31 – 40 km	0
41 – 50 km	0
51 – 100 km	0
> 100 km	1 (voile)
TOTAL (n'inclut pas cinq sites pour les matchs préliminaires de football)	28

Dix-sept sites de compétition seraient à moins de 10 minutes du village olympique et 10 sites de compétition entre 10 et 20 minutes.

MADRID

Les sites suivants seraient situés en dehors de Madrid : celui de la voile à Valence (361 km du village olympique) et ceux du football dans les villes co-organisatrices, à savoir Barcelone, Cordoue, Malaga, Merida et Palma de Majorque.

Il y aurait 40 sites d'entraînement, 11 nouveaux et 29 existants, tous à moins de 20 minutes du village olympique.

État des constructions

Madrid propose 33 sites. Dix-sept existent et ne nécessitent pas de travaux de constructions permanentes, six existent et nécessitent des travaux de constructions permanentes, deux sites seront construits indépendamment des Jeux et six nouveaux sites permanents ainsi que deux sites temporaires sont dépendants des Jeux.

État des constructions	Nombre de sites de compétition
Sites existants (pas de travaux de constructions permanentes nécessaires)	17
Sites existants (travaux de constructions permanentes nécessaires)	6
Sites prévus (indépendamment des Jeux)	2
Sites supplémentaires permanents (dépendants des Jeux)	6
Sites supplémentaires temporaires (dépendants des Jeux)	2
TOTAL (comprend cinq sites pour les matchs préliminaires de football)	33

Caractéristiques des sites / Points particuliers

Les plans de Madrid 2016 concernant la construction du site de l'aviron, de la course en ligne en canoë / kayak et de la natation en eaux libres supposeraient la démolition et la reconstruction d'un pont à six voies au-dessus du parcours. La commission pense que cela entraînerait d'importantes difficultés sur les plans opérationnel et financier.

La proposition d'adapter le stade olympique d'une capacité de 65 000 places assises du football à l'athlétisme présenterait des problèmes de conception et de construction, problèmes qui n'ont pas été pris en considération selon la commission.

Si l'UCI a approuvé l'emplacement du site du BMX, la commission pense qu'il faudrait de plus amples consultations en ce qui concerne les plans spécifiques au site, étant donné la taille de ce dernier.

Expérience sportive

Au cours des dix dernières années, Madrid a organisé des compétitions internationales dans 18 des 26 sports olympiques d'été et l'Espagne dans 23.

JEUX PARALYMPIQUES

Concept

Les Jeux Paralympiques se dérouleraient du 9 au 20 septembre. Il y aurait une période de transition de neuf jours entre la clôture du village olympique et l'ouverture du village paralympique le 2 septembre.

Madrid 2016 considère les Jeux Paralympiques comme l'élément le plus visible et le plus concret du concept de ses « Jeux avec une touche humaine ». Le concept vise à faire de Madrid une ville modèle en matière d'intégration sociale, avec des Jeux catalyseurs de la régénération sociale. Ce but est renforcé par l'accent mis sur l'accessibilité et l'engagement envers des principes universels en termes de conception pour la construction des sites aussi bien pour les Jeux Olympiques que Paralympiques.

Budget

Madrid 2016 a prévu un budget de USD 176 millions pour les Jeux Paralympiques. Les trois niveaux de gouvernement ont pris un engagement financier ferme pour les Jeux Paralympiques de USD 120 millions, chacun d'entre eux garantissant USD 40 millions.

Comité d'organisation

Le COJO disposerait d'une structure intégrée de gestion et de gouvernance pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Un département spécifique consacré aux Jeux Paralympiques serait créé au sein de la structure du COJO et son directeur serait membre du conseil d'administration du COJO. Il est également proposé que le Comité Paralympique Espagnol fasse partie de la structure du COJO et que le Comité International Paralympique soit représenté au sein du comité consultatif du COJO.

Sports et sites

Le plan des sites est compact et les sites seraient facilement accessibles pour les athlètes et les spectateurs. La plupart des sites des Jeux Paralympiques seraient situés dans la zone principale ou la zone de la rivière, avec 85 % des athlètes concourant sur des sites localisés dans un rayon de 5 km du village paralympique. Le site de la voile, situé à Valence, serait le site le plus éloigné, à une heure et demie de train à grande vitesse en 2016.

Le village paralympique se trouverait à 500 m du stade paralympique dans la zone centrale et près de la majorité des sites sportifs ainsi que du CPP/CIRTV. Les autres sites de compétition pour l'aviron, le tennis en fauteuil roulant, le tir à l'arc et l'équitation seraient, quant à eux, situés dans la zone de la rivière.

Les sites d'entraînement seraient également proches des sites de compétition et du village paralympique. Toutes les épreuves paralympiques, à l'exception du cyclisme sur route, se dérouleraient sur les mêmes sites que les épreuves olympiques. Des critères de conception favorisant l'accessibilité ont été inclus dans les plans de tous les sites, dès leur conception, marquant ainsi le passage des Jeux Olympiques aux Jeux Paralympiques.

Madrid 2016 propose l'organisation de dix épreuves tests internationales pour les Jeux Paralympiques, en plus d'un certain nombre d'épreuves nationales dans les sports paralympiques qui se dérouleraient avant les Jeux.

Services aux Jeux

Le village olympique serait également utilisé comme village paralympique. Il serait situé à proximité du CPP/CIRTV et du stade paralympique. Le village serait adapté et reconfiguré afin de répondre aux besoins des athlètes paralympiques.

MADRID

L'hôtel de la famille paralympique serait également situé dans la zone du Parc olympique, près du stade principal.

Madrid dispose d'un système de transports publics vaste et accessible. Des voies paralympiques seraient également créées, et le réseau de voies olympiques adapté pour respecter le plan des sites paralympiques. Une commission de transport paralympique serait créée pour les Jeux. Sa mission consisterait à superviser les opérations de transport pour tous les groupes de clients paralympiques.

Médias et communication

Le village des médias pendant les Jeux Olympiques, comptant 5000 chambres, serait utilisé pendant les Jeux Paralympiques. Le complexe comprenant des bâtiments de catégorie quatre étoiles proposerait un hébergement à USD 240 par chambre par nuit.

Les officiels des Jeux Paralympiques seraient hébergés au village, mais dans une section séparée.

Le CPP/CIRTV serait le même pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Remarques complémentaires

Un centre d'entraînement paralympique dernier cri serait construit et ce, indépendamment des Jeux. Le site accueillera le siège du Comité Paralympique Espagnol et disposerait de nombreuses installations d'entraînement pouvant être utilisées par plusieurs centaines d'athlètes.

VILLAGE(S) OLYMPIQUE(S)

Emplacement / concept

Le village olympique serait construit sur un terrain de 46 hectares. La zone résidentielle serait constituée de 18 bâtiments de hauteurs différentes variant de 3 à 15 étages. Il y aurait 16 hectares de parc, un lac et des jardins ainsi que des pistes cyclables et de jogging. Un centre de fitness dans la zone résidentielle comprendrait un gymnase, un spa et des zones de loisirs.

Quatre-vingts pour cent des athlètes vivraient à dix minutes au maximum des sites de compétition, et 52 % d'entre eux à cinq minutes. Le temps maximum de trajet depuis le village olympique pour chaque athlète logeant à Madrid serait de 20 minutes.

La conception, la construction ainsi que les travaux du village tiendraient compte de critères de durabilité, avec notamment un chauffage et une climatisation centralisés grâce à l'utilisation d'une installation énergétique écologique, un système direct de collecte et de traitement des déchets et d'économie et de recyclage de l'eau.

Il y aurait également un passage sécurisé du village olympique au Parc olympique.

L'hébergement dans les villes co-organisatrices du football se ferait dans des hôtels de catégorie quatre étoiles, situés à proximité des sites de compétition.

Madrid 2016 a proposé d'héberger les athlètes des épreuves de voile et les officiels d'équipe à Valence dans 480 chambres réparties dans trois hôtels existants de catégorie quatre étoiles. La commission a estimé que cette proposition devait être plus amplement examinée afin de s'assurer qu'un village olympique supplémentaire, avec tous les services requis, serait fourni.

Les palefreniers et les vétérinaires seraient hébergés sur le site équestre.

Aménagement du village

Le site proposé pour le village olympique appartient à la ville de Madrid. Une garantie a été donnée pour l'utilisation du terrain et le concept proposé par Madrid 2016 s'inscrit bien dans le cadre du plan directeur de la ville en faveur d'un mode de vie durable. La ville de Madrid a garanti le financement intégral ainsi que la construction du village olympique qui serait remis sans loyer au COJO.

Organisation du village

Le village olympique disposerait de 17 800 lits pour les athlètes et officiels et pourrait héberger des officiels supplémentaires. Pour les Jeux Paralympiques, 7 170 lits seraient disponibles. Le village offrirait des chambres de 18,3 m² par personne pendant les Jeux Olympiques et de 20,7 m² pendant les Jeux Paralympiques, respectant ainsi les exigences du CIO.

Le restaurant principal aurait une capacité d'accueil de 6 000 places. En outre, trois autres points de restauration situés autour du village pourraient accueillir 1 200 personnes.

Le parc automobile interne du village olympique serait équipé de véhicules électriques/solaires. Cette énergie serait produite dans le village.

Quatre zones de parking spécifiques en bordure du village sont proposées afin de répondre aux besoins des CNO/CNP.

Une station de métro située tout à côté du site du village olympique permettrait un accès facile au centre-ville.

Usage post-olympique

À la fin des Jeux, la zone résidentielle serait transformée en logements sociaux dont le propriétaire restera la ville de Madrid. Sur les 18 bâtiments formant le village olympique, deux deviendraient des hôtels et un autre serait reconverti en résidence pour personnes âgées. Quinze pour cent des propriétés restantes seraient attribués à des athlètes espagnols en activité et 85 % seraient disponibles à la location en tant que logements sociaux, permettant ainsi un bon héritage des Jeux à Madrid. Le centre réservé aux CNO serait transformé en école.

Subventions de voyage pour les délégations des CNO

Madrid 2016 s'engage à prendre à sa charge le coût des billets d'avion en classe économique pour les athlètes et officiels d'équipe autorisés à séjourner dans le village olympique. De plus, Madrid 2016 a confirmé qu'un montant équivalent à 15 % de la subvention serait alloué aux coûts de fret.

MADRID

SERVICES MÉDICAUX ET CONTRÔLE DU DOPAGE

Généralités

La commission a noté avec satisfaction que Madrid serait en mesure d'offrir à tous les visiteurs des soins de santé de haut niveau.

Soins de santé olympiques

Le village olympique disposerait d'une polyclinique multi-disciplinaire fournissant aux résidents une gamme complète de soins médicaux de base.

Quatre hôpitaux ont été prévus avec plus de 4600 lits. Ils seraient situés à 15 km au maximum du village olympique et offrirait gratuitement des soins médicaux aux membres de la famille olympique et paralympique pendant les Jeux.

Les spectateurs recevraient les premiers secours et des services médicaux d'urgence gratuitement sur les sites des Jeux.

Les médecins d'équipe seraient autorisés à fournir des services médicaux à leurs délégations.

Contrôle du dopage

L'Espagne a signé la déclaration de Copenhague de l'AMA et ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport. Une nouvelle agence espagnole antidopage a été créée en 2008.

Madrid dispose d'un laboratoire accrédité par l'AMA pour le contrôle du dopage, lequel est situé au centre-ville.

En Espagne, la législation antidopage a été révisée par un décret royal le 17 avril 2009 avec un amendement spécifique portant sur la disponibilité des athlètes pour les contrôles. La commission n'a pas pu déterminer si cette nouvelle législation permettait aux sports espagnols ou aux autorités de lutte contre le dopage d'être en totale conformité avec le Code de l'AMA. Il est important que ce point soit éclairci.

En Espagne, le dopage est une infraction en vertu de l'article 39 du Code pénal. Il s'agit effectivement d'une infraction pour l'entourage de l'athlète d'administrer ou de suggérer l'utilisation de substances ou de méthodes interdites par les autorités antidopage. L'athlète concerné recevrait une sanction administrative, tel que stipulé par l'AMA. Les autorités nationales coopéreraient avec les agences antidopage.

Chevaux

L'Institut municipal de recherche médicale à Barcelone serait le laboratoire accrédité par la FEI pour effectuer les analyses des échantillons équins.

Les chevaux entrant en Espagne, en provenance de pays de l'UE, n'auraient besoin que d'un certificat de bonne santé établi par un vétérinaire ainsi que d'un passeport. Les chevaux en provenance de pays hors UE devraient, en plus du certificat et du passeport mentionnés ci-dessus, être mis en quarantaine dans leurs pays respectifs, en fonction du pays d'origine des animaux.

SÉCURITÉ

Responsabilité et structure de commandement

Le gouvernement espagnol, par l'intermédiaire de son Ministère de l'Intérieur, assumerait l'ultime responsabilité financière et opérationnelle de la sécurité des Jeux.

Une structure de commandement unifiée, la Commission supérieure de sécurité olympique, placée sous la direction du Ministère de l'Intérieur, prendrait toutes les décisions de politique. Une commission de sécurité et de planification olympiques définirait la stratégie à adopter et une division de sécurité olympique serait responsable des opérations.

Personnel de sûreté et de sécurité

Madrid et l'Espagne ont une excellente infrastructure en matière de sécurité ainsi qu'un bon système de sûreté publique et des forces de sécurité bien entraînées et équipées. Madrid est en mesure de fournir le niveau de sécurité et de sûreté nécessaire aux Jeux.

Remarques complémentaires

Le gouvernement espagnol a affirmé qu'il était convaincu que Madrid pourrait organiser des Jeux sûrs en 2016 étant donné la bonne expérience et les leçons tirées, non seulement par les forces de sécurité espagnoles, mais aussi madrilènes lors de sérieux incidents en termes de sécurité par le passé, lesquels ont contribué à l'amélioration des ressources et de l'équipement.

HÉBERGEMENT

Généralités

Le plan d'hébergement de Madrid offre un inventaire total de plus de 52 000 chambres garanties, respectant ainsi les exigences imposées par le CIO. Cela comprend 40 000 chambres d'hôtel et 12 400 autres chambres dont 5000 seraient situées dans un village des médias temporaire.

Il y a environ 38 000 chambres d'hôtel garanties existantes ou prévues dans un rayon de 10 km du centre des Jeux et 9000 chambres dans un rayon de 50 km. Les chambres garanties restantes se trouvent dans les villes accueillant les compétitions de football et de voile.

Il n'y a pas de séjour minimal requis.

Il y a environ 46 000 chambres d'hôtel existantes ou prévues dans un rayon de 50 km du centre des Jeux.

Tarifs des chambres

Les tarifs des chambres simples ou doubles (taxes et petit-déjeuner inclus) en USD 2016 pour le CIO seraient les suivants :

Hôtels grand luxe	574
5 étoiles	399
4 étoiles	336

Le dossier de candidature de Madrid indique que la famille olympique serait logée dans 10 hôtels. Durant la visite de la commission, Madrid 2016 a indiqué que ce nombre a été réduit à quatre hôtels, entièrement réservés à la famille olympique.

MADRID

Les tarifs des chambres simples et doubles (taxes et petit-déjeuner inclus) en USD 2016 pour les autres groupes de clients seraient les suivants :

Hôtels grand luxe	665
5 étoiles	455
4 étoiles	385
3 étoiles	301
2 étoiles	231

Les tarifs susmentionnés sont fixes et ont été calculés selon une formule basée sur le prix moyen en 2008 avec un taux d'inflation annuel de 4 % plus une majoration olympique de 10 %. Si les tarifs en 2016 devaient être inférieurs à ceux anticipés par la formule, Madrid 2016 s'est engagée à renégocier avec l'Association des hôteliers pour s'assurer que le tarif le plus bas serait appliqué. La commission pense que le COJO risquerait de devoir faire face à la résistance de l'Association des hôteliers à cet égard.

Les tarifs des chambres ont été calculés sur la base d'un taux de change EUR/USD de 1,40, ce qui représente un risque pour les différents clients en termes de fluctuation des devises.

Hébergement des médias

Un village des médias temporaire, composé de bâtiments modulaires et démontables, serait construit pour les Jeux à côté du CPP/CIRTV. Après les Jeux Paralympiques, les bâtiments seraient démontés et déplacés pour être utilisés comme logements sociaux.

Toutes les chambres offriraient des services tels que blanchisserie, service en chambre et accès Internet. Toutefois, les hôtes du village des médias utiliseraient les salles de restauration du CPP/CIRTV. Il y aurait 5000 chambres accessibles aux personnes handicapées, une sur cinq étant double, ce qui permettrait de loger plus de 6000 représentants accrédités des médias.

Le tarif des chambres au village des médias serait de USD 240, taxes et petit déjeuner inclus.

Parmi les autres possibilités d'hébergement pour les médias : un certain nombre d'hôtels à proximité des sites de compétition et à divers tarifs, le plus bas (hôtel deux étoiles) étant garanti à USD 231 la nuit en 2016. Des résidences universitaires seraient également mises à disposition à ce tarif, que la commission juge élevé.

Il n'y aurait pas de séjour minimal pour les médias.

Attribution des chambres

L'attribution des chambres tient compte de l'emplacement des sites et de l'intégration au vaste réseau de transport public.

Remarques complémentaires

Des mesures de contrôle des prix s'appliqueraient aux services fournis dans les hôtels garantis (salles de réunion, nourriture et boissons, téléphones, blanchisserie et parking) sur la base des tarifs en juin 2015, plus une majoration de 10 % maximum.

L'Association des hôteliers a confirmé que le système de contrôle des prix susmentionné s'appliquerait également aux tarifs des chambres pour les spectateurs (tarif 2015 plus majoration de 10 % maximum).

TRANSPORT

Concept

Madrid dispose d'un des meilleurs systèmes de transport en Europe, avec un vaste réseau moderne d'autoroutes urbaines, un métro et un réseau ferroviaire de banlieue denses et efficaces, ainsi qu'un aéroport international rénové. Quatre lignes ferroviaires à grande vitesse relieront Madrid aux villes co-organisatrices (à l'exception de Palma de Majorque).

Madrid propose un concept compact des Jeux avec tous les sites, à l'exception d'un, situés dans un rayon de 10 km du centre-ville. Les temps de trajet entre la zone centrale et la zone de la rivière seraient d'une manière générale inférieurs à 25 minutes.

Accès depuis l'étranger

Madrid est desservie par l'aéroport international de Barajas qui a été récemment agrandi et qui a la capacité nécessaire pour absorber tout le trafic généré par les Jeux Olympiques.

L'aéroport dispose d'une liaison ferroviaire rapide avec le centre-ville (15–20 minutes) et le parc des expositions IFEMA, un des principaux noyaux de sites de compétition (moins de 10 minutes). Une deuxième liaison ferroviaire de banlieue avec l'aéroport de Barajas est en construction et desservira le centre-ville ainsi que le CPP/CIRTV proposé à cinq minutes de l'aéroport.

Infrastructure

Le réseau routier et autoroutier de Madrid est encore en cours d'amélioration après 25 années d'un essor important. Il s'agit essentiellement d'investissements en faveur de l'environnement, tels que l'enfouissement de plusieurs tronçons de l'autoroute M30. Un investissement total de USD 3,1 milliards est prévu pour le réseau routier entre 2009 et 2013, indépendamment des Jeux.

La priorité est donnée actuellement à l'extension du métro et du réseau ferroviaire de banlieue ainsi qu'à de nouveaux services, avec USD 1,78 milliard d'investissement prévu entre 2009 et 2016.

En outre, si Madrid se voit décerner les Jeux, un investissement de USD 264 millions serait affecté spécialement à l'amélioration de l'accessibilité des sites olympiques, avec sept nouvelles stations de métro et gares ferroviaires de banlieue pour les nouveaux sites de compétition et le village olympique.

Les liaisons de transport entre les noyaux de sites olympiques et l'amélioration de l'accessibilité des sites grâce au transport ferroviaire entre 2009 et 2016 ont été expliquées plus en détail lors de la visite de la commission, ce qui a permis de mieux comprendre le projet.

Dans l'ensemble, l'infrastructure de transport aurait la capacité nécessaire pour absorber le trafic généré par les Jeux Olympiques en 2016.

Opérations olympiques de transport

Les quatre caractéristiques les plus importantes des opérations olympiques de transport proposées par Madrid 2016 sont les suivantes :

- un accès à tous les sites olympiques par le transport ferroviaire ;
- un vaste réseau de voies olympiques ;
- un système de réduction du trafic ;
- un transport public gratuit pour toutes les personnes accréditées et les spectateurs munis d'un billet (pas de parking pour les spectateurs sur les sites).

MADRID

Pour mettre pleinement en œuvre la politique de Madrid 2016 visant un accès à tous les sites olympiques entièrement par les transports publics, sept nouvelles gares – desservant le noyau du parc olympique, le village olympique, le nouveau site de l'aviron ainsi que d'autres sites – viendraient renforcer le système ferroviaire déjà bien développé.

Le réseau proposé de voies olympiques comprendrait 358 km de voies réservées à la circulation olympique, principalement sur les autoroutes urbaines de Madrid.

Un système de réduction du trafic serait mis en place durant les Jeux Olympiques en profitant de la diminution du trafic durant les vacances d'été (généralement autour de 20 %) et de l'utilisation des transports publics (30 %). En outre, des mesures telles que la restriction des poids lourds durant la journée et des programmes encourageant l'utilisation des parkings relais dans la périphérie de Madrid faciliteraient les opérations olympiques de transport.

Le trajet aller-retour en train à grande vitesse pour le site de la voile à Valence serait gratuit pour toutes les personnes accréditées.

Le budget de USD 94 millions affecté aux opérations olympiques de transport semble peu élevé par rapport à l'ampleur et à la qualité des services de transport public et olympique prévus. De plus amples informations seraient requises concernant les plans durant les Jeux.

TECHNOLOGIE

Télécommunications

L'infrastructure des télécommunications est bien développée et l'Espagne est à même de répondre aux besoins des Jeux. Depuis la déréglementation de 1998, le marché des télécommunications est ouvert et concurrentiel.

D'importants investissements sont prévus dans la technologie 4G (réseaux mobiles de quatrième génération) et LTE (*Long Term Evolution*), ainsi que dans le réseau en fibres optiques. La couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile continuera de s'étendre.

Madrid 2016 a déclaré que le gouvernement espagnol s'était engagé à réaliser tous les investissements dans l'infrastructure de télécommunications requise pour les Jeux.

Contrôle des fréquences

À travers son agence chargée des communications, le Ministère de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce gère l'attribution des fréquences radio et des licences, ainsi que le domaine des transmissions radio. Il a également fourni la garantie requise concernant l'attribution des fréquences à titre gratuit.

Remarques complémentaires

Des services de télécommunications sans fil seraient proposés gratuitement à tous les résidents des villages olympique, paralympique et des médias, ainsi qu'aux personnes travaillant au CPP/CIRTV.

OPÉRATIONS MÉDIAS

Projet

Le CPP et le CIRTV seraient situés dans deux nouvelles halles adjacentes au parc des expositions existant de Madrid (IFEMA), dans la zone centrale des Jeux. Le noyau de l'IFEMA accueillerait sept sports. Le site du CPP/CIRTV serait proche du Parc olympique.

La mise à disposition de 100 000 m² pour le CIRTV et de 70 000 m² pour le CPP répondrait aux exigences du CIO.

Transport des médias

Un service de bus serait assuré entre les hôtels, le village des médias et le CPP/CIRTV, ainsi qu'à destination des sites de compétition, avec des horaires établis en fonction des besoins des médias. Il y aurait également un service spécial pour le transport du matériel entre le CPP/CIRTV et les sites de compétition.

Un accès de site sécurisé à site sécurisé permettrait aux médias d'accéder au CPP/CIRTV depuis leur village – ce qui réduirait les contrôles de sécurité nécessaires – et un service de transport spécial serait à leur disposition à l'intérieur des zones entre les sites de compétition.

Des trains à grande vitesse avec des wagons réservés aux médias relierait chacune des villes co-organisatrices à Madrid (à l'exception de Palma de Majorque).

Législation et taxes

Les médias accrédités et le personnel d'assistance basé temporairement en Espagne pour des missions liées aux Jeux ne seraient pas soumis à la législation du travail espagnole.

Les marchandises requises pour les Jeux pourraient être importées, utilisées et réexportées exemptes de droits de douane, pour autant que la réglementation européenne soit respectée.

RÉSUMÉS

La commission tient à remercier les quatre villes candidates pour leur engagement envers le Mouvement olympique. La commission a vraiment été impressionnée par la qualité des quatre villes candidates et le CIO peut être très fier que des villes si prestigieuses souhaitent accueillir les Jeux Olympiques en 2016.

Après avoir réalisé une évaluation technique approfondie et visité chacune des quatre villes candidates, la commission estime que si chacune de ces villes pourrait organiser les Jeux en 2016, chaque projet présente ses risques et ses perspectives que la commission doit clairement signaler aux membres du CIO avant qu'ils n'élisent la ville hôte des Jeux de 2016. Ces risques et ces perspectives ont été évoqués tout au long de ce rapport et sont résumés ci-après.

CHICAGO

La vision proposée par Chicago 2016 consiste à accueillir le monde au cours d'un festival de 60 jours au cœur de la ville en utilisant essentiellement des installations existantes et des sites temporaires dans certains des parcs publics qui longent le lac Michigan. La ville de Chicago souhaite montrer qu'elle peut organiser les Jeux sans avoir recours aux investissements publics pour les principaux sites permanents.

L'emplacement du village olympique, du CPP/CIRTV et de nombreux hôtels serait central et 22 sites de compétition seraient concentrés dans un rayon de 8 km du centre-ville. Aussi le plan des sites est-il compact avec des temps de trajet réduits au minimum pour les athlètes et les autres groupes de clients. En revanche, les sites prévus pour les épreuves équestres et le tir seraient, quant à eux, à plus de 50 km du village olympique. Le cyclisme sur route et le VTT, en raison des exigences techniques de la FI, seraient respectivement situés à 256 et 293 km, dans l'État du Wisconsin et auraient à leur disposition un village supplémentaire.

La planification des Jeux suit de près la stratégie en matière d'aménagement urbain adoptée par la ville. L'objectif visé par Chicago 2016 est de laisser à la communauté, et en particulier à la jeunesse, un héritage durable sur les plans environnemental, social et sportif plutôt que de construire de grands sites sportifs permanents.

Les Jeux Paralympiques ont été complètement intégrés dans la planification des Jeux. Les Jeux seraient utilisés pour soutenir et encourager encore davantage la mobilisation de la ville en faveur de l'accessibilité et l'intégration sociale.

Le village olympique près des rives du lac, compact et bien pensé, devrait permettre aux athlètes de vivre une expérience singulière. Toutefois, même si des lettres d'intérêt ont été reçues de la part de promoteurs privés pour livrer le village, au moment de la visite de la commission, aucune garantie de financement intégral n'a pu être fournie.

RÉSUMÉS

Chicago propose d'utiliser 15 sites de compétition existants. Un seul site sera construit indépendamment des Jeux. Si Chicago était élue ville hôte, elle construirait six sites permanents, dont la capacité serait revue à la baisse après les Jeux, tels que le stade olympique et le site des sports aquatiques ainsi que neuf sites temporaires. Lors de la visite de la commission, Chicago 2016 a présenté une planification exhaustive et fait preuve d'une grande compréhension de la complexité d'une telle proposition, notamment de la construction de sites temporaires dans des parcs publics. La commission a néanmoins estimé que la grande proportion de sites temporaires ou modulables augmentait les risques pour le COJO en ce qui concerne la planification, le coût et la livraison des sites.

Le concept compact se traduirait par des temps de trajet courts pour les groupes de clients des Jeux. Toutefois, l'efficacité des transports, en particulier aux abords du complexe de la Place McCormick, dépendrait d'un certain nombre de facteurs tels qu'une augmentation significative de la capacité et de l'utilisation des transports publics et serait liée au succès d'autres initiatives visant à réduire le trafic. Compte tenu du plan de transport pendant les Jeux, le nombre de passagers sur le réseau ferroviaire de banlieue «Metra» devrait plus que doubler, ce qui représenterait un défi majeur.

La candidature est conduite par la ville de Chicago qui serait l'autorité gouvernementale supérieure chargée de la livraison des Jeux. Le projet dépendrait dans une large mesure des partenariats publics/privés pour le financement et la livraison des Jeux, modèle communément utilisé aux États-Unis.

Le gouvernement fédéral serait directement engagé, y compris dans la désignation des Jeux comme une manifestation spéciale touchant à la sécurité nationale (National Special Security Event), manifestation pour laquelle il assumerait l'entière responsabilité financière et opérationnelle en termes de sécurité.

Les rôles et responsabilités du gouvernement fédéral et de l'État de l'Illinois ont été clairement définis. Toutefois, une délimitation plus marquée des rôles et responsabilités de la ville et du COJO serait nécessaire afin de veiller à ce que le COJO ne soit pas surchargé du point de vue opérationnel et financier par la livraison de l'infrastructure des Jeux ou par la gestion de divers programmes qui ne seraient pas directement liés à l'organisation de la manifestation.

La structure des responsabilités et la forte dépendance financière du COJO pour livrer l'infrastructure des Jeux et les sites temporaires montrent que Chicago aurait besoin d'un vaste programme de partenariats pour générer les USD 1,83 milliard de revenus nécessaires à l'important budget des dépenses des Jeux Olympiques et Paralympiques. Reconnaisant la solide capacité à générer des revenus et les engagements pris par le monde des affaires, la commission estime que le budget est ambitieux mais réalisable.

Chicago 2016 n'a pas fourni de garantie intégrale afin de couvrir tout déficit éventuel du COJO, comme il est demandé par le CIO. En revanche, Chicago propose une garantie limitée de USD 750 millions, présentant un risque pour le CIO si le déficit devait dépasser ce montant. Lors de la visite de la commission, Chicago 2016 avait formellement demandé au CIO d'amender le Contrat ville hôte. La commission a informé la ville candidate que le modèle du Contrat ville hôte s'appliquait à toutes les villes.

La documentation ainsi que les présentations fournies à la commission par les principales organisations associées à la candidature étaient détaillées et de grande qualité.

TOKYO

La candidature de Tokyo 2016 est axée sur la promotion d'une vision contemporaine des Jeux en livrant dans une grande métropole des Jeux durables sur le plan social, environnemental et économique. L'idée de «relier nos mondes» associe vitalité et durabilité, héritage et innovation et fait partie d'une stratégie gouvernementale visant à promouvoir la jeunesse et la pratique du sport dans une société vieillissante.

Les Jeux Olympiques de 1964 ont changé la façon dont la ville de Tokyo s'est développée. Grâce à l'organisation des Jeux de 2016, Tokyo souhaite s'appuyer sur l'héritage positif des Jeux de 1964 en combinant d'anciens sites olympiques et en construisant de nouvelles installations et infrastructures, afin de créer un héritage olympique sur «100 ans». L'accent est mis sur le développement durable et la régénération urbaine, alignant les plans des Jeux sur la stratégie de planification urbaine à long terme de la ville.

Le concept des Jeux repose sur des temps de trajet minimums pour les athlètes et les autres groupes de clients, grâce à un plan de sites extrêmement compact. Tous les sites, à l'exception du tir, seraient situés dans un rayon de 8 km du centre-ville, en utilisant au mieux le réseau des transports publics, lequel est vaste et de grande capacité.

Afin de s'assurer de la mise en œuvre de sa vision et de son concept et de prouver sa détermination, le gouvernement métropolitain de Tokyo, qui conduit la candidature, a apporté une garantie financière pour les Jeux et a créé un «fonds de réserve olympique» de USD 3,7 milliards. Le gouvernement national et la ville de Tokyo ont garanti le financement des infrastructures nécessaires à la livraison des Jeux et se sont engagés à couvrir tout déficit éventuel dans le budget du COJO.

Les Jeux Paralympiques ont été complètement intégrés dans la planification des Jeux et seraient utilisés comme catalyseurs de changement social.

Même s'il est fait remarquer que la vision de Tokyo 2016 laisserait des héritages durables à la communauté, une préoccupation demeure quant au relativement faible soutien du public envers ces Jeux, tel que le révèle le sondage d'opinion réalisé par le CIO.

Lors des visites de la commission sur les sites, il est apparu qu'un certain nombre de sites mentionnés comme existants devraient en fait être construits. Ce manque de clarté pourrait avoir des conséquences en termes d'héritage et de communication.

D'une manière générale, le plan des sites devrait permettre des opérations des Jeux et de déplacement très efficaces. Des difficultés pourraient se poser quant au trafic aux abords du village olympique et du stade olympique. En outre, la commission a fait part de son inquiétude concernant la taille du terrain disponible pour la construction du village olympique.

Les garanties fournies pour l'hébergement en hôtel couvrent seulement la période entre la cérémonie d'ouverture et de clôture. Si cette période ne devait pas être étendue, les groupes de clients devant arriver plus tôt pourraient devoir payer des tarifs considérablement plus élevés.

Même si certaines présentations sur place et plans de sites manquaient de précision et de clarté, la documentation et les informations présentées par les principales organisations associées à la candidature étaient de grande qualité.

RÉSUMÉS

RIO DE JANEIRO

La candidature de Rio de Janeiro 2016 est axée sur l'idée d'utiliser le sport comme catalyseur d'intégration sociale et d'offrir des Jeux festifs et transformateurs de la ville, de la région et du pays.

La candidature est conduite par le gouvernement brésilien et la vision de Rio 2016 englobe les plans du gouvernement pour une meilleure intégration sociale. Cette intégration sociale peut être atteinte par l'investissement dans des programmes sportifs impliquant l'insertion sociale par le sport et les loisirs, la formation aux sports d'élite, le développement des infrastructures, la promotion de grandes manifestations et la volonté de Rio 2016 d'apporter les Jeux en Amérique du Sud.

Des Jeux à Rio en 2016 ont pour but de mettre en avant les capacités du Brésil et de Rio, leur développement économique et social et le cadre naturel.

Le plan des sites pour 2016 suivrait de près les plans de développement général et les besoins dans le domaine social de la ville. Les Jeux joueraient le rôle de moteur pour la création de nouvelles installations, transports et autres infrastructures et en faveur d'une régénération physique, en particulier les voies d'eau de la ville et les zones de développement clés de Rio.

Aussi le gouvernement fédéral estime-t-il que l'investissement requis pour l'infrastructure est valable et que les Jeux laisseraient un héritage réalisable et significatif. La vision proposée pour les Jeux bénéficie d'un solide soutien auprès du public ainsi que le révèle le sondage d'opinion réalisé par le CIO.

Les trois échelons du gouvernement ont garanti le financement de l'infrastructure nécessaire à l'organisation des Jeux et la couverture de tout déficit éventuel dans le budget du COJO.

La commission pense qu'une transition de la candidature de Rio 2016 vers un COJO pourrait tirer parti de la continuité de l'expérience ainsi que des connaissances acquises et des partenariats conclus lors de l'organisation des Jeux Panaméricains en 2007.

Les Jeux Paralympiques seraient complètement intégrés à la planification des Jeux et Rio utiliserait les Jeux Paralympiques de 2016 comme catalyseurs d'intégration sociale et pour la promotion et le développement du sport paralympique.

La topographie de Rio, ainsi que la vision de l'héritage, nécessitant le développement de quatre zones clés dans la ville, auraient une incidence sur les distances de trajet pour certains athlètes et d'autres groupes de clients. Une mise en œuvre efficace du plan des opérations de transport pendant les Jeux, notamment les voies olympiques et la mise à disposition de plans détaillés de la nouvelle infrastructure des transports, serait décisive.

Rio s'est lancé dans un vaste plan de régénération urbaine dans le cadre du Programme fédéral pour l'accélération de la croissance, doté d'un budget de USD 240 milliards, prévoyant d'importants travaux de construction. Des Jeux à Rio en 2016 en accéléreraient la réalisation mais nécessiteraient une gestion et une supervision rigoureuses.

Afin de satisfaire aux exigences des Jeux et étant donné le nombre insuffisant de chambres d'hôtel, Rio 2016 a présenté un plan d'hébergement sur mesure comprenant des chambres d'hôtel, quatre villages et six bateaux de croisière, tout en prenant en considération les besoins futurs de la ville. Ce projet, y compris la gestion du village des médias de 20 000 chambres à Barra, nécessiterait une attention particulière dans les phases de planification et de livraison. La difficulté d'obtenir des garanties pour les bateaux de croisière sept ans avant les Jeux met une pression supplémentaire sur Rio 2016 pour satisfaire aux exigences des Jeux.

MADRID

Reconnaissant qu'elle doit faire face à des enjeux de sécurité publique, la ville de Rio a adopté une nouvelle approche au niveau de la police locale, qui associe la communauté à un grand nombre de programmes sociaux et sportifs, et donne d'ores et déjà des résultats positifs.

L'accueil de la Coupe du monde du football en 2014 contribuera à accélérer la livraison des infrastructures et constituera une précieuse expérience en termes d'organisation. Cette manifestation pose également des difficultés par rapport aux stratégies de communication et de marketing des Jeux en 2016.

La documentation et les présentations fournies à la commission par les principales organisations associées à la candidature étaient détaillées et de très grande qualité.

La vision proposée par Madrid pour les Jeux de 2016 est fondée sur les traditions sportives de la ville et une stratégie visant à attirer les plus grandes manifestations sportives internationales. Cette vision tire parti de la régénération récente et continue de la ville ainsi que de son développement urbain.

Les plans reposent en effet sur la régénération sociale et physique avec une approche à deux volets pour l'héritage sportif : l'aménagement concret d'installations et des mesures plus générales en faveur du développement des sports afin d'encourager la communauté à pratiquer un sport et promouvoir l'excellence. Les plans sociaux, incarnés par la vision des « Jeux avec une touche humaine », comprennent de vastes programmes de sports et loisirs à l'attention de la communauté.

L'utilisation après les Jeux du village olympique (propriété de la ville de Madrid et entièrement financé par elle) et du village des médias (une fois déplacé) comme logements sociaux sont d'autres éléments du plan d'héritage proposé par Madrid. Un projet majeur visant à créer de nouveaux espaces verts et des zones de sports et loisirs tire parti des vastes programmes menés par la ville dans le domaine de l'environnement.

Les Jeux Paralympiques seront complètement intégrés à la planification des Jeux et Madrid souhaiterait s'ériger en ville modèle d'intégration sociale.

La vision proposée pour les Jeux bénéficie du solide soutien du public, ainsi que le révèle le sondage d'opinion réalisé par le CIO.

D'une manière générale, le concept extrêmement compact des Jeux devrait permettre l'efficacité des opérations et repose sur l'emplacement des infrastructures olympiques clés, la plupart desquelles existent déjà : 23 sites existent sur les 33 et deux sites seront construits indépendamment des Jeux. Tous les sites de compétition (à l'exception du tir – 12 km

RÉSUMÉS

du village olympique – et de la voile), le village olympique et le CPP/CIRTV seraient situés dans un rayon de 10 km du centre-ville et sont accessibles via les transports publics. Cet emplacement offrirait des temps de trajet courts aux athlètes et aux autres groupes de clients. Les épreuves de voile se dérouleraient à Valence, à 361 km de la capitale et disposeraient d'un village olympique supplémentaire.

Les plans pour la construction ou la modification de deux sites – le stade olympique et le site de l'aviron, de la course en ligne en canoë/kayak et de la natation en eaux libres – pourraient engendrer des travaux de construction importants, et des enjeux financiers et opérationnels.

Les trois échelons du gouvernement – national, régional, et municipal – ont apporté leur solide soutien et des engagements financiers et couvriraient un éventuel déficit budgétaire du COJO.

Toutefois, le dossier de candidature et la documentation y afférente, de même que la structure administrative proposée pour des Jeux à Madrid en 2016, n'apportent pas la preuve d'une totale compréhension de la nécessité de délimiter clairement les rôles et responsabilités, entre autres sur le plan financier, entre les différentes parties prenantes pour assurer en temps voulu une transition efficace vers la constitution du COJO, ni des exigences en termes de gestion des opérations pour concrétiser la vision, le concept et les plans de ces Jeux. Étant donné la complexité et la portée actuelles de l'organisation d'une grande manifestation multisportive telle que les Jeux Olympiques, cela pourrait présenter des défis d'ordre organisationnel et financier.

Lors de sa visite, la commission n'a pas pu déterminer si une législation antidopage espagnole respectait le Code de l'AMA. Il est important que ce point soit éclairci.

La documentation et les présentations fournies à la commission par les principales organisations en charge de la candidature étaient de qualité variable.

ANNEXES

- A. COMPOSITION DE LA COMMISSION
- B. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DU SONDAGE D'OPINION DU CIO
- C. CARTES
- D. ABRÉVIATIONS

ANNEXE A

COMPOSITION DE LA COMMISSION

PRÉSIDENTE

M^{me} Nawal EI MOUTAWAKEL

DIRECTEUR EXÉCUTIF POUR LES JO

M. Gilbert FELLI

MEMBRES

M. Simon BALDERSTONE
M. Andrès BOTERO PHILLIPSBOURNE
Prof. Philippe BOVY
M. Guy DRUT
M. Gregory HARTUNG
M. Göran PETERSSON
M. Alexander POPOV
Sir Craig REEDIE
Général Mounir SABET
M. Etienne THOBOIS
M. Ching-Kuo WU

ADMINISTRATION DU CIO

M^{me} Jacqueline BARRETT
M. Mattias KAESTNER
M^{lle} Helen STEWART

ANNEXE B

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DU SONDAGE D'OPINION DU CIO

Le CIO a mandaté Sports Marketing Surveys pour effectuer un sondage d'opinion dans les quatre villes candidates et les quatre pays correspondants concernant le soutien à l'organisation des Jeux de la XXXI^e Olympiade en 2016. Les quatre sondages ont été effectués entre le 16 et le 24 février 2009.

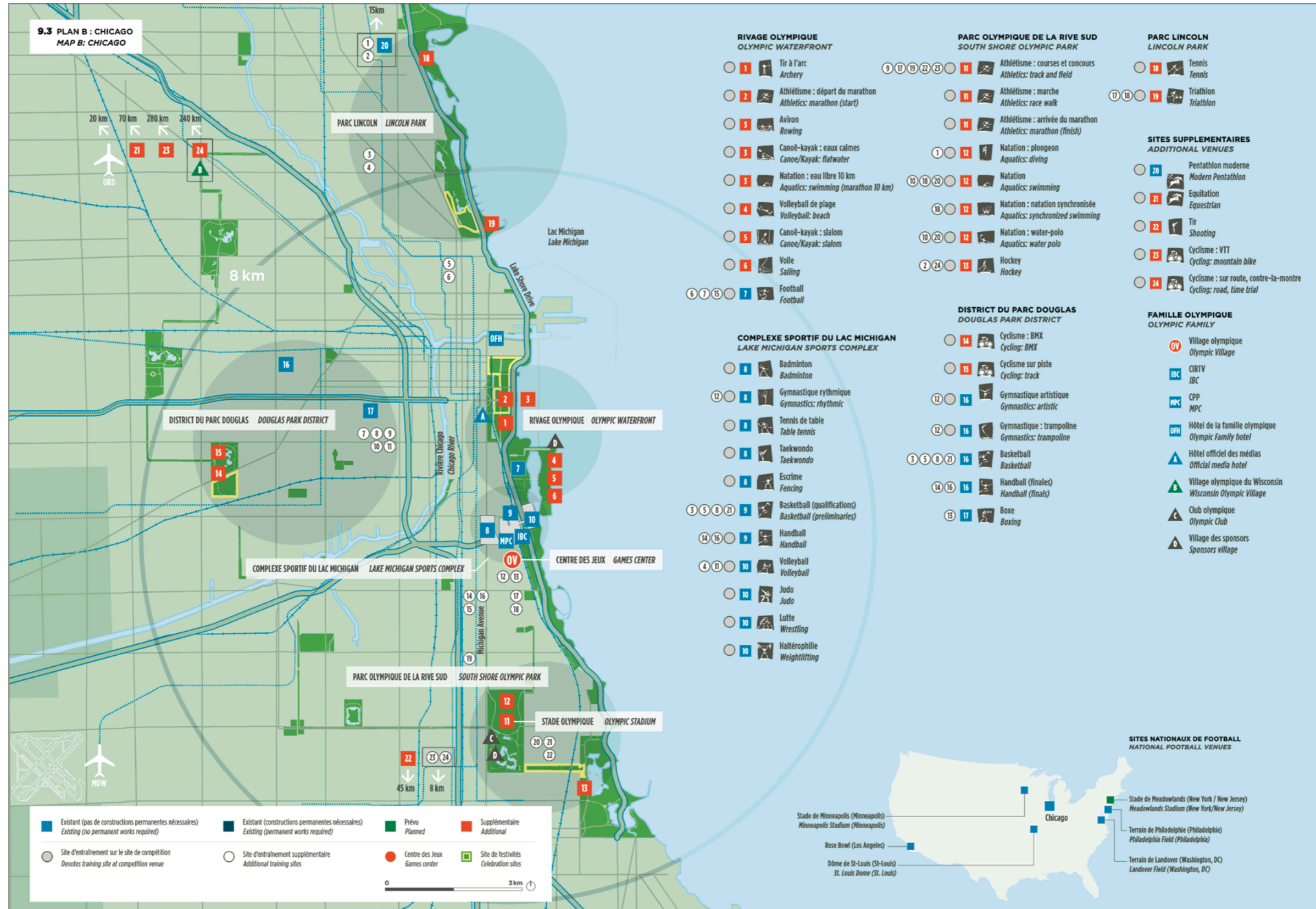
En réponse à la question précise :

« Dans quelle mesure seriez-vous favorable ou opposé à ce que (ville) soit l'hôte des Jeux Olympiques d'été en 2016 ? »

les résultats ont été les suivants :

	Tout à fait favorable	Favorable	Pas d'opinion / Neutre	Opposé	Tout à fait opposé
Chicago	38,7 %	28,6 %	20,5 %	6,5 %	5,7 %
États-Unis	32,7 %	28,4 %	30 %	4,9 %	4,1 %
Tokyo	25,2 %	30,3 %	21,5 %	15,5 %	7,8 %
Japon	19,8 %	34,7 %	26,1 %	12,1 %	7,3 %
Rio de Janeiro	41,9 %	42,6 %	6,4 %	5,2 %	4 %
Brésil	28,8 %	40,1 %	15,4 %	9,7 %	5,9 %
Madrid	57,9 %	27 %	8,3 %	4 %	2,8 %
Espagne	59,6 %	26,2 %	11,4 %	1,4 %	1,4 %

Tous les chiffres sont exprimés en pourcentages. Les chiffres étant arrondis, le total n'atteint pas toujours 100 %.





CARTE B – INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET SITES EXISTANTS, PRÉVUS ET SUPPLÉMENTAIRES
Rio de Janeiro

MAP B – EXISTING, PLANNED AND ADDITIONAL TRANSPORT INFRASTRUCTURE AND VENUES
Rio de Janeiro

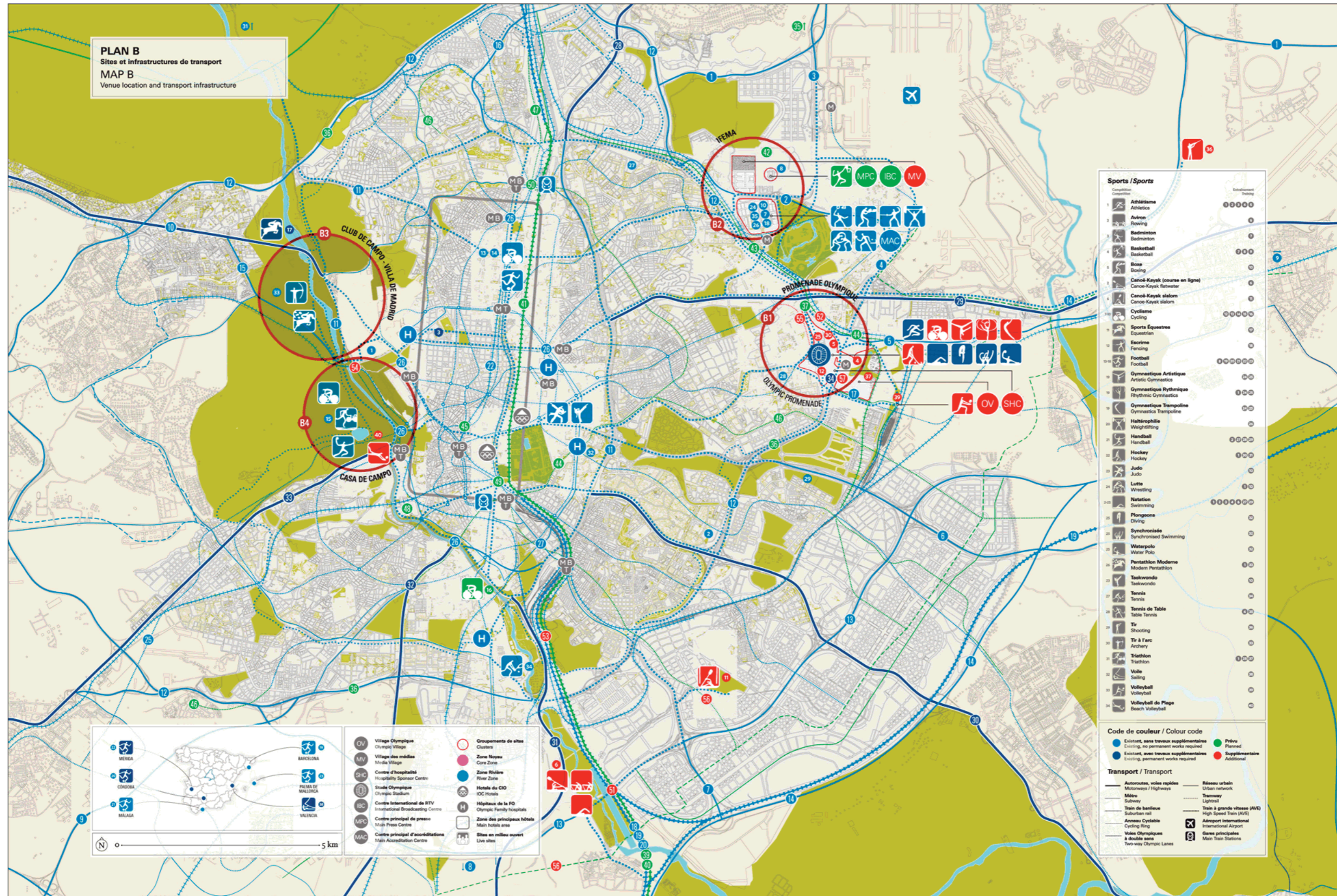
Carte B – Infrastructures de Transport et Sites Existants, Prévus et Supplémentaires
Map B – Existing, Planned and Additional Transport Infrastructure and Venues



SITES DE COMPÉTITION ET D'ENTRAÎNEMENT COMPETITION AND TRAINING VENUES		INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS TRANSPORT INFRASTRUCTURE	
1 Sambódromo Sambódromo	48 CEO - Salle 2 OTC - Hall 2	1 Autoroute – Voie Presidente João Goulart – Ligne Rouge Motorway – Via Presidente João Goulart – Red Line	1 Autoroute – Voie Presidente João Goulart – Ligne Rouge Motorway – Via Presidente João Goulart – Red Line
2 Parc de Flamengo Flamengo Park	49 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	2 Autoroute – Avenue Governador Carlos Lacerda – Ligne Jaune Motorway – Avenue Governador Carlos Lacerda – Yellow Line	2 Autoroute – Avenue Governador Carlos Lacerda – Ligne Jaune Motorway – Avenue Governador Carlos Lacerda – Yellow Line
3 Stade Joao Havelange Joao Havelange Stadium	50 Centre Aquatique Maria Lenk OTC - Hall 3	3 Autoroute – Avenue Brasil Motorway – Avenue Brasil	3 Autoroute – Avenue Brasil Motorway – Avenue Brasil
4 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	51 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	4 Autoroute – Tunnel Rebouçaus/Voie Élevée Fresyinet Motorway – Rebouçaus Tunnel/Fresyinet Elevated Way	4 Autoroute – Tunnel Rebouçaus/Voie Élevée Fresyinet Motorway – Rebouçaus Tunnel/Fresyinet Elevated Way
5 CEO Athlétique OTC Track and Field	52 Centre Aquatique Maria Lenk OTC - Hall 3	5 Autoroute – Voie Élevée Péripérique Motorway – Perimetral Elevated Way	5 Autoroute – Voie Élevée Péripérique Motorway – Perimetral Elevated Way
6 Université Fédérale de Rio de Janeiro Federal University of Rio de Janeiro	53 Centre d'Éducation Physique Almirante Adalberto Nunes Almirante Adalberto Nunes Physical Education Center	6 Autoroute – Voie Rapide Barra – Zone Sud Motorway – Barra-South Zone Expressway	6 Autoroute – Voie Rapide Barra – Zone Sud Motorway – Barra-South Zone Expressway
7 Université de l'Armée de l'Air Air Force University	54 Stade Aquatique Olympique Olympic Aquatics Stadium	7 Autoroute – Aterro/Avenue Flamengo Motorway – Aterro/Avenue Flamengo	7 Autoroute – Aterro/Avenue Flamengo Motorway – Aterro/Avenue Flamengo
8 Lago Rodrigo de Freitas Lago Rodrigo de Freitas	55 Fort de Copacabana Fort Copacabana	8 Artère Urbaine – Avenues des Plages de la Zone Sud Major Urban Arterial – South Zone Beach Avenues	8 Artère Urbaine – Avenues des Plages de la Zone Sud Major Urban Arterial – South Zone Beach Avenues
9 Riocentro - Pavillon 4 Riocentro - Pavilion 4	56 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	9 Artère Urbaine – Avenue Presidente Vargas/Radiação Oeste Major Urban Arterial – Avenue Presidente Vargas/Radiação Oeste	9 Artère Urbaine – Avenue Presidente Vargas/Radiação Oeste Major Urban Arterial – Avenue Presidente Vargas/Radiação Oeste
10 CEO - Salle 1 OTC - Hall 1	57 Stade Aquatique Olympique Olympic Aquatics Stadium	10 Artère Urbaine – Avenue Borges de Medeiros/Epitácio Pessoa Major Urban Arterial – Avenue Borges de Medeiros/Epitácio Pessoa	10 Artère Urbaine – Avenue Borges de Medeiros/Epitácio Pessoa Major Urban Arterial – Avenue Borges de Medeiros/Epitácio Pessoa
11 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	58 Université Fédérale de Rio de Janeiro Federal University of Rio de Janeiro	11 Artère Urbaine – Avenue das Américas Major Urban Arterial – Avenue das Américas	11 Artère Urbaine – Avenue das Américas Major Urban Arterial – Avenue das Américas
12 Université Fédérale de Rio de Janeiro Federal University of Rio de Janeiro	59 Parc de Pentathlon Moderne de Deodoro Deodoro Modern Pentathlon Park	12 Artère Urbaine – Avenue Duque de Caxias Major Urban Arterial – Avenue Duque de Caxias	12 Artère Urbaine – Avenue Duque de Caxias Major Urban Arterial – Avenue Duque de Caxias
13 Complexe Sportif Juliano Moreira Juliano Moreira Sports Complex	60 Centre Aquatique Maria Lenk Maria Lenk Aquatic Center	13 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Japeri Suburban Rail – Japeri Line	13 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Japeri Suburban Rail – Japeri Line
14 Riocentro - Pavillon 2 Riocentro - Pavilion 2	61 Centre Aquatique Maria Lenk Maria Lenk Aquatic Center	14 Aéroport Domestique de Rio Rio Domestic Airport	14 Aéroport Domestique de Rio Rio Domestic Airport
15 Lago Rodrigo de Freitas Lago Rodrigo de Freitas	62 Centre d'Éducation Physique Almirante Adalberto Nunes Almirante Adalberto Nunes Physical Education Center	15 Artère Urbaine – Avenue Abelardo Bueno Major Urban Arterial – Avenue Abelardo Bueno	15 Artère Urbaine – Avenue Abelardo Bueno Major Urban Arterial – Avenue Abelardo Bueno
16 Stade Olympique des Eaux Vives Olympic Whitewater Stadium	63 Parc de Pentathlon Moderne de Deodoro Deodoro Modern Pentathlon Park	16 Artère Urbaine – Avenue Salvador Allende Major Urban Arterial – Avenue Salvador Allende	16 Artère Urbaine – Avenue Salvador Allende Major Urban Arterial – Avenue Salvador Allende
17 Parc de Flamengo Flamengo Park	64 Arène de Deodoro Deodoro Arena	17 Artère Urbaine – Avenue Ayrton Senna Major Urban Arterial – Avenue Ayrton Senna	17 Artère Urbaine – Avenue Ayrton Senna Major Urban Arterial – Avenue Ayrton Senna
18 Centre Olympique de BMX Olympic BMX Center	65 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	18 Artère Urbaine – Liaison au Stade Olympique Major Urban Arterial – Olympic Stadium Links	18 Artère Urbaine – Liaison au Stade Olympique Major Urban Arterial – Olympic Stadium Links
19 Centre Olympique de VTT Olympic Mountain Bike Center	66 CEO - Salle 2 OTC - Hall 2	19 Métro – Métro Ligne 1 Subway – Metro Line 1	19 Métro – Métro Ligne 1 Subway – Metro Line 1
20 Velodrome Olympique de Rio Rio Olympic Velodrome	67 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	20 Métro – Métro Ligne 2 Subway – Metro Line 2	20 Métro – Métro Ligne 2 Subway – Metro Line 2
21 Centre d'Évaluation de l'Armée Army Assessment Center	68 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	21 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Deodoro Suburban Rail – Deodoro Line	21 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Deodoro Suburban Rail – Deodoro Line
22 Centre National Équestre National Equestrian Center	69 Riocentro - Pavillon 3 Riocentro - Pavilion 3	22 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Santa Cruz Suburban Rail – Santa Cruz Line	22 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Santa Cruz Suburban Rail – Santa Cruz Line
23 Arène de Deodoro Deodoro Arena	70 Centre National de Tir National Shooting Center	23 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Sacacuruna Suburban Rail – Sacacuruna Line	23 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Sacacuruna Suburban Rail – Sacacuruna Line
24 Stade Maracanã Maracanã Stadium	71 Sambódromo Sambódromo	24 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Belford Roxo Suburban Rail – Belford Roxo Line	24 Réseau Ferroviaire de Banlieue – Ligne Belford Roxo Suburban Rail – Belford Roxo Line
25 Complexe Sportif Juliano Moreira Juliano Moreira Sports Complex	72 Fort de Copacabana Fort Copacabana	25 Aéroport International de Rio Rio International Airport	25 Aéroport International de Rio Rio International Airport
26 Club de Football Vasco Barra Vasco Barra Football Club	73 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	26 Métro – Métro Ligne 1 (extension) Subway – Metro Line 1 (extension)	26 Métro – Métro Ligne 1 (extension) Subway – Metro Line 1 (extension)
27 Arène Olympique de Rio Rio Olympic Arena	74 Marina da Glória Marina da Glória	27 BRT – Autoroute – Liaison C BRT – Motorway – Link C	27 BRT – Autoroute – Liaison C BRT – Motorway – Link C
28 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	75 Stade de Copacabana Copacabana Stadium	28 BRT – Artère Urbaine – Couloir TS BRT – Major Urban Arterial – TS Corridor	28 BRT – Artère Urbaine – Couloir TS BRT – Major Urban Arterial – TS Corridor
29 Riocentro - Pavillon 6 Riocentro - Pavilion 6	76 Arène Maracanãzinho Maracanãzinho Arena	29 BRT – Autoroute – Barra-South Zone BRT – Motorway – Barra-South Zone	29 BRT – Autoroute – Barra-South Zone BRT – Motorway – Barra-South Zone
30 CEO - Salle 4 OTC - Hall 4	77 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	30 Artère Urbaine – Voie 5 Major Urban Arterial – Via 5	30 Artère Urbaine – Voie 5 Major Urban Arterial – Via 5
31 Centre d'Entraînement du Village Olympique Olympic Village Training Center	78 Complexe Sportif Juliano Moreira Juliano Moreira Sports Complex		
32 Université Fédérale de Rio de Janeiro Federal University of Rio de Janeiro	79 École Municipale Sergio Buarque de Holanda Sergio Buarque de Holanda Municipal School		
33 Complexe Sportif Juliano Moreira Juliano Moreira Sports Complex	80 École Municipale Carlos Caetano Mingays Carlos Caetano Mingays Municipal School		
34 Centre Olympique de Hockey Olympic Hockey Center	81 École Municipale Silveira Sampaio Silveira Sampaio Municipal School		
35 Centre de Hockey de Deodoro Deodoro Hockey Center			

HÔTELS DE LA FAMILLE OLYMPIQUE – GAMES FAMILY HOTELS	
A Caesar Park	H Pestana Rio Atlântica Hotel
B Sol Ipanema Hotel	I Windsor Excelsior Copacabana Hotel
C Fasano Rio de Janeiro	J Copacabana Palace Hotel
D Sofitel Rio de Janeiro Copacabana	
E Golden Tulip Regente	
F Windsor Miramar Palace Hotel	
G Rio Othon Palace	

(T) Entraînement dans l'enceinte du site (T) Training provided within the venue



ANNEXE D

ABRÉVIATIONS

Les abréviations indiquées ci-dessous sont celles utilisées dans le rapport :

AMA	Agence Mondiale Antidopage
CIO	Comité International Olympique
CIRTV	Centre International de Radio et Télévision
CNO	Comité National Olympique
CNP	Comité National Paralympique
COJO	Comité d'organisation des Jeux Olympiques
CPP	Centre Principal de Presse
EUR	Euro
FI	Fédération Internationale
IPC	International Paralympic Committee (Comité International Paralympique)
OBO	Organisme de Radio-télévision Olympique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PIB	Produit intérieur brut
UE	Union européenne
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)
USD	Dollar américain